

La bombe et les voisins

LA Polynésie française n'est pas seulement un ensemble d'archipels où les habitants se déchaînent en l'honneur des héros de marquis. Après avoir sacrifié aux cérémonies marquant le centenaire de Papeete, M. François Mitterrand est passé aux choses sérieuses, à la présence de la France dans un Pacifique sud où elle continue d'expérimenter les engins de sa force de frappe.

Dans ce style de dévotion antique qu'il affectionne, le chef de l'Etat a profité de sa visite pour présenter la politique nucléaire de la France sous un jour plus « transparent » - l'expression est de lui - mais apparemment sans grand changement sur le fond. « Si l'Union soviétique et les Etats-Unis cessaient leurs expériences (...) la France, qui est un pays pacifique, ne serait pas la dernière à désarmer », a-t-il dit, avant d'ajouter : « Je n'ai pas entendu dire qu'ils avaient l'intention d'arrêter durablement leurs essais ».

CERTES M. Mitterrand avait été choqué, en 1985, par la manie du secret du Centre d'expérimentations du Pacifique (CEP), qui avait été en partie à l'origine de la mission rocambolesque et désastreuse menée contre le « Rainbow Warrior ». Depuis, « on a organisé ce que l'on appelle une opération de transparence, et on a bien fait », a-t-il ajouté. Mais il n'est pas allé jusqu'à promettre que les essais seraient rendus publics : les autres puissances nucléaires ne le font pas non plus. Se contentant de promettre d'« ouvrir l'information au maximum », il a déclaré : « Vous êtes informés par la Nouvelle-Zélande. Pas moi. Si vous voulez, je vous communiquerai ma science ».

Plus importante peut-être aura été la réaffirmation, en 1985, que par la participation massive du gouvernement à la réunion du Conseil du Pacifique sud, aux côtés de M. Mitterrand et Rocard, que la France entend rester présente, et active, dans la région. Le président l'avait déjà affirmé après 1981. Le premier ministre l'avait confirmé en résumant les liens avec les grands et petits Etats du Pacifique. Cette fois-ci le chef de l'Etat a marqué sa volonté de voir la Polynésie, dotée de prérogatives quasi-étatiques, jouer un rôle accru dans le concert des nations des antipodes.

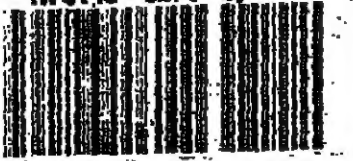
CES dernières continuent de s'opposer aux essais de Mururoa. Mais on sent, depuis quelques temps, une certaine réconciliation face à la détermination de la France, tous partis confondus à l'exception du PCF, d'assurer la continuité de la politique nucléaire ; même si, comme l'avait annoncé l'an dernier M. Rocard, les essais passeraient de huit à six en 1991.

Le début du règlement du drame néo-calédonien et la récente solution de l'affaire du « Rainbow Warrior » ont détendu l'atmosphère. L'abandon d'une stratégie d'affrontement, remplacée par une diplomatie plus subtile visant à s'assurer les bonnes grâces des puissances de la région - Australie et Nouvelle-Zélande - et des micro-Etats, par des gestes symboliques comme par une aide substantielle, semble désormais porter ses fruits.

Lire page 7

la déclaration de M. Mitterrand

M 0146 - 521 0 - 6,00 F



La fin des entretiens de M. Baker à Moscou

Marchandage soviéto-américain sur les armements stratégiques

M. James Baker a retardé son départ de Moscou, samedi 19 mai, le secrétaire d'Etat américain ayant ajouté à son programme une nouvelle rencontre avec son homologue soviétique, M. Chevardnadze. La longue série d'entretiens de vendredi (dont cinq heures avec M. Gorbatchev), avait fait apparaître en effet de nouvelles difficultés à propos des armements stratégiques. Une conférence de presse de M. Baker était attendue dans l'après-midi.

Cette ultime visite de M. Baker à Moscou avant le sommet Bush-Gorbatchev du 30 mai aura été un véritable marathon. Le rythme des conversations, déjà intense depuis l'arrivée du secrétaire d'Etat américain mardi, s'est encore accéléré vendredi, avec deux heures et demie d'entretien avec M. Gorbatchev, suivi d'une nouvelle session en présence des délégations, soit cinq heures au total avec le président soviétique.

A 18 heures locales, M. Baker retrouvait son homologue soviétique, M. Chevardnadze, pour une seconde conversation de trois heures, ce qui n'empêchait pas les deux ministres d'ajouter à leur programme une nouvelle rencontre pour ce samedi matin, avant les conférences de presse prévues. A quoi il faut ajouter bien entendu les sessions des groupes d'experts, notamment de celui chargé du désarmement.

dont plusieurs membres en étaient, samedi, à leur deuxième nuit blanche.

Les appréciations données sur le contenu des négociations ont varié à chaque étape de ce marathon. Vers 18 heures, à la fin des conversations avec M. Gorbatchev, M. Baker annonçait : « Nous avons fait des progrès sur les START » (les armements stratégiques à longue portée), bien qu'il restât, ajoutait-il, « un certain nombre de questions à régler ».

Toujours à la même heure, M. Chevardnadze déclarait : « Nous avons accompli beaucoup de choses aujourd'hui », ajoutant qu'il s'agissait de « gros progrès ». Plus optimiste encore, le marchand d'armes soviétique, conseiller militaire du président soviétique, annonçait à l'agence japonaise Kyodo le règlement de toutes les « grandes questions » en suspens.

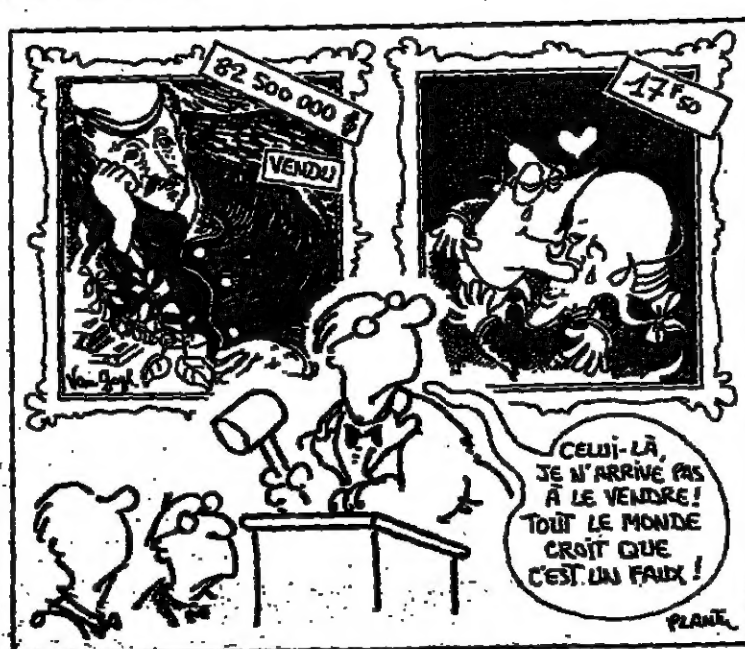
MICHEL TATU

Lire la suite page 5

Face à M. Giscard d'Estaing

M. Chirac prend l'offensive pour l'union de la droite

Devant les élus réunis vendredi 18 mai à Vincennes pour les Etats généraux de l'opposition sur la décentralisation, M. Jacques Chirac a repris à son compte l'idée d'une organisation confédérale des partis de droite et demandé la mise au point avant octobre du système des « primaires » pour l'élection présidentielle. M. Valéry Giscard d'Estaing devait répondre à l'offensive du président du RPR, dimanche devant les clubs Perspectives et Réalités.



Lire l'article de THIERRY BRÉHIER page 7

Le record du TGV

Des exploits technologiques pour une ambition industrielle

page 17

Fin de campagne en Roumanie

Buzau, en Valachie, s'apprête à voter. Les Roumains ont encore plus massivement que le reste du pays

page 3

Un entretien avec M. Lee Kuan Yew

« Un stratège américain d'Europe révélerait un isolationnisme dangereux pour l'Asie », nous déclare le premier ministre de Singapour

page 5

Jean-Denis Bredin sous la Coupole

Les discours du récipiendaire et de M. Pierre Moineau

pages 9 à 12

« Grand jury RTL-le Monde »

M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication et des grands travaux, invité à partir de 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 20

L'internationale des « crânes rasés »

Au fil des ans, les nouvelles générations de « skinheads » sont devenues le « bras armé » de la violence raciste

« De désorganisée, la violence raciste a trouvé dans les skinheads (crânes rasés) un bras armé », affirme le ministre de l'Intérieur dans le numéro de mai de son journal *Civis*, imprimé avant les événements de Carpentras. Selon les services de la place Beauvau, « ils sont à eux seuls auteurs présumés de plus de 30 % des délits violents constatés ».

L'interpellation immédiate mais sans lendemain de six d'entre eux dans l'enquête sur la profanation de Carpentras, puis l'inculpation de trois autres, vendredi 18 mai, à Nantes pour la profanation du cimetière de Saint-Herblain sont venues rappeler l'activisme de ces jeunes marginaux. Né à la fin des années 60 en Angleterre, le mouvement skinhead compte de nombreux adeptes en Europe, à l'Ouest comme à l'Est, et quelques centaines en France où certains militent dans des groupuscules néo-nazis.

Depuis les interrogatoires subis par six des siens au commissariat d'Avignon, la France des crânes

rasés est en ébullition. En l'état actuel de l'enquête, rien ne permet d'affirmer que ces jeunes gens vêtus de blousons vert ou noir et chaussés de godillots de l'armée britannique (les « Doc Martens »), soient responsables des exactions de Carpentras. Mais, parce qu'ils constituent assurément une main d'œuvre idéale pour les groupuscules néo-nazis, les regards policiers se sont d'emblée tournés vers eux. Les skinheads jouent en effet un rôle essentiel dans la progression de l'extrême droite, tant en France qu'à l'étranger.

Les premiers spécimens apparaissent en Angleterre à la fin des années 60. En réaction à la mode hippy, des adolescents des faubourgs londoniens lancent un mouvement prolétaire qui se veut garant des valeurs traditionnelles de la classe ouvrière britannique : sens de l'honneur, fidélité en amitié, solidarité, amour du football, de la bière et de la bagarre. Bien que la plupart d'entre eux soient des patriotes convaincus, leur « mili-

tantisme » n'a alors aucune connotation fasciste. Ces jeunes gens, qui se sentent plus proches des émigrés antillais que des petits bourgeois aux cheveux longs, écoutent d'ailleurs la même musique qu'eux, le « reggae » en provenance de la Jamaïque ou la « soul » venue des Etats-Unis. Les bandes prolifèrent et les bagarres se multiplient mais le mouvement finit par s'évaporer.

Il revient en force à la fin des années 70 et au début des années 80. Dans la foulée de la mode punk, les skinheads réapparaissent avec des groupes de rock qui entraînent un public de crânes rasés (Sham 69, Cockney Rejects, Four Skins...) issus des milieux ouvriers des grandes villes anglaises, notamment de l'Est de Londres. Tous se retrouvent dans les concerts ou sur les stades de football où ils contribuent à l'extension du hooliganisme. Le mouvement s'étend alors à d'autres pays d'Europe.

PHILIPPE BROUSSARD

Lire la suite page 8

Les vérités de Fellini

« La Voce della Luna » : une fascinante dénonciation de l'aridité de notre imaginaire

CANNES
de notre envoyée spéciale

« N'écoutez pas les puits, ils nous font faire les rêves qu'ils veulent. Il faudrait les fermer la nuit ». Sage conseil. Mais Roberto Benigni, petit pignon clownesque qui ouvre la *Voce della Luna*, vingt-quatrième film de Federico Fellini, ne l'entend pas de cette oreille. Il se présente : Ivo Salvini. Par de légers indices jamais approfondis, on pourra penser qu'il est un peu fou, cela lui permet d'avoir mieux que personne toute sa tête à lui. Ainsi se penche-t-il sur ce puits d'où quelquefois l'appelle. La lune peut-être d'où il semble descendre, pâle, ébouriffé, effarouché, mais cependant tranquille. Ivo sera un guide précieux pour le voyage sans carte ni boussole auquel nous convie Fellini.

Un voyage dans un pays qui n'existe pas, mais qui ressemble à tous les autres. Un gros bourg

impersonnel, entièrement construit par le décorateur Dante Ferretti, emblématique de notre aliénation de nantis, où rien ne manque plus et c'est tant pis, où l'église a l'air d'un hangar, et où clignote faiblement sur la place l'enseigne du café Europa. Ivo habite là, en tout cas il rencontre des gens qui le connaissent : un préfet destitué et amer (Paolo Villaggio), un flûtiste craintif (Sim) qui a élu domicile dans une niche de columbarium, une manœuvre tellement incendiaire qu'elle fume comme une locomotive quand elle fait l'amour, et Aldina dont il est épris, si blonde et si belle qu'il lui vole un escarpin d'argent, qu'il la prend pour la lune, impératrice laiteuse de sa mélancolie.

Au village, le vase carme est à son comble, on livre un stock de Saintes Vierges en plâtre. « Les madones sont une race », remarque un observateur.

DANIELE HEYMANN

Lire la suite page 14

Nouveaux espoirs pour le sida

Des travaux menés en France et aux Etats-Unis mettent en évidence le rôle que peut jouer une catégorie de micro-organismes (mycoplasmes) ouvrant de nouvelles perspectives dans le traitement du sida. Plusieurs études sont en cours - notamment à l'Institut Pasteur de Paris - pour vérifier si ces résultats permettent, à partir de traitements antibiotiques, d'enrayer l'évolution de l'infection. Lire page 13

Article de JEAN-YVES NAU

MICHEL HOST

La Maison Traum



GRASSET

« Un récit drolatique, tragique, épique, politique et oulipien... apparemment abracadabrante... horriblement drôle. »

Pierre-Henri Rosset/Elle

DATES

Il y a trente-cinq ans

La création du pacte de Varsovie

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Tél : MONDPUB 206 136 F

L'Agence du Monde
11, M. Gensoul
94852 IVRY

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél : (1) 49-60-32-90

AUTRES PAYS

voir tarifs

3 mois 365 F 399 F 504 F 780 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 490 F

1 an 1 360 F 1 380 F 1 800 F 2 650 F

ÉTRANGER :

Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENOUVEZ CE BULLETIN

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessous

ou par MONTREL

345 LEMONDE

code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :

Pour tous renseignements :

tél : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse : les abonnés

doivent nous adresser leur nouvelle

adresse, en indiquant leur numéro

d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Le 14 mai 1955, réunis sous la houlette du maréchal Boulganine, président du conseil des ministres de l'URSS, au palais Radziwill, siège du gouvernement polonais à Varsovie, les plus hauts responsables des huit pays du « bloc oriental » (URSS, Pologne, Tchécoslovaquie, Allemagne orientale, Hongrie, Roumanie, Bulgarie et Albanie) apposaient leur signature au bas d'un traité « d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle » que l'Histoire retiendra sous le nom de « pacte de Varsovie ».

Un communiqué annexé créait un « commandement unifié des forces armées », confié au maréchal Koniéiev, le « libérateur » de Cracovie. Le général Peng Dehuai, ministre de la Défense chinois, présent comme observateur à la réunion, apportait le soutien du « peuple héroïque de 600 millions d'hommes dans la lutte contre l'agresseur impérialiste jusqu'à la victoire finale ». La presse des pays signataires saluait sur un ton dithyrambique ce « beau traité » : « Le socialisme se présente maintenant comme un système mondial solide réunissant plus de trois milliards d'hommes, s'appuyant sur une base économique sans cesse plus développée et constituant un ensemble territorial continu sur les continents européen et asiatique, favorisant ainsi l'application de l'aide mutuelle en toutes circonstances » (1).

Le pacte de Varsovie, qui fait pendant au pacte atlantique, n'est pas, comme on le considère parfois, sa réplique directe. D'abord parce que, cinq années le séparent. Ensuite parce que d'un strict point de vue militaire, il n'était pas indispensable : les multiples accords signés de 1945 à 1948 entre l'URSS et ses satellites, ainsi qu'entre les satellites eux-mêmes, couvraient tous les cas d'agression possibles. Il n'était pas, plus, un acte délégué, menant à une aggravation de la guerre froide, les crises « chaudes » (blocus de Berlin, guerre de Corée) appartenant au passé. Staline était mort en mars 1953, le « dégel » avait suivi. Le traité du 14 mai 1955 sanctionnait, en fait, la fin des espoirs de Moscou de voir se résoudre d'une manière qui lui soit favorable le problème de l'unité allemande.

Lors de la création de l'OTAN, en avril 1949, l'éventualité d'un rattachement de l'Allemagne vaincue avait été formellement écartée, la Grande-Bretagne, mais surtout la France, s'opposant aux pressions américaines à ce sujet. Cependant, comme le prophétisait alors « Sirius », « le réarmement de l'Allemagne était contenu dans le pacte de l'Atlantique comme le germe dans l'œuf ». De 1950 à 1954, ce germe connaîtra bien des avatars, le plus célèbre étant la Communauté européenne de défense, dont le traité de création, signé dès mai 1952, sera finalement rejeté par le Parlement français deux années plus tard.

Cet échec provoqua l'allégresse soviétique, mais pour peu de temps. Dès septembre 1954, les alliés occidentaux, réunis à Londres, redonnèrent la priorité à la souveraineté de la République fédérale, son adhésion à l'OTAN, la mise sur pied et l'activation d'une force aéroterrestre allemande importante au commandement international. Ces décisions prennent la forme des accords de Paris, signés le 23 octobre et consacrant « l'association de l'Allemagne sur un plan d'égalité aux efforts des peuples libres ».

Une alliance « défensive »

Les Soviétiques, pris de vitesse mais espérant encore influencer sur les Parlements nationaux les débats de ratification des accords de Paris, proposent à vingt-trois pays de tenir, le 29 novembre à Moscou, une conférence sur la sécurité européenne. Huit pays seulement, ceux du camp socialiste, se retrouvent au Kremlin. Le communiqué préliminaire, de la part de l'URSS et de ses alliés, de « mesures pour renforcer leur sécurité et défendre le travail pacifique de leurs peuples », ainsi que l'arrêt de toutes conversations sur les problèmes allemands et autrichiens. En dépit de fortes oppositions, l'Assemblée nationale française ratifie les accords le 29 décembre. Leur adoption sera consacrée le 26 avril 1955.

La réaction de Moscou est alors immédiate. Le 7 mai, les traités qui liaient l'Union soviétique à la Grande-Bretagne (depuis 1942) et à la France (depuis 1944) sont dénoncés. Une conférence des pays socialistes européens est convoquée à Varsovie pour le 11. Mais, la veille de son ouverture, voulant démontrer les intentions pacifiques de l'URSS, Molotov propose à l'ONU d'adopter un vaste plan de désarmement. Autre démonstration de bonne volonté encadrant la signature du pacte de Varsovie : les Soviétiques signent avec les trois autres « grands » le traité d'État qui rend sa liberté à l'Autriche neutralisée.

Il n'empêche que les premières unités allemandes constituées, à l'Est comme à l'Ouest, sont intégrées au dispositif des deux alliances dès l'été 1955. Chaque camp possède désormais - et pour longtemps - « ses » Allemands, la réunification disparaît de l'ordre du jour des chancelleries.

Insistant sur son aspect défensif, le traité de Varsovie réaffirmait l'espoir de voir se créer en Europe un système général de sécurité collective, indépendamment des régimes politiques. La garantie mutuelle que se donnaient les États membres ne jouait qu'en cas d'agression armée en Europe, chacun s'engageant à accorder « une assistance immédiate par tous les moyens qui lui

sembleraient nécessaires, y compris l'emploi de la force armée ».

En fait, le « commandement unifié des forces » n'a jamais eu de responsabilité opérationnelle véritable, les unités nationales se trouvant, intégrées aux structures soviétiques de commandement, donc subordonnées à l'état-major de Moscou. En revanche, le pacte est devenu un outil assez efficace de coordination pour la préparation des forces, l'uniformisation des doctrines et la standardisation des matériels.

Symbolique de la subordination du commandement unifié, son chef est devenu, depuis 1977, le numéro deux de la hiérarchie militaire soviétique sans objet et, par la création d'un glacis d'États plus ou moins démilitarisés.

Une fonction politique

Alliance militaire, le pacte de Varsovie avait certainement, à l'origine, une finalité politique, réelle mais inavouée, celle de redonner un cadre structuré à l'« internationalisme prolétarien », dans la filiation du Komintern, dissous en 1943, relayé en 1947 par le Kominform, lequel a disparu à son tour en 1956. Le pacte est ainsi

rejet de l'internationalisme, tout concourt désormais à priver totalement de substance la finalité politique, interne aussi bien qu'externe, de l'alliance.

« Ayant également perdu sa signification militaire, le pacte moribond survivra néanmoins, peut-être quelque temps. Il pourrait continuer de servir d'interlocuteur organisé de l'OTAN dans la conduite des négociations sur le désarmement. Ce serait sa dernière utilité ».

Que disent les chefs militaires soviétiques de l'avenir du « beau traité » ? Traditionnalistes et novateurs s'opposent ici comme ailleurs. Le chef actuel des forces unifiées du pacte, le général soviétique Louchev, consacre à l'alliance un long article dans le premier numéro de l'année 1990 de la revue destinée aux officiers généraux (2). En décalage total avec les bouleversements actuels, dont il ne fait aucune mention, il vante « l'unité des efforts de défense des pays du pacte, facteur de la sauvegarde assurée du socialisme... ».

Dans le même temps, d'autres militaires de haut rang (3) reconnaissent de manière plus réaliste : « (...) Les changements actuels au sein du pacte, c'est bien sûr, du point de vue militaire, un gros revers pour nous, et toutes les digressions théoriques sur la transformation d'une alliance militaire-politique en alliance politico-militaire ne sont que piètre consolation. C'est jouer sur les mots... ».

Or, les mots ne parviendront plus longtemps à prolonger l'agonie du pacte de Varsovie.

JACQUES LAURENT

Le général Jacques Laurent, cadre de réserve, a été attaché militaire à Moscou.

(1) Pravda, 15 mai 1955.

(2) La Revue militaire, 1^{er} janvier 1990. Une note précise que l'utilisation de l'article du général Louchev est recommandée pour le programme de la formation marso-élevée des officiers et des généraux.

(3) Les Nouvelles de Moscou (édition russe), 25 février 1990. Interview du général Igor Sergueïev, numéro deux des forces de fusées stratégiques.

A. S.

« 57 boulevard Staline, chroniques albanaises », d'Elisabeth et Jean-Paul Champeix, préface de Thomas Schreiber, La Découverte, 312 p., 125 F.

Bibliographie

Deux Français à Tirana

De 1982 à 1988, Elisabeth et Jean-Paul Champeix ont habité 57 boulevard Staline, à Tirana. Dans le livre qui retrace leur séjour, comme lecteurs de l'« université », ils brosent un portrait documenté et vécu d'un pays qu'ils ont appris à aimer et qu'ils ont vu progressivement changer.

Il décrit avec complaisance la société albanaise et les méthodes d'un régime de fer : l'omniprésence de la police secrète, le langage de la langue de bois et de l'endoctrinement, le poids de la censure, la lutte contre la religion. Ils expliquent aussi comment ils ont vu « le pays des aigles » s'assombrir et la rigueur idéologique s'adoucir quelque peu, après la mort d'Enver Hoxha, en avril 1985. A l'université, l'état de la censure s'est desserré : en 1987, des étudiants ont pu rédiger des Mémoires sur Simenon, Yourcenar, Malraux ou même Maurice Druon. « En deux ou trois ans, nous avons vu sombrer la propagande. La guerre inévitable, la salubre lutte à mort entre le travail et le capital, (...) tout cela disparaît du discours universitaire pour faire place à une curiosité du monde occidental qui osait enfin se déclarer. »

« GRAND JURY » RTL - Le Monde

dimanche 18h30

en direct de Cannes

animé par

Olivier MAZEROLLE

avec Danièle HEYMANN

et Jean-François LACAN (Le Monde)

Jean-Pierre DEFRAIN

et Paul JOLY (RTL)

JACK LANG

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Ancien directeur :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989)

Jacques Fauvet (1989-1992)

André Laurens (1992-1995)

Directeur de la rédaction :

Danièle Vernet

Administrateurs délégués :

Antoine Griset, Nelly Pierrat

Rédacteurs en chef :

Bruno Frappet,

Jacques Amelric,

Jean-Marie Colombini,

Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE,

75001 PARIS CEDEX 15

Tél : (1) 40-65-25-28

Télécoeur : (1) 40-65-25-98

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél : (1) 40-65-25-25

Télécoeur : (1) 40-60-30-10

de la campagne

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

Le Forum civique d'été

La fin de la campagne électorale en Roumanie

Buzan, en Valachie, s'apprête à voter Hiescu encore plus massivement que le reste du pays

BUZAN (Valachie)

de notre envoyé spécial

Buzan, ses ruelles de béton, ses terrasses vagues, ses affiches du Front de salut national. Depuis le début de la campagne électorale, cette ville de 130 000 habitants, située à l'ouest de la province de Valachie, a deux autres candidats à son actif : l'un de ses candidats pour le Sénat est le célèbre Gheorghe Voican, personnage omniprésent du Front (FSN), aux allures de théâtral et médiatique gâblé, co-organisateur de « procès » de Ceausescu, devenu vice-président ministériel ; l'autre est à Buzan qu'il a élu le 24 avril l'un des incidents les plus graves de la campagne électorale, lorsque le candidat du Parti national paysan à la présidence, M. Ion Ratiu, a été assassiné plusieurs heures durant au siège de son organisation cooptée par une foule hostile qui cassait les vitres, avant que le chef de la police n'use de stratagème pour l'évacuer par la porte de derrière.

Buzan est de toute évidence une ville du Front. Les seules affiches électorales visibles sont d'ailleurs celles de MM. Voican et Hiescu, le candidat du FSN à la présidence. « Les magasins refusent toutes les affiches autres que celles du FSN », affirme le secrétaire général du Parti

national libéral, un monsieur de soixante-dix ans, dans sa permanence délabrée. Les militants des deux partis dits « historiques » (libéral et paysan) qui existaient avant le régime communiste, font peine à voir : rattachés derrière la porte grillagée de leur permanence gardée par un policier, les hommes du Parti paysan sont terrorisés. « L'atmosphère est irrespirable », explique l'un d'eux, l'avocat Demetriu Buzan : « nous avons été empêchés des villages dont des équipes organisées nous interdisent l'accès. Le maire, le directeur de la coopérative agricole, le pasteur, l'industriel, font pression sur les villageois susceptibles de voter pour nous. Nous n'avons pu organiser aucun meeting, on y aurait risqué notre peau. On s'est contenté de coller des affiches la nuit à la sonnette ».

« Fière que
chez les Turcs ! »

La dernière journée du 24 avril, pourtant-on au Parti paysan, trois sympathisants ont été blessés, dont une jeune femme médecin que les manifestants ont forcé, en la tirant par les cheveux, à monter sur une statue et à crier « vive Hiescu ! ». Selon des témoignages indépendants, la jeune femme avait attaché une affiche du FSN collée sur le siège d'une organisation proche du Parti paysan. « Ici, ce n'est pas la porte de l'orient, mais une porte vers l'occident », se vantait un manifestant. « C'est fier que chez les Turcs. En 1946, les résultats des élections furent falsifiés, mais il y avait eu moins d'abus contre les personnes ».

An siège du FSN, coquet pavillon dans un jardin fleuri qui abritait avant le 22 décembre le premier secrétaire du parti, on ne sent aucune responsabilité dans les incidents. « C'est même nous qui avons été aggrésés les premiers, lorsque le 7 avril le vice-président du Parti paysan est passé dans la ville. Le soir même, on nous a arrachés des affiches. Quelle coïncidence ! ». Le chef du FSN local et président du conseil provisoire départemental, Ion Vasile, un solide gaillard à la barbe fleurie (« Comme Voican », commente-t-on dans la ville) ne fait pas dans la nuance. « J'ai quarante ans, je suis né dans une société que je répète et je ne suis pas obligé d'accepter les idées de partis que je n'ai pas connus », dit-il.

Chargé pour enfants, ancien membre du PC, « parce que j'y étais obligé pour passer mes examens », affirmation rejetée par des médecins.

Les deux carnets secrets d'Elena Ceausescu. — Les éditions Gallimard ont saisi, vendredi 18 mai, le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris pour lui demander d'interdire aux éditions Flammarion de publier un livre intitulé *Les Carnets secrets d'Elena Ceausescu* présenté avec une jaquette semblable à un ouvrage de la « Bibliothèque de la Pléiade ». Rédigés par Patrick Rambaud et de Francis Seignette, les « carnets » imputés à l'épouse de l'ancien dictateur roumain constituent un pastiche satirique renforcé par la couverture inspirée de la célèbre collection. Les mots « Bibliothèque de la Pléiade » ont été remplacés par « Bibliothèque de la Sécurité », alors que le sigle NRF est devenu BDS avec le même graphisme. Le juge des référés rendra son ordonnance lundi 21 mai.

qui ne se sont jamais inscrites au parti. — Ion Vasile se trouve le 22 décembre par ceux qui occupent la mairie de Buzan au moment de la chute de la dictature.

Les Verts
et l'usine chimique

Sans aller jusqu'à approuver l'agression dont M. Ratiu fut la cible, il l'explique par le fait que la vision de candidat paysan n'avait été annoncée que le matin même. « Ce que les gens ont ressenti comme une offense » — et que, par dessus le marché, un lieu de se rendre au siège du Parti paysan, M. Ratiu se rendit à celui d'une autre organisation qu'il préside, l'Union mondiale roumaine libérale. « Ce n'était pas normal », juge le docteur Vasile.

Dans cette ambiance glauque, les Verts du Mouvement écologique de Roumanie, apportent une grande bouffée d'oxygène. Jeunes, sérieux, ils ont du café et de la musique dans leur permanence ouverte sur la rue où ils distribuent des sacs en plastique avec leur emblème, fabriqués, précisément, par l'usine chimique qui pollue la ville. Les écologistes, diabolisés, sont aussi bien acceptés par le FSN que par les partis histori-

ques, mais ils reconnaissent que le Front est ici en position de force depuis le début, contrôlant notamment l'administration locale. « C'est vrai, ajoute l'un d'eux, que l'accès des villages est plus difficile pour les autres partis que pour nous, et c'est vrai que la police est restée passive pendant les incidents du 24 avril ».

Buzan a aussi son journal indépendant, l'Opinion, créé par une partie de la rédaction de l'ancien organe officiel du département. Le reste de la rédaction a lancé le journal du FSN, Senator. Les journalistes de l'Opinion affirment recevoir couramment des menaces « de la part du FSN, qui ne comprend pas qu'il est possible que quelqu'un ne soit pas avec eux ». Deux-vingt ans n'ont pas pour, même si, dit l'un d'eux, George Ene, « tout individu qui ne fait pas partie du Front a raison d'avoir peur de ces fanatiques ».

C'est la peur à la roumaine, une peur qu'on ne sait guère expliquer, souvent irrationnelle. C'est la même peur qui fait dire aux paysans interrogés dans les villages environnants qu'ils ne décideront que dimanche pour qui ils vont voter. « Mais, reconnaît un vieux paysan, c'est Hiescu qui va gagner, sinon on nous fermera la coopérative ».

SYLVIE KAUFFMANN

CORÉE DU SUD : dix ans après le massacre de Kwangju

Une population traumatisée à la recherche de son honneur perdu

La commémoration du dixième anniversaire du massacre de Kwangju par l'armée a mis face à face, vendredi 18 mai, cent mille manifestants et trois mille cinq cents policiers dans cette ville. Des accrochages ont également eu lieu dans cinq campus universitaires.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Jung-So a quinze ans. Au fond de son cœur, il pense que son père était un héros, mais il n'en parle pas à ses camarades de classe. Il était âgé de cinq ans à sa mort : chauffeur de taxi à Kwangju, son père fut tué au cours de la tragédie du 21 mai 1980, lorsque les troupes spéciales ouvrirent le feu sur les manifestants. Par la suite, sa mère vint habiter avec lui à Séoul, et le petit Jung-So s'est aperçu qu'il valait mieux garder pour lui la mémoire de son père.

Dix ans ont passé, mais le massacre de Kwangju reste une question non résolue. Le nombre exact de victimes demeure inconnu (officiellement, 195 morts et 117 blessés). Elles n'ont toujours pas été indemnisées. Les politiciens continuent d'argumenter sur les responsabilités, bien qu'il ait été établi que la cause du massacre fut

l'excessive violence de la répression. « Les responsables doivent présenter leurs excuses à la nation et à l'histoire pour cette action irresponsable sans précédent », a déclaré récemment le cardinal Stephen Kim, archevêque de Séoul. Son message n'est guère entendu.

Chaque année, lors de l'anniversaire de la tragédie, le colère des habitants de Kwangju explose. Vendredi 18 mai, des manifestations de solidarité se sont déroulées dans les principales villes de Corée. A Kwangju, qui compte un million d'habitants, elles ont rassemblé cent mille personnes et elle devaient se poursuivre pendant le week-end.

Elles unissaient des étudiants de Séoul, des ouvriers du syndicat militant Chonokhyop, des dissidents de l'Alliance populaire et une partie de la population. En signe de deuil, les magasins du centre avaient fermé. Les manifestants exprimaient certes leur hostilité au gouvernement, mais ils voulaient aussi rappeler à leurs compatriotes que Kwangju reste une plaie ouverte. Dans le Cholla, province de la ville martyre, assurément. Mais dans le reste du pays, le massacre de Kwangju, qui fut pendant des années le symbole de la lutte pour la démocratie, est un peu tombé dans l'oubli. La sympathie aiguë par la mauvaise conscience à l'égard d'une province délaissée, plus pauvre, et d'une population victime d'une discrimination diffuse, s'est progressivement muée en indifférence, sinon en agacement. C'est pourquoi le petit Jung-So préfère ne pas parler de son drame.

« Un tragique
incident »

Meurtres, les habitants du Cholla ont aujourd'hui un autre sujet d'amertume : leur isolement, qui ne fait qu'accroître un ressentiment séculaire. Cette année, M. Kim Dae-jung, principale figure de l'opposition et enfant du Cholla, dont l'arrestation le 16 mai 1980 fut l'un des détonateurs de la révolte, n'est pas venu à Kwangju : il y est désormais impopulaire car il n'a rien pu obtenir pour les victimes.

Le régionalisme a toujours été très fort en Corée. Longtemps, une province fut privilégiée : le Kyongsang, d'où sont originaires nombre de dirigeants, de Park Chung-hee à M. Roh Tae-woo en passant par M. Chun Doo-hwan. Le développement dont a bénéficié cette province n'a fait qu'aggraver l'animosité traditionnelle avec le Cholla voisin. Mais aujourd'hui c'est le Cholla qui est à part, victime d'un regain d'ostracisme.

Les habitants de Kwangju ont trop parlé, trop revendiqué, trop cherché à faire de leur drame un levier pour prendre leur revanche sur le reste du pays, estimant aujourd'hui même leurs défenseurs. « Ils ont abusé de la conscience nationale et lassé les bonnes volontés », nous dit un journaliste coréen.

Une lassitude qui n'engage guère le gouvernement à sortir de sa réserve. Il estime qu'il a assez fait : l'ex-président Chun s'est excusé devant la nation, les officiers commandant lors du massacre sont venus témoigner devant le Parlement (ce qui a surtout contribué à diluer les responsabilités) et l'ancien général Chung Ho-yong, qui commandait les troupes responsables de la tuerie et personnage fort du parti gouvernemental, a été récemment écarté de la vie politique. De manière informelle, des indemnités ont été versées aux familles des victimes et un projet de loi sur les réparations est à l'examen. Officiellement, on ne qualifie plus les événements de « sédition » mais de « tragique incident ». Les habitants de Kwangju demandent plus : la restauration de leur honneur. Concrètement, ils veulent que le gouvernement lave de toutes les accusations ceux qui ont été condamnés pour sédition.

Longtemps encore des femmes viendront sangloter, couchées à même la terre sur la tombe d'un fils ou d'un mari, dans le cimetière, un peu à l'écart de la ville, où reposent les victimes. Les habitants de Kwangju se maurent non dans l'oubli — comme M. Sa Ki-hwan, frappé d'amnésie à la suite de la découverte du corps de son fils de dix-huit ans, percé de coups de baïonnette quelques jours après l'événement, — mais dans leur douleur.

PHILIPPE PONS

URSS : après la rencontre de M. Gorbatchev avec M^{me} Prunskiene

Le cadre d'une négociation se dessine dans la crise lituanienne

Le Parlement lituanien devait débattre, samedi 19 mai, de la possibilité de « suspendre » la déclaration d'indépendance ainsi que plusieurs des lois adoptées depuis. Annoncée, vendredi, à Moscou, par le premier ministre de la République, M^{me} Prunskiene, qui s'était entretenue, la veille, avec M. Gorbatchev, cette décision vient de confirmer la réalité du tournant pris dans la crise balte.

MOSCOU

de notre correspondant

Cette fois-ci, on discute, marchande et se teste non plus seulement en coulisses mais aussi en scène. On en est ainsi passé à la phase active des discussions sur le cadre de négociation, et les jours à venir vont, en tout état de cause, profondément peser sur les tentatives de redémarrage et stabiliser l'ensemble aujourd'hui appelé Union soviétique.

Si les députés lituanais allaient jusqu'à voter cette suspension de la déclaration d'indépendance demandée par M. Gorbatchev, c'est en effet à un déboîement presque total de la situation qu'on parviendrait alors. Le pouvoir central aurait obtenu satisfaction dans sa volonté d'empêcher la Lituanie de créer un précédent de sécession unilatérale. Cette victoire politique remportée, le président soviétique n'aurait plus intérêt qu'à démontrer qu'on peut parvenir à l'indépendance dans le respect des lois soviétiques. Le référendum des lois soviétiques. Le référendum des lois soviétiques. Le référendum des lois soviétiques.

Très optimiste, ce scénario n'est pas le plus probable, mais on ne peut cependant pas l'écarter complètement, car, outre qu'il ne serait pas le plus défavorable pour personne, deux éléments sont venus lui donner un certain crédit. Le premier est que, décrivant son entretien avec M. Gorbatchev comme « tendu, pas très amical, mais débouchant sur quelques pas dans la bonne direction », M^{me} Prunskiene a affecté, vendredi, d'avoir arraché une concession majeure au Kremlin. On ne nous a demandé plus, si elle déclarait à la presse, d'annuler la déclaration d'indépendance, mais de la suspendre pendant le temps des négociations.

Cette position est, en fait, celle de Moscou depuis plus d'un mois. L'entorse à la vérité est patente, mais elle l'est tant précisément qu'elle pourrait avoir pour objectif de faciliter un nouvel assouplissement de l'Union soviétique en faisant d'une concession lituanienne une concession soviétique. Deuxième élément : l'un des plus influents dirigeants baltes,

M. Indrek Toome, ancien premier ministre estonien, ancien secrétaire à l'Idologie du Parti communiste d'Estonie et personnalité très introduite dans les milieux politiques, vient de prendre position, depuis Moscou, en faveur d'une rencontre « dans les prochains jours » entre M. Gorbatchev et les trois présidents baltes.

Des liens
« diversifiés »

Une telle rencontre ne serait, dans l'immédiat, possible qu'après la suspension de la déclaration lituanienne à laquelle M. Toome vient ainsi de donner crédit. Si cette hypothèse ne peut donc plus être complètement exclue, il n'en reste pas moins que M^{me} Prunskiene n'a rien fait, lors de ses entretiens de vendredi avec le secrétaire d'Etat américain, M. Baker, et plusieurs des ambassadeurs occidentaux en poste à Moscou, pour laisser penser que les choses iraient si vite.

Malgré toute l'évolution en cours et bien qu'elle ait accepté d'examiner la question, la Lituanie continue de craindre de tout perdre de son rapport de forces en faisant le moindre geste sur la déclaration d'indépendance. Sauf accélération du mouvement, le problème demeure, mais il est en revanche certain que le Parlement lituanien va suspendre les lois dont Moscou avait invoqué l'adoption pour justifier ses sanctions économiques.

Cela est certain, car c'est là l'un des points fondamentaux des nouvelles propositions que M^{me} Prunskiene était venue présenter à M. Gorbatchev. Même dans l'hypothèse la moins optimiste, ce week-end va donc introduire une détente à partir de laquelle il sera

possible de travailler à de nouveaux progrès — sur le fond — dont les grandes lignes se dessinent de plus en plus nettement.

En définitive, mercredi dernier, leurs nouvelles propositions, les dirigeants lituanais avaient esquissé entre les lignes (le Monde du 18 mai) l'idée d'une communauté de défense entre leur République et l'URSS. L'avantage de cette démarche était d'offrir des garanties de sécurité à l'URSS, qui pourrait ainsi conserver ses bases en territoire lituanien, d'assurer la totale indépendance de la République et de permettre enfin un compromis avec l'idée de confédération défendue par M. Gorbatchev.

Une perche avait été tendue et il n'a fallu que la saisir que deux jours à M. Loukianov, président du Soviet suprême et deuxième personnage de l'Etat. Le futur traité d'union, qui régira l'avenir des relations entre Républiques soviétiques, a-t-il déclaré vendredi, pourra, soit être connu à l'ensemble du pays, soit prévoir des statuts propres à chacune des parties au traité. M. Loukianov s'est, à cet égard, référé à l'expérience de la Russie tsariste, où de nombreux pays, comme la Finlande, bénéficiaient de statuts particuliers.

M. Loukianov n'a ainsi que réaffirmé la volonté de M. Gorbatchev d'introduire des liens « diversifiés » entre les Républiques. Totalement novatrice, l'idée n'est déjà plus nouvelle, mais l'important est qu'elle commence maintenant à prendre corps.

BERNARD GUETTA

POLOGNE

Les nouveaux services secrets vont collaborer avec ceux des pays de l'OTAN

Les nouveaux services de renseignement polonais vont coopérer avec les services correspondants des pays de l'OTAN, mais pas pour espionner l'URSS, a indiqué vendredi 18 mai le nouveau responsable de ceux-ci, le vice-ministre de l'Intérieur, proche de Solidarité, M. Krzysztof Kozłowski. M. Kozłowski, nommé à la tête d'un Office de protection de l'Etat (UOP), créé à la place de la police politique (SB), dissoute, a eu outre révéler que la RDA « a dénoncé ses derniers jours un accord de coopé-

ration » tant entre eux les services de renseignement des pays de l'OTAN que de l'Union soviétique. Sans affirmer que la Pologne en a fait autant, il a indiqué que, parmi ces pays, « seule la Hongrie a manifesté sa disponibilité à collaborer avec les nouveaux services polonais ».

Le vice-ministre a de plus indiqué que la Pologne avait l'intention d'« abandonner l'espionnage économique consistant à voler les technologies occidentales », tout en précisant qu'elle aura recours « à toutes les sources disponibles » pour obtenir des informations sur « la fiabilité de ses partenaires économiques potentiels, sur le monde des affaires occidentales, dont le fonctionnement lui est inconnu ». — (AFP, UPL)

TCHÉCOSLOVAQUIE : avant les élections de juin

Le Forum civique s'attend à une campagne de désinformation

Des membres de l'ancienne police politique tchécoslovaque (StB) ont préparé une vaste campagne de désinformation en prévision des élections libres du 8 et 9 juin, a annoncé vendredi 18 mai à Prague un dirigeant du mouvement démocratique Forum civique, M. Jan Urban, lors d'une conférence de presse. Selon lui, cette campagne doit concerner le président Václav Havel, la Charte 77 et le Forum civique, ainsi que les dirigeants d'autres partis.

Des dizaines de membres de l'ex-StB ont encore été licenciés au cours des dernières quarante-huit heures, a indiqué M. Urban, partiellement en raison de leur participation à cette campagne, dont le thème, outre les accusations de collaboration avec les services de renseignements, porte aussi sur les rapports entre Tchéques

et Slovaques. La crispation dans les rapports entre les deux nations de la nouvelle « République fédérative tchèque et slovaque » s'est encore manifestée avec une lettre de la direction du Mouvement chrétien-démocrate de Slovaquie, dominant dans cette région, au président Havel, l'accusant de « violer l'éthique démocratique », a rapporté vendredi l'agence CTK. Une accusation provoquée par le voyage de M. Havel en Slovaquie (le Monde du 19 mai) pour y soutenir le mouvement Public contre la violence, l'homologue du Forum civique tchèque. Selon un sondage publié vendredi, M. Havel reste cependant le favori à la présidence pour 80 % des Tchéques et pour 64 % des Slovaques. — (AFP, UPL)

هكذا من الأصل

La République de Chine à Taiwan consolide ses institutions démocratiques

Le Président LEE Teng-hui et le Vice-Président LI Yuan-zu assument aujourd'hui leurs fonctions

Pour le docteur SUN Yat-sen, fondateur, en 1912, de la République de Chine, la démocratie était le seul régime capable d'apporter aux Chinois l'indépendance nationale, la liberté et le progrès social. Les « Trois Principes du Peuple » qu'il soutint héroïquement contre tous les ennemis intérieurs et extérieurs constituent un héritage que la République de Chine a fidèlement défendu et respecté, même aux heures les plus difficiles de son histoire. Lorsque le Président CHIANG Kai-shek quitta le continent en 1949 pour installer son gouvernement à Taiwan, il s'efforça à y édifier une citadelle du monde libre, dotée d'une structure efficace et moderne. Conscient de l'ampleur de cette tâche, son fils, le Président CHIANG Ching-kuo, poussa les dirigeants et les citoyens du pays à « avancer sans relâche sur la voie de la démocratie » — entreprise qu'il sut mener à bien jusqu'à sa mort en janvier 1988. Son successeur, l'actuel Vice-Président LEE Teng-hui, accélère encore le processus de libéralisation, qui permet le renforcement de la presse indépendante, la création de nouveaux partis politiques, ouvrit largement Taiwan au monde extérieur et culmina dans des élections parfaitement régulières à tous les échelons. Le 21 mars dernier, Monsieur LEE Teng-hui fut élu Président de la République par l'Assemblée Nationale pour exercer son propre mandat de six ans. Il l'inaugure aujourd'hui, accompagné, comme Vice-Président, par Monsieur LI Yuan-zu.



Président LEE Teng-hui

Monsieur LEE Teng-hui entame aujourd'hui son mandat comme huitième Président de la République de Chine. Premier Président natif de Taiwan, il a auparavant servi comme Gouverneur de la Province de Taiwan et Vice-Président de la République. Il devint Président à la mort du Président CHIANG Ching-kuo en 1988 et termina le mandat de ce dernier. Le 21 mars, il a été élu pour un mandat de six ans à une maîtrise de l'Université d'Etat d'Iowa et un doctorat de l'Université Cornell aux Etats-Unis.



Vice-Président LI Yuan-zu

Monsieur LI Yuan-zu a prêté serment comme Vice-Président. Il a été auparavant Secrétaire Général au Palais Présidentiel, Ministre de la Justice et Ministre de l'Education. Il est né sur le continent et est docteur en droit de l'Université de Bonn en Allemagne Fédérale. Il a été élu pour un mandat de six ans par l'Assemblée Nationale lors de sa séance du 22 mars.

UN DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ

Premier Président de la République natif de Taiwan, M. LEE Teng-hui obtint plusieurs titres universitaires aux Etats-Unis. Sa connaissance du monde occidental et de ses cultures raffermir ses convictions démocratiques et son attachement à la libre entreprise, qu'il veut consolider définitivement à Taiwan, avec le fervent espoir que les valeurs libérales conduiront, à terme, à l'unification de tout le peuple chinois.

Unaniment reconnue, l'exceptionnelle réussite économique de Taiwan, en revanche, occulte ses succès, non moins éclatants, acquis dans tous les autres domaines. Les chiffres sont si éloquents qu'ils se passent de commentaires. Les observateurs se plaisent à rappeler que les réserves en devises étrangères de Taiwan (76,8 milliards de dollars américains) sont les deuxième du monde, que son commerce extérieur atteint presque 120 milliards de dollars en 1989, et que le taux de croissance annuelle de son économie dépasse 7 % depuis 1988. Mais, par-delà ces résultats, il convient de remarquer les conséquences sociales qu'ils entraînent. On constatera alors que la répartition des richesses produites par le travail des Chinois de Taiwan est une des plus équitables de la planète. Elles ne profitent pas seulement à quelques privilégiés ; quoiqu'un peu à l'étroit sur les 36 000 km² de leur territoire, les 20 millions de Chinois de Taiwan jouissent d'un niveau de vie qui leur permet d'envisager le présent et l'avenir avec sérénité, sachant qu'ils reçoivent le juste prix de leurs efforts. Les gouvernements successifs ont combattu les inégalités d'une manière rationnelle : ils ont relevé les pauvres sans abaisser les riches. Entre les 20 % les plus riches des habitants et les 20 % les plus pauvres, l'écart est inférieur à celui que l'on trouve presque partout ailleurs. Ainsi, près de 80 % de la population se considère maintenant comme appartenant à la classe moyenne ou supérieure, ce qui est une garantie de la stabilité du développement de la République de Chine à Taiwan. En effet, le revenu annuel par habitant atteindra, en 1990, 8 400 dollars, ce qui la situe à la deuxième place en Asie. Devenue « post-industrielle », la société évoluera par des « réformes », et non pas à coup de « révolutions ». Car pratiquement tous les citoyens participent pleinement à la construction du pays. En décembre 1989, l'île comptait à peine 1,78 % de chômeurs ; son système d'éducation comprend — outre plusieurs milliers d'écoles élémentaires, primaires et secondaires — 109 universités, instituts

et écoles supérieures, et 212 écoles techniques : le nombre total de leurs élèves est de 5 millions et demi ; 99,9 % des enfants sont scolarisés. La réputation des techniciens, chercheurs et savants de l'île est telle que de très nombreux pays ont recouru à leurs services. Consciente de ses responsabilités à l'égard de la communauté internationale, la République de Chine à Taiwan a mis sur pied un fonds d'aide au Tiers-Monde doté de 1 milliard de dollars à sa création.

L'HÉRITAGE D'UNE CULTURE PLURI-MILLÉNAIRE

Si, dans tous les continents, les experts venant de Taiwan sont aujourd'hui les bienvenus, ce n'est pas seulement à cause de leur savoir-faire, comparable à celui des meilleurs du monde : on voit aussi, en eux, les représentants d'une société dynamique, ouverte et libre, qui garde jalousement les traditions d'une culture vieille de 4 000 ans. Les Chinois de Taiwan sont fort attentifs à ce qui se passe en-dehors de leurs frontières, et assimilent avec rapidité les enseignements utiles. La liberté d'expression de la presse peut être favorablement comparée à celle des démocraties occidentales : le tirage de la centaine de quotidiens paraissant dans l'île atteint 5,7 millions d'exemplaires, soit un journal pour quatre personnes — un des taux les plus élevés du monde. Fiers de leurs réalisations actuelles, dues en bonne partie à l'excellence de la collaboration entre la République de Chine à Taiwan et ses amis étrangers, les Chinois de Taiwan tirent aussi un légitime orgueil du soin avec lequel ils entretiennent et enrichissent le legs culturel de leurs ancêtres. Taiwan a construit, pour garder et exhiber les trésors de l'art chinois, un musée magnifique, inauguré le 12 novembre 1965, centième anniversaire de la naissance du docteur SUN Yat-sen. Ses dimensions, la beauté du bâtiment et la qualité de son organisation font l'admiration générale. L'inventaire complet des pièces que le musée possède — bronzes, porcelaines, jades, laques, émaux, sculptures, peintures, estampages, tapisseries, livres, etc. — énumère près de 700 000 pièces, d'une valeur inestimable, qui forment l'ensemble le plus complet d'art chinois existant au monde. Venues des quatre coins de la planète pour admirer les collections du Musée National du Palais à Taipei, les touristes, étrangers et Chinois, d'outre-mer, peuvent aussi visiter le Musée d'Art Moderne, qui est au cœur d'un courant ininterrompu d'échanges avec ses homologues européens, asiatiques et américains. Taipei a également plusieurs grandes salles consacrées aux

représentations des opéras chinois, cet art total, datant du XII^e siècle, dont le vaste répertoire est l'expression même des légendes, mythes et histoires qui hantent toujours l'âme du peuple chinois. L'artisanat et les métiers d'art, très vivants aujourd'hui à Taiwan, cultivent les traditions en y apportant une touche nouvelle.

RENFORCER LES LIENS AVEC LA FRANCE

Le peuple chinois de Taiwan, laborieux, et en même temps féru de fêtes et de célébrations, apprécie beaucoup le savoir-vivre et la vigueur de la société française, à laquelle il voue une amitié séculaire. C'est pourquoi la République de Chine à Taiwan tient à renforcer davantage encore les rapports, déjà étroits, qui l'unissent à la France. Elle veut intensifier les échanges de tout ordre, bénéfiques aux deux parties. La prospérité de Taiwan a permis aux habitants de l'île de connaître et d'apprécier les produits de luxe français. Pourtant, afin de faire face aux exigences croissantes de son économie en pleine expansion, la République de Chine à Taiwan a besoin d'équipements de haute technologie, comme les télécommunications, les transports urbains, les systèmes de protection de l'environnement, etc. — autant de domaines où les Français sont passés maîtres. Ainsi, une grande entreprise française a signé un contrat de 1 milliard de francs français pour l'installation de la première ligne de métro léger du futur réseau de transport rapide de Taipei et de ses environs. Plusieurs banques françaises, des groupes industriels des secteurs aéronautique, électronique, pétrochimique et de l'énergie sont implantés à Taiwan. Enfin, les automobiles de marques françaises occupent déjà 15 % du parc taiwanais. D'autres entreprises ne tarderont pas à les rejoindre.

Taiwan, à son tour, cherche des débouchés à l'étranger pour ses capitaux, et pourrait développer ses investissements en France. Elle désire aussi promouvoir plus activement les échanges entre les universités, les étudiants, les chercheurs, les artistes et les écrivains des deux pays.

Grâce à sa nouvelle conception pragmatique de la politique étrangère, et du type de relations qu'il fallait instaurer avec le continent chinois, la République de Chine à Taiwan a élargi de manière considérable sa présence en Asie, auprès du Tiers-Monde et en Europe de l'Est — où elle a commencé à ouvrir des missions commerciales. Le gouvernement et le peuple de la République de Chine à Taiwan sont convaincus que le temps joue en faveur d'un resserrement de leurs liens avec toute l'Europe, et la France en particulier.

Un retrait américain en isolationnisme

Le retrait américain en Asie du Sud-Est est un acte d'isolationnisme. Les Etats-Unis ont toujours été une puissance mondiale, et leur rôle en Asie du Sud-Est est essentiel. Le retrait américain est une erreur stratégique. Les Etats-Unis doivent rester engagés en Asie du Sud-Est pour maintenir la stabilité et la paix dans la région. Le retrait américain est une invitation à la Chine à étendre son influence en Asie du Sud-Est. Les Etats-Unis doivent rester engagés en Asie du Sud-Est pour maintenir la stabilité et la paix dans la région. Le retrait américain est une erreur stratégique. Les Etats-Unis doivent rester engagés en Asie du Sud-Est pour maintenir la stabilité et la paix dans la région.

DIPLOMATIE

Les ministres des affaires étrangères des Douze réunis en Irlande

Tension entre la France et la Commission de Bruxelles sur le rôle du futur exécutif européen

Disperser les malentendus, les précisions d'intention, telle sera la tâche de MM. Hans-Dietrich Genscher et Roland Dumas lors de la réunion que les ministres des affaires étrangères des Douze consacreront, samedi 19 et dimanche 20 mai, en Irlande, au projet franco-allemand de jeter les bases d'une politique étrangère et de sécurité commune et de convoquer à cette fin une deuxième conférence intergouvernementale dont les travaux se dérouleront en 1991 parallèlement à celle sur l'Union économique et monétaire.

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

L'initiative du président Mitterrand et du chancelier Kohl a immédiatement séduit, mais tout autant inquiété. En effet, au conseil européen de Dublin, M. Jacques Delors s'est vu reprocher son manque d'enthousiasme à l'égard d'un projet qui, au nom d'une nouvelle division du travail au sein de la Communauté, risquerait d'écartier la Commission européenne de la mise en œuvre d'une politique étrangère commune.

Depuis, le président de la Commission n'a pas manqué une occasion de mettre en garde contre une relance de la Communauté d'initiative qu'il approuve même s'il trouve la baraque qu'il lui est chargée - qui remèterait en cause

l'équilibre institutionnel tel qu'il a été établi par le traité de Rome puis par l'acte unique européen de 1986. Bruxelles, comme au temps du général de Gaulle, regarde Paris avec méfiance. Depuis trois semaines, suspectant la France de vouloir résorber avec ses vieux fardeaux, de s'employer à nouveau à privilégier une coopération plus intergouvernementale que communautaire.

Servitude
vide

« Voici revenu le temps des différences et des divergences », sous disant, il y a une semaine M. Delors. Le coup de froid entre Paris et la Commission prenait un tour d'autant plus spectaculaire et politiquement dangereux que le président du collège européen est français, socialiste et incontesté quant à son action bruxelloise. Il devenait redoutable pour l'entreprise ambitieuse voulue par M. Kohl et Mitterrand de l'engager dans ce climat de suspicion. Le plus ardent - on l'a appelé à Paris - était donc de rétablir la confiance. Les Français et les Allemands s'y sont employés, même s'il est évident que les problèmes de fond que soulève le plan de relance franco-allemand demeurent et devront un jour être tranchés.

M. Roland Dumas devait venir ce week-end en Irlande la servitude vide, sans plan français ou franco-allemand bien ficelé, nous dit-on. « Il n'y a pas de relance de la politique étrangère commune », a-t-il déclaré à Paris. L'idéal serait que les ministres se mettent d'accord sur quel-

ques grandes orientations. La tâche, explique-t-on, n'est pas hors de portée. Tous ou presque admettent que les circonstances sont favorables pour aller de l'avant, c'est-à-dire pour élargir à la politique étrangère et de sécurité l'action collective, pour entreprendre des réformes ambitieuses avec l'idée qu'après 1993 les choses seront plus difficiles, ne serait-ce qu'à cause des pressions exercées en faveur de l'élargissement.

Persone ne conteste que l'union économique et monétaire (UEM) conduira les Douze à une révision d'ensemble des relations institutionnelles et qu'il y a donc lieu de saisir l'occasion. Enfin, il y a unanimité quant à la nécessité d'assurer un meilleur contrôle démocratique en renforçant les pouvoirs du Parlement européen et en associant davantage les Parlements nationaux à la réflexion commune.

S'il ressortait des débats, d'ici au conseil européen de la fin juin à Dublin, une amorce d'accord politique sur les lignes à atteindre, l'armature institutionnelle, soulignerait-on du côté français, se dégraderait d'elle-même. « Il nous faudrait trouver un schéma qui maintienne l'équilibre entre les institutions, mais en les dotant de nouvelles tâches à accomplir. Nous restons fidèles à la ligne originale qui est la nôtre, mais en l'adaptant aux ambitions nouvelles. La Commission aura sa place, on ne pense pas à l'élimination de qui que ce soit. Il ne s'agit pas, bien sûr, de lui déléguer la définition de la politique étrangère commune ; au reste, personne ne le demande. C'est le conseil européen qui doit être l'ac-

teur principal en matière de politique étrangère, mais il ne se fera pas seul, il rendra compte », explique un haut fonctionnaire français.

Ce discours ne tourne pas le dos à celui que tient le président Delors. Lui aussi souhaite que les réformateurs de demain s'inspirent du schéma communautaire actuel lorsqu'ils définiront les règles de la politique étrangère commune, mais admet qu'il ne sera pas forcément opportun de le recopier. La Commission ne réclame pas, en matière de politique étrangère, le monopole de l'initiative ; elle pourrait même se rallier à l'idée que l'initiative revienne au conseil européen, qui fixerait les grandes orientations.

Mais la Commission entend pouvoir injecter des idées, dire son mot. Elle est convaincue qu'en matière de politique étrangère aussi il faut échapper à la règle de l'unanimité et suggère donc que des décisions puissent être prises contre l'avis de deux ou trois Etats membres. Surtout, elle souligne (comme le proclame l'acte unique de 1986) que l'activité communautaire forme un tout. Conçoit-on une politique étrangère qui ne serait pas articulée avec la politique économique ? Cette zébrée exclud l'idée, caressée peut-être par certains gouvernements, de communautés séparées (le marché unique, FUEM, la coopération politique renouée) évoluant parallèlement selon leurs rythmes et leurs règles institutionnelles propres. Nuances, simple problème de dosage ? Aujourd'hui, à Paris ou à Bruxelles, on s'en dit convaincu.

PHILIPPE LEMAITRE

La visite à Paris du premier ministre de Singapour

« Un retrait américain d'Europe réveillerait un isolationnisme dangereux pour l'Asie »

nous déclare M. Lee Kuan Yew

M. Lee Kuan Yew sera dimanche 20 mai et pour quatre jours l'hôte de la France, où il n'a pas été reçu en visite officielle depuis 1978. Il poursuivra en Grande-Bretagne et en Allemagne de l'Ouest son dernier voyage en Europe en tant que premier ministre. Au pouvoir depuis 1959, M. Lee, qui est âgé de soixante-six ans, compte confier, en effet, la gestion de Singapour à une nouvelle génération. Mais il suivra de très près l'évolution de la cité-Etat dont il a fait, en trente ans, d'une main ferme, l'un des fleurons du développement en Asie.

SINGAPOUR

de notre envoyé spécial

« Quel message destinez-vous aux Européens ?

« Je ne me rends pas en Europe pour un message. Je veux me faire une idée de la façon dont les dirigeants européens voient l'avenir après le tournant historique de l'an dernier. Cette Europe comprendra non seulement une plus grande Allemagne mais également des structures internes plus fortes. Quel sera le contenu de cette unité politique ? Cela signifiera-t-il des politiques étrangères et de défense communes ? Les Américains vont-ils avoir une place dans une OTAN rénovée ou remodelée, ou bien la sécurité se-telle être du ressort des trente-cinq pays de la CSCE ? Comment l'Europe de l'Est sera-t-elle associée à la CEE ? Et, dans le cas d'une issue pacifique à la persécution et à la glasnost, quelle sera la place de l'Union soviétique ?

« Mes entretiens me donneront une idée de ce qui attend la zone Asie-Pacifique, parce que l'Europe va déterminer les nouveaux contours de l'équilibre mondial. Si, par exemple, les Américains ne sont pas invités à participer à la défense de la nouvelle Europe, il y aura une plus forte chance que les Etats-Unis reviennent à l'isolationnisme et réduisent leurs engagements en Asie, ce qui serait un développement très négatif.

« Vous attendez-vous à un repli de l'Europe sur elle-même ?

« Je pense pas que ce soit le cas. L'union politique oblige au succès dans la politique à l'égard de l'Europe de l'Est et des pays pauvres de la Méditerranée, l'attention des diri-

gents politiques se concentrera donc sur les problèmes immédiats car la politique l'exige. Mais, dans des économies de marché, industriels et entrepreneurs doivent investir là où le profit est le plus important. Les gouvernements peuvent, dans une certaine mesure, influencer le courant des affaires en faveur de l'Europe de l'Est, mais l'initiative est la leur. Je crois que l'intérêt se maintiendra pour les économies à forte croissance de l'Asie.

« Comment voyez-vous l'avenir de la Chine ?

« La Chine est un cas à part. Certes, ce qui se passe en Europe de l'Est et en URSS affecte tout le monde. Les Chinois ont besoin de bons dirigeants, population - parce que, depuis 1949, on leur a dit qu'ils étaient leurs pays frères. Soudainement, les frères se sont éloignés en quête d'une vie meilleure, de libertés, d'économie de marché, d'élections libres et multipartites. Donc, les Chinois doivent s'interroger sur la façon d'une ligne que tant d'autres pays ont abandonnée. Sur le plan économique, même sous la direction « post-Tiananmen », on observe un changement. Ces derniers mois, les Chinois ont radicalement repris les politiques que M. Zhao Ziyang appliquait. Car ils allaient vers la récession. Par contre, sur le plan politique, je ne m'attends à aucun changement aussi long-temps que les vétérans de la « Longue Marche » n'auront pas quitté la scène.

« A long terme, vous misez donc sur une intégration de la Chine en Asie ?

« Sans aucun doute. Les Chinois n'ont pas le choix.

« Diriez-vous la même chose du Vietnam ?

« La réflexion des vétérans du Vietnam, qui ont combattu les Français puis les Américains, s'est fossilisée. Ils ne peuvent envisager un changement. Mais les plus jeunes - ceux qui ont déjà la soixantaine - savent ce qu'ils veulent. Ils veulent reconstruire. Ce qui, certes, n'est pas facile.

« Que dites-vous aux gens de Hongkong ?

« Qu'ils doivent accepter la réalité du pouvoir, ce qui veut dire que le dernier mot, en ce qui concerne Hongkong en 1997, appartient à la Chine. Même si on donne à Hongkong tous les droits démocratiques, une Assemblée élue, un gouvernement élu, ce n'est pas un pays souverain. En cas d'urgence, son gouvernement peut être suspendu comme, par exemple, pourrait l'être le maire de Marseille. Aussi, la seule

approche réaliste revient-elle à négocier avec le Centre. J'ai suggéré que les 250 000 principales familles s'entendent pour pouvoir s'en aller si les choses tournent mal. Mais il leur faut, au préalable, s'organiser pour pouvoir partir le cas échéant. Pékin peut accepter de négocier leur présence. Mais Pékin ne va pas négocier politiquement avec une fraction subordonnée de la Chine. La presse occidentale, en particulier la presse américaine basée à Hongkong, ne comprend pas la psychologie du pouvoir central chinois.

Les Japonais ne sont pas les Allemands

« Et quel est votre point de vue sur le Cambodge ?

« La presse occidentale croit que les Khmers rouges doivent être détruits. Ce n'est pas réaliste. En près de douze ans, de 150 000 à 160 000 Vietnamiens n'ont pas été capables de le faire. Pourquoi croit-on que si les Nations unies refusent de reconnaître les Khmers rouges, ces derniers vont disparaître ? Même si le prince Sihanouk et M. Son Sann se joignent à M. Hun Sen et que le monde entier reconnaît leur nouveau gouvernement, le problème continuera de se poser. La meilleure façon de le faire, pour moi, est de ne pas se laisser perdre la face. Les Khmers rouges devront alors décider s'ils continuent ou non à se battre avec les armes qu'ils ont déjà. Le gouvernement élu, légitime, pourra peut-être convaincre la plupart des Khmers rouges de participer pacifiquement à la vie publique. Peut-être que certains Khmers rouges refuseront, et les combats continueront à un niveau plus bas. C'est le meilleur scénario auquel je puisse penser.

« Cela veut-il dire un accord entre Han et Pékin ?

« Bien sûr, et je pense qu'on y aboutira cette année ou l'an prochain. Han veut se consacrer à la reconstruction. De même Pékin. Mais, des deux côtés, les vétérans de « Longues Marches » sont encore en place. Ils ont si longtemps souffert. Qu'est-ce qu'une année ou deux, ou trois, de plus à leurs yeux ? Ils pensent en ces termes-là.

« Vous avez offert des facilités militaires aux Américains ?

« Je propose aux Américains des

bases parce que les Philippines se plaignent de supporter seules le fardeau politique de la présence de bases américaines, ce qui les empêche de rejoindre le mouvement des non-alignés, ce qui les classe dans le groupe des pays présentés comme des appendices de l'Amérique, réveillant le sentiment nationaliste à l'intérieur. Mais, bien entendu, ce sont leurs intérêts nationaux qui déterminent la négociation sur le renouvellement du bail des bases américaines.

« Vous voulez que les Américains restent en Asie du Sud-Est ?

« Oui. Parce qu'il n'y a pas d'équilibre des forces en Asie. L'ancien empire était colonial, entre la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Amérique et la Chine. Pendant la seconde guerre mondiale, les Japonais ont mis tout le monde KO. Puis les Américains ont mis les Japonais KO. Français, Britanniques et Néerlandais ont alors essayé de revenir. Ils ont dû laisser tomber. Or se trouve depuis l'équilibre ? L'équilibre, ce sont les Américains. Les Soviétiques et les Chinois sont venus. Si les Américains s'en vont, les Japonais devront se présenter à leur tour. Or en serons-nous alors ? N'aurons-nous rien appris ? Pourquoi ne pas préserver l'équilibre actuel ? Les initiatives économiques et diplomatiques du Japon sont un plus pour l'Asie à la condition que le Japon demeure le partenaire de l'Amérique dans une alliance stratégique et que le parapluie nucléaire américain s'étende à toute la région. Si le Japon sort de ce partenariat, tout sera très différent.

« Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ?

« En Europe, les Allemands assument le poids de leur histoire, la nouvelle génération d'Allemands a grandi avec la conscience du passé. Il n'y a pas d'équivalent en Asie. La plupart des dirigeants japonais actuels ne veulent pas que le Japon joue, à nouveau, ses propres cartes. Ils préfèrent garder le type actuel de relations, qui les met à l'aise, de même que le reste de l'Asie. Mais une nouvelle génération va prendre le relais dans les dix ans qui viennent. Elle n'a pas le même niveau de conscience.

Propos recueillis par
JEAN-CLAUDE POMONTI

La fin du conseil exécutif de l'UNESCO

M. Mayor est invité à « cesser de faire la cour aux Anglo-Saxons »

Ouvert le 9 mai, à Paris, la cent trente-quatrième session du conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, s'est achevée le vendredi 18 mai. La prochaine réunion de l'organe de réflexion et de débats de l'UNESCO aura lieu le 5 octobre.

Pour la première fois depuis l'élection, en 1987, de l'ancien ministre espagnol Federico Mayor à la tête de l'Organisation, le conseil exécutif s'est réuni dans un climat agité. Plusieurs Etats, au premier rang desquels des contributeurs importants comme le Japon, la Suisse et le Canada, avaient reproché avec virulence à M. Mayor d'avoir publié, en mars, sans consulter le conseil, un traité de mesures assorties de dix-huit nouvelles nominations de haut rang, l'ensemble visant à réformer l'UNESCO (le Monde du 12 mai).

Statutairement, le directeur général aurait pu passer outre et mettre en application ses décisions. Cela aurait néanmoins été contraire aux usages de la maison et aurait pu sinon entraîner le départ de nouveaux membres, à l'image de Washington, Londres et Singapour en 1984-1985, du moins provoquer une crise de confiance durable entre M. Mayor et la majorité du conseil exécutif, où sont représentés une cinquantaine de pays, selon le système du tour-niquet.

M. Mayor a donc accepté de revoir ses réformes ou au moins de les élargir dans le temps (on parle de dix-huit mois), tout en coopérant plus étroitement avec le conseil. Transversalité, interdisciplinarité et décentralisation régionale, principes sur lesquels le directeur général avait fondé son programme, et qui ne sont d'ailleurs pas en contradiction avec les vœux de la majorité des quelque cent-soixante membres de l'UNESCO. Mais le conseil exécutif a refusé le fait accompli, surtout venant de la part d'un homme qui, malgré des efforts diplomatiques incessants, n'a pu ramener les Anglo-Saxons au bercail et se trouve donc affaibli.

Certains membres du conseil s'en sont donné à cœur joie, telle la Canadienne Marie Bernard-Meurier, qui, avec l'assentiment de nombre de ses pairs, a exigé de M. Mayor qu'il « cesse de faire la cour aux Américains et aux Britanniques pour la faire revenir au sein de l'Organisation ». Les nations du Sud, qui tiennent particulièrement à l'UNESCO, ont en outre diffusé leurs idées et leur culture, se sont senties humiliées par les insinuations du directeur général aux

Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Il s'en est ensuivi une sorte de consensus pour que, jusqu'à nouvel ordre, M. Mayor s'occupe en priorité de l'Organisation elle-même et non pas de ce que le langage diplomatique nomme « le retour à l'universalité ».

Des fonctionnaires ou des intellectuels ?

A travers cet affrontement avec M. Mayor - au cours duquel la France a constamment joué un rôle d'arbitrage - par la bouche de M. Marie-Claude Cavani, vice-présidente du conseil exécutif, a finalement resurgi une question qui n'a cessé de planer sur l'UNESCO depuis sa création en 1946 : le conseil exécutif doit-il être l'annexion des Etats (lesquels sont, en outre, représentés par des ambassadeurs) ou bien celle de la communauté intellectuelle et scientifique mondiale ?

A l'origine, la seconde voie avait été choisie jusqu'à ce que les Etats-Unis, en 1954, à la fin du succès-thymus, obtiennent que les membres du conseil exécutif ne soient plus choisis *intuitu personae* mais avec l'accord formel de leurs pays d'origine. L'Union soviétique, encore stalinienne, admette la même année à l'UNESCO, ne put que se réjouir de l'adoption du statut américain. L'Organisation, dès lors progressivement désertée par les penseurs et les savants qui avaient peuplé son conseil dans ses débuts, a, depuis lors, beaucoup pâti de cette situation.

Le conseil exécutif ne comprend pratiquement plus que des fonctionnaires ou assimilés à l'écoute à peu près exclusive de leurs gouvernements respectifs. Or, parmi les mesures préconisées par M. Mayor, figurait la constitution d'un « échantillon de cinquante personnalités bénévoles » que l'UNESCO aurait pu consulter pour ses grandes orientations. Le conseil exécutif - admette les Etats - ne pouvait voir d'un bon œil cet éventuel retour en force des intellectuels réputés indépendants. Si M. Mayor avait vu son autorité renforcée par un succès auprès des Anglo-Saxons, il aurait peut-être pu se permettre un retour aux sources. Mais ce n'est pas le cas...

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

M. de Beaucé à Oman. - Le secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales, M. Thierry de Beaucé devait se rendre le 20 mai dans le sultanat d'Oman pour une visite de deux jours, au cours de laquelle il co-présidera la troisième réunion de la commission mixte franco-omanaise. M. Mitterrand devrait visiter le sultanat en octobre prochain. (AFP.)

Marchandage soviéto-américain

Suite de la première page

Le maréchal Akhromev traitait ce pronostic : « Les deux parties pourraient signer un traité START avant la fin de l'année ».

Changement à vue en fin de soirée, après la dernière conversation des deux ministres : « Nous n'avons pas conclu, déclare alors un collaborateur de M. Baker. Nous ne sommes parvenus à un accord sur aucune des grandes questions que nous sommes venus résoudre ». A preuve par exemple le dossier des armes chimiques, sur lequel le ministre soviétique avait saisi quelques heures plus tôt des « progrès importants » : « Nous n'en avons pas fini sur les armes chimiques », rectifiait ce responsable américain.

Une réduction d'un tiers et non plus de moitié

En fait, les vraies questions portent surtout sur diverses catégories d'armements à longue portée, qui encadrent le dossier START depuis de longs mois.

« Les missiles de croisière embarqués à bord de navires (SLCM). C'est là un point fort de l'arsenal du Pentagone, qui fait valoir en outre que ces engins sont très difficiles à contrôler et demande que l'on se contente d'un engagement « moral » de ne pas dépasser un certain plafond. Lors de la dernière visite de M. Baker à Moscou en février, les Soviétiques, selon Washington, s'étaient ralliés à cette position, mais ils auraient changé d'avis en avril, lors des entretiens de

M. Chevardnadze aux Etats-Unis qui avaient marqué le début du durcissement des positions de Moscou dans d'autres domaines.

« Les missiles de croisière lancés d'avion (ALCM). Moscou veut inclure dans un accord START tous les engins de ce type portant à plus de 600 kms, mais les Etats-Unis, qui jouissent d'une forte supériorité dans ce domaine aussi, veulent fixer cette limite à 1 000 kms.

« Les missiles balistiques mobiles à têtes multiples (ICBM mobiles et « mirvés »). Les Américains veulent limiter en priorité ce type d'engins basés à terre dont ils ne disposent pas et qui fait l'objet, avec le SS-24, du principal effort de modernisation de l'arsenal soviétique.

Des compromis ont été esquissés ou sont envisagés - en particulier sur le dernier point - parfois en renvoyant les questions les plus litigieuses à un traité ultérieur, START 2. Le résultat de tout cela sera probablement la conclusion d'un accord, mais plus modeste que celui qui était envisagé depuis la première « période » réalisée par MM. Gorbachev et Reagan à Reykjavik en 1986 : les deux « grands » promettaient alors de réduire leurs arsenaux stratégiques de 50 %, il faut dire sans doute se contenter d'une réduction de 30 à 35 %. Compte tenu de l'énormité des arsenaux concernés (plus de 12 000 charges nucléaires de chaque côté), il en restera encore beaucoup.

MICHEL TATU

POLITIQUE

Aux états généraux de l'opposition

M. Chirac reprend l'idée d'une confédération RPR-UDF-CNI

La compétition continue entre les dirigeants de l'opposition pour arracher le titre de « père de l'union ». Vendredi 18 mai, c'est M. Jacques Chirac qui, profitant de la première journée des états généraux de l'opposition sur la décentralisation, a tenté de prendre l'avantage. Il a, à son tour, réaffirmé la création d'une confédération et un accord, avant le mois d'octobre prochain, sur l'organisation de « primaires » en vue de l'élection présidentielle.

L'occasion était trop belle. Quelque deux mille élus locaux réunis à Vincennes, aux portes de Paris, dans le cœur d'une région où le RPR est particulièrement bien implanté, formaient un de ces auditoires dont M. Chirac raffole. Il ne pouvait qu'en profiter pour continuer l'offensive qu'il a commencée en approuvant, comme l'initiateur de la motion de confiance sur l'immigration, après avoir coté de la table ronde de M. Valéry Giscard d'Estaing, la manifestation prévue pour le 14 mai par la profusion de Copeyras, enfin en déclarant, d'une même voix, la guerre à M. François Mitterrand et à M. Jean-Marie Le Pen.

L'habileté de ses conciliateurs lui a permis de ces coups médiatiques dont il se sert si bien. Première étape, jeudi 17 mai, il demande le report de la réunion de comité de coordination de l'opposition prévue pour le lendemain matin, afin que chacun dispose d'un délai de réflexion supplémentaire.

Deuxième étape, il profite de son discours, vendredi 18, aux états généraux sur la décentralisation, pour faire sienne l'idée d'une confédération du RPR, de l'UDF et du CNI, lancée par M. Edouard Balladur, républicain, M. Alain Juppé, et acceptée par M. Valéry Giscard d'Estaing. Troisième étape, il s'est levé au journal de 20 heures d'Antenne 2, ce qui lui

permet de donner du retentissement à ses attaques de la veille contre le Parti socialiste et le Front national et aux propos qu'il venait de tenir à Vincennes.

La gogole, l'irritation de l'UDF et des centristes, l'ironie de M. Giscard d'Estaing, contrariés par tout de même, n'y changent rien. Le point est marqué. Pour reprendre la lutte du combat pour l'union à l'ancien président de la République va devoir monter d'un cran dans le discours qu'il doit prononcer, dimanche matin, à l'occasion de vingt-cinq ans de présidence de « ses » clubs Perspectives et Réalités.

« Le succès est à notre portée »

Le pasteur était de qualité lorsque M. Chirac a pris la parole, vendredi en fin de journée, après les ateliers des états généraux. Assis au premier rang voisinait M. Michel Noir, André Rossinot, Pierre Méhaignerie, M. Michèle Alliot-Marie, M. Valéry Giscard d'Estaing, Alain Juppé, Yvon Bréant, Michel Andrieu, François Bayrou, c'est-à-dire la base et l'entourage des dirigeants de tous les partis, clubs et courants de l'opposition. Après avoir parlé de décentralisation, le président du RPR a pu aborder le cœur de son propos, en demandant leur « aide » aux élus locaux réunis devant lui.

« L'état de l'opposition, chacun le connaît. Elle comprend plusieurs familles qui, pour l'essentiel, partagent les mêmes convictions, mais qui représentent des traditions historiques et des sensibilités différentes. Il faut prendre les choses comme elles sont et ne pas chercher à fusionner ces familles de manière autoritaire, ce qui serait voué à l'échec », a commencé par déclarer M. Chirac, avant d'ajouter que si l'opposition « ne sait pas organiser entre ses diverses tendances une coopération active, elle continuera à nouveau l'échec, alors qu'à l'évidence, le succès est à sa portée. C'est pourquoi nous avons proposé de créer une organisation confédérale de l'opposition, fondée sur l'existence d'un organe

commun, appelé par exemple bureau politique, sur la désignation de candidats communs aux élections présidentielle et législative, sur la définition de solutions d'avenir ».

Pour le maire de Paris, « le problème essentiel, c'est de nous mettre en mesure de présenter à la prochaine élection présidentielle un candidat commun au RPR, à l'UDF et au CNI, et un seul », et cela à cause des institutions, parce que c'est « le plus générateur d'arrière-pensées » et parce que, sinon, il n'y a pas de raisons pour qu'il y ait des candidatures communes aux législatives. D'où son insistance sur les primaires dont l'organisation doit « surmonter une double méfiance, celle de ceux qui redoutent que le suffrage des élus locaux et d'eux seuls ne les défavorise et, aussi, ceux qui redoutent que le suffrage populaire ne les défavorise ».

Il souhaite donc des primaires « associées à la fois les élus locaux et les citoyens dont la participation est indispensable pour des raisons d'éthique démocratique ». Pour M. Chirac, le temps presse : « Il y a longtemps que nous en parlons, a-t-il observé. Il est maintenant temps de nous décider, et je propose (...) que nous décidions, d'ici le mois d'octobre prochain, par exemple, de la procédure à adopter ».

La balle était lancée. A la fin du discours, qui a réuni tous les élus participant aux états généraux, M. Giscard d'Estaing ne put que la reprendre au bond : « Au moment où les Allemands se réunissent, a-t-il dit, je vous demande de faire l'union des Français. En attendant, faisons celle de l'opposition, la plus vite possible, sans rivalité, sans subtilité. Jacques Chirac a donné son accord à la confédération (...) Pour ceux qui pensent, comme moi, qu'il faudrait aller plus loin, cela constituera une étape. Pour d'autres, ce sera une réalisation importante ».

On peut compter sur le président de l'UDF pour ne pas être en retard d'une proposition nouvelle, afin de ne pas se laisser distancer sur son terrain, celui de l'union.

THIERRY BRÉHIER

Avant de quitter la Polynésie

M. Mitterrand se déclare prêt à « ouvrir l'information au maximum » sur les expériences nucléaires françaises

Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée jeudi soir 17 mai, avant de quitter Papeete vendredi, M. François Mitterrand a été interrogé sur l'avenir du centre d'expérimentation nucléaire dont les activités continuent de susciter les critiques des organisations écologistes internationales et des indépendantistes polynésiens.

PAPEETE

« Les choses sont claires, déclare le président de la République, on a organisé ce que l'on appelle une opération de transparence, et on a bien fait. On a ouvert les portes pour que les spécialistes de l'environnement, en particulier, puissent apprécier véritablement l'effet des essais nucléaires. J'avais souhaité que cette action fût menée lorsque j'étais venu moi-même, il y a quelques années. » M. Mitterrand a ajouté : « On m'avait fait entrer dans des salles secrètes où je n'avais vu que des tableaux et des robinets, mais la porte de cette salle où secrets si mystérieux avait été interdite aux personnalités représentant le territoire, qui m'accompagnaient. J'ai pensé que les robinets et les tuyaux pouvaient être montrés à quiconque ayant qu'un mot ».

Pour le chef de l'Etat, « il faut que ceux qui en ont la compétence puissent s'informer ». « Il ne s'agit pas du secret militaire de fabrication de technologie nucléaire, a-t-il dit. Là-dessus on peut comprendre qu'il y ait un certain droit à la discrétion, mais pourquoi ne pas visiter les installations et pourquoi ne pas être mis en mesure d'en apprécier tous les effets ? »

EN BREF

La municipalité d'Aurillac refuse une salle au Front national. La municipalité d'Aurillac (Cantal), dont le maire est M. René Souichon, ancien ministre socialiste, est revenue, vendredi 18 mai, sur sa décision d'accorder une salle le 15 juin à M. Bruno Mégret, député général et numéro deux du Front national. Le secrétaire général de la mairie a indiqué que « considérant que les idées défendues par le Front national sont responsables des crimes racistes de ces derniers jours et nuisent à la bonne harmonie de notre société, le maire et la municipalité estiment que la présence de M. Mégret le 15 juin serait inopportune et de nature à porter atteinte à l'ordre public ».

M. Zaccarelli : « Lambada électoral » — M. Emile Zaccarelli, président du Mouvement des radicaux de gauche, a qualifié, vendredi 18 mai, de « lambada électoral » ce qu'il juge être un « amalgame » pratiqué par M. Chirac entre M. Mitterrand et M. Le Pen. « Attribuer le président lorsqu'on a tenu le discours des valeurs communes entre la droite et le Front national, est-ce raisonnable ? a-t-il demandé. »

M. de Charette propose une motion de censure sur l'immigration. Dans un entretien publié samedi 18 mai par les Dernières nouvelles d'Alsace, M. Hervé de Charette propose que l'opposition dépose une motion de censure contre le gouvernement à l'issue du débat sur l'immigration, mardi 22 mai, à l'Assemblée nationale. « Les socialistes, estime le député général des Clubs Perspectives et Réalités, ont pris dans la dérive de l'immigration des responsabilités énormes. Cela ne pousse pas à un esprit de conciliation avec eux. »

Annulation de l'élection municipale de Castelginest. Le tribunal administratif de Toulouse a annulé, vendredi 18 mai, l'élection municipale de Castelginest (Haute-Garonne) du 25 mars 1990. M. Jacques Roger-Machart, député PS, avait été élu dès le premier tour avec 177 voix d'avance sur le maire sortant, M. Jean Laurent (div. d.). Le tribunal estime que des difficultés d'acheminement du courrier, résultant d'une grève des services postaux, ont été de nature à altérer la régularité des opérations électorales. L'élection municipale de Castelginest avait été annulée une première fois, le 25 février 1989, par le Conseil d'Etat, sur recours de M. Roger-Machart, battu d'une seule voix par M. Laurent. (Corresp.)

Je crois que cette politique de transparence finit par convaincre.

M. Mitterrand a ajouté : « Que de fois ne m'est-il arrivé de rappeler qu'à Paris, nous nous trouvons plus proches des champs d'expériences soviétiques que ne l'est la Nouvelle-Zélande, par exemple, de Moruro. Les expériences soviétiques n'ont rien de commun avec les expériences de l'air libre qui se déroulaient en Australie au début des essais anglais. Les précautions prises sont multiples. La question de la santé publique et de l'environnement n'est plus posée. Si elle se posait, nous ouvririons l'information au maximum. »

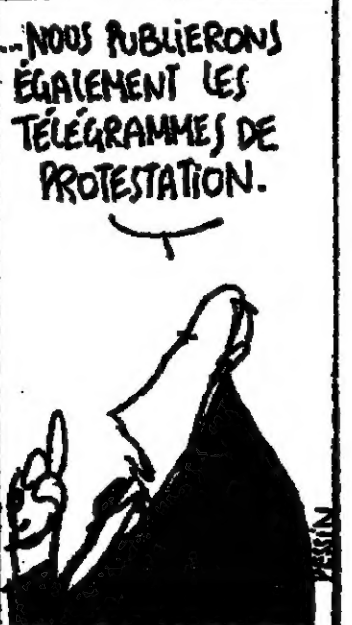
Le chef de l'Etat a continué : « Si l'Union soviétique et les Etats-Unis cessaient leurs expériences, ou

les gelaient un certain temps, est-ce que nous ferions de même ? Je n'ai pas entendu dire qu'ils avaient l'intention de les arrêter durablement. Alors, cela m'est difficile de raisonner sur des hypothèses (...). Si ce problème doit être abordé, c'est dans le cadre du désarmement. » « Je pense que nous sommes arrivés, a-t-il expliqué, à un point où l'on sait bien que la France, qui est un pays pacifique, ne sera pas le dernier à désarmer si un grand sentiment de concorde règne sur le monde. On en est pas tout à fait là. On a fait quand même beaucoup de chemin depuis trois ou quatre ans. Nous sommes prêts à le continuer, mais d'ici là, le CEP continuera son ouvrage. »

Au sujet du statut du territoire appliqué depuis 1984, le chef de l'Etat a déclaré : « La politique d'autonomie interne est une grande politique française qui rencontre, de la façon la plus générale, l'assentiment et l'espérance des populations. Quand on se trouve à des milliers et des milliers de kilomètres, il est normal que l'on souhaite avoir une capacité de décision dans les domaines que l'on vit chaque jour, là où l'on travaille. Personnellement, j'éprouve tout à fait la nécessité de cette évolution et, s'il le faut, je la précéderai. »

Après avoir souhaité que « ce qui a été décidé en 1984 soit vraiment appliqué jusqu'à ses conséquences extrêmes », M. Mitterrand a précisé : « Je veux que, à l'exception des compétences d'Etat qui sont inaliénables, même si l'on peut examiner tel ou tel accomplissement là où c'est nécessaire, pour tout le reste, la responsabilité territoriale soit une responsabilité entière. »

MICHEL YENG KOW



LIVRES POLITIQUES

DEPUIS qu'il est en âge de voter, François de Closets éprouve « le sentiment que le débat public est faussé, qu'il propose des choix biaisés, appuyés sur des arguments fallacieux. » Il n'est pas le seul dans ce cas : ce sentiment de fausseté, de tromperie, qu'inspire trop souvent la politique est, en France, largement partagé. L'une des raisons de ce sentiment est, dans ce pays où le verbe gouverne autant que l'action, de notre culture. A ce titre, il a été régulièrement exploité par toute contestation ou situation, pour mieux s'en distinguer, par rapport au système.

François de Closets ne lence pas, sous le coup de la colère, un mouvement politique de plus. En dénonçant la Grande Manip il prétend seulement le montrer au grand jour ; il veut percer l'inversement de certains dérogements chroniques de la démocratie, au moment où ils entrent en phase aiguë ; il espère rompre le silence qui les entoure et qui forme le véritable consensus de la classe politique : il cherche à alerter ses concitoyens afin qu'ils ne se laissent plus abuser. Il appelle à la révolte des marionnettes pour qu'elles ne fassent plus ce qu'on leur dit de faire.

La « manipulation », c'est, bien sûr, la manipulation. Nous sommes tous manipulés, mais par qui, mais par quel, mais comment ? François de Closets va nous le dire, en repérant dans l'actualité quelques exemples de ce mal pernicieux qu'il va soigneusement décrire.

S'il se lance aujourd'hui dans cette entreprise, c'est parce que le fléau — les pesanteurs médiatiques — a pris plus d'ampleur, au point de déclencher une crise de confiance des citoyens à l'égard de leurs institutions politiques et du personnel qui les

La révolte des marionnettes

« Les Français, écrit-il, n'ont pas conscience qu'on leur dit de peur de se faire dégoûter. Ils se replient sur eux-mêmes, se réfugient dans l'abstention, perdent l'art de vivre ensemble ».

La Grande Manip n'est pas une organisation déclarée, avec son siège social, son président, ses gendarmes, ce n'est même pas un réseau clandestin, une sorte de mafia. Toute la difficulté est là : dans le sentiment qu'elle existe, qu'on en repère les effets, mais qu'elle reste le plus souvent anonyme, insaisissable, étonnée. La manipulation, reconnaît l'auteur, est « un terme bien vague et qui recouvre un arsenal hétéroclite allant de la plus banale astuce, celle que chacun de nous utilise sans même y prendre garde dans la conversation, jusqu'à la manoeuvre délibérée pour tromper le public ».

Sous ce terme générique et racourci, François de Closets désigne — ne serait-ce pas une manipulation ? — l'état ambivalent des mœurs politiques où triomphent l'hypocrisie, la tricherie, le double langage, le chantage aux bons sentiments, le terrorisme intellectuel, la caricature, la manipulation et la manipulation, l'auto-critique et la récupération.

Comme dans ses précédents ouvrages de démythification, l'auteur produit les pièces de son dossier d'instruction. Elles sont nombreuses tant il est vrai que peu d'acteurs ou de secteurs de la vie sociale (partis, corporations, programmes, mouvements

populaires) ne versent pas, à un moment ou à un autre, dans la traversée chère plus haut. Aussi bien François de Closets se livre sans haine à un jeu de massacre : chacun y trouve son compte et les meilleurs sentiments, tel l'antiracisme, n'y échappent pas dès lors qu'il s'agit de l'objet d'une exploitation trop intéressée. L'auteur fait notamment le leçon aux représentants de la fameuse « génération morale ».

La déshérence de l'époque vient de ce que l'effondrement de valeurs idéologiques qui, elles aussi, ont servi à tromper leurs adeptes, n'a pas naturellement instauré la rigueur et l'authenticité dans le débat public. Il y a des pesanteurs, des freins, des intérêts, qui s'y opposent. « La démocratie ne va pas de soi, elle se construit en permanence », observe François de Closets.

Loin des utopies universalistes — et trop souvent démocratiques — sans renier les valeurs de référence, en nutant ses jugements, l'auteur souhaite qu'on en finisse une bonne fois avec les guerres idéologiques d'un autre âge, les clivages dépassés, l'abus des grands mots, la fuite dans l'abstraction des principes fondateurs et l'émotion des sentiments collectifs, pour s'occuper avec mesure, réalisme, bon sens, des problèmes qui se posent réellement à la société.

Il a raison : on sera tous d'accord avec lui. La vraie politique, c'est celle et tantôt tout le reste se défiance. Quand même, réfléchissons-nous, aussi, de cette illusion qui consiste à croire que chaque problème social a la solution spécifique, qui ne doit rien à la gauche ou à la droite, à la morale ou au rêve, mais tout à la compétence.

La Grande Manip, par François de Closets, Seuil, 478 p., 128 F.

ANDRÉ LAURENS

L'offrande de Rururu

RURUTU

(Des Australas)
de nos envoyés spéciaux

Le pasteur a dit une prière. Les enfants des écoles, au signal de Fernand, le choriste en chef, ont entonné, avec beaucoup de conviction et plein de gaieté dans les yeux, une impeccable Marseillaise.

Parfaitement cravatés dans son costume couleur de sable, M. Teradara Tapa, maire de Rururu, a su exprimer toute l'émotion de son rôle qui accueillait la présence de M. Mégret le 15 juin serait inopportune et de nature à porter atteinte à l'ordre public. M. Zaccarelli : « Lambada électoral » — M. Emile Zaccarelli, président du Mouvement des radicaux de gauche, a qualifié, vendredi 18 mai, de « lambada électoral » ce qu'il juge être un « amalgame » pratiqué par M. Chirac entre M. Mitterrand et M. Le Pen. « Attribuer le président lorsqu'on a tenu le discours des valeurs communes entre la droite et le Front national, est-ce raisonnable ? a-t-il demandé. »

M. de Charette propose une motion de censure sur l'immigration. Dans un entretien publié samedi 18 mai par les Dernières nouvelles d'Alsace, M. Hervé de Charette propose que l'opposition dépose une motion de censure contre le gouvernement à l'issue du débat sur l'immigration, mardi 22 mai, à l'Assemblée nationale. « Les socialistes, estime le député général des Clubs Perspectives et Réalités, ont pris dans la dérive de l'immigration des responsabilités énormes. Cela ne pousse pas à un esprit de conciliation avec eux. »

Annulation de l'élection municipale de Castelginest. Le tribunal administratif de Toulouse a annulé, vendredi 18 mai, l'élection municipale de Castelginest (Haute-Garonne) du 25 mars 1990. M. Jacques Roger-Machart, député PS, avait été élu dès le premier tour avec 177 voix d'avance sur le maire sortant, M. Jean Laurent (div. d.). Le tribunal estime que des difficultés d'acheminement du courrier, résultant d'une grève des services postaux, ont été de nature à altérer la régularité des opérations électorales. L'élection municipale de Castelginest avait été annulée une première fois, le 25 février 1989, par le Conseil d'Etat, sur recours de M. Roger-Machart, battu d'une seule voix par M. Laurent. (Corresp.)

réalisée. M. Mitterrand, en homme de terroir, s'est réjoui de cette leçon de culture : « Oui, désormais, on connaît mieux la géographie ! On saura où vous êtes et d'où vous êtes, a-t-il lancé à l'assistance comblée. Les Rururu n'attendent pas autre chose de lui. Ils ne reverraient rien d'autre que cette reconnaissance. »

Depuis un mois et demi, il se préparait avec ferveur à cette première d'autant plus historique qu'il savait bien qu'on ne reverrait pas de si tôt un président de la République française aux Australas. Pour donner à cet événement le caractère le plus symbolique qui pût être, ils firent don à M. Mitterrand du bien le plus précieux de leur patrimoine : le recueil de leurs quatre-vingt-cinq loas ancestrales, devenues obscures.

Cette offrande solennelle a eu lieu dans l'immense et mystérieuse grotte sacrée d'Ana Oa, où perdent des siècles le dieu Taioa descendant sur un rayon lumineux à travers la voûte caennaise pour rencontrer le dieu Aa en présence des grands prêtres Tahiti, qui traduisaient leurs messages au roi Marakua Teo, suzerain des Rururu. Avec un grand talent de mise en scène, les vahinés, danseurs, musiciens et porteurs de torche de l'île firent de cette cérémonie un spectacle envoûtant.

Le dernier descendant de la famille royale de Rururu, M. Maevanus, appartenant à la dynastie des Taurauri, confirma gravement, en s'adressant à M. Mitterrand, l'allégeance de son grand-père à la France : « Protégez ces loas qui ne nous sont plus utiles puisque nous sommes Français... »

A. Ch. et A. R.

An Sénat

L'hébergement des personnes âgées

Le Sénat a adopté, vendredi 18 mai, le projet de loi relatif aux conditions de fixation des prix des prestations fournies par certains établissements d'hébergement des personnes âgées présentés par M. Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation. Ce texte a pour objectif d'encadrer les prix des prestations fournies aux pensionnaires pour éviter les hausses excessives au cours de leur séjour. La majorité sénatoriale

a opté pour la liberté des prix « à l'ouverture des établissements d'accueil », et « au moment de la création d'une prestation ». Les sénateurs ont décidé, conformément à l'esprit de la décentralisation, de transférer des services du ministère des finances aux préfets la surveillance des éventuelles variations de ces prix. Les groupes communiste et socialiste ont voté contre le texte ainsi modifié.

SOCIÉTÉ

Après l'agression commise contre une enseignante Royan entre l'indignation et la prudence

Une manifestation contre le racisme et l'antisémitisme a rassemblé environ mille cinq cents personnes - en majorité des enseignants, mais aussi Harlem Désir, président de SOS-Racisme - vendredi 18 mai, à Royan (Charente-Maritime), après l'agression dont a été victime M^{me} Christiane Guillard, professeur d'histoire-géographie dans un lycée de cette ville (le Monde du 17 mai). La jeune femme avait été attaquée à son domicile par deux inconnus, lundi 14 mai, pour avoir semblé-t-il aborder la question des profanations de Carpentras lors d'un cours d'éducation civique.

ROYAN

de notre envoyé spécial

Royan est de ces bourgades de bord de mer où les manifestations sont aussi rares que les nuages de mer. Du début de l'automne à la fin du printemps, la ville de Charente-Maritime se reploie sur elle-même, comme les chaises longues des touristes soudain portés déserteurs. L'Hôtel de la Plage entre en hibernation et la cité balnéaire s'assoupit dans une langueur monotone, tournée vers l'Océan comme pour bouter le reste du pays et savourer la quiétude retrouvée. Vendredi 18 mai, une « manifestation », une vraie, avec des syndicats, quelques policiers, des caméras de télévision et même Harlem Désir, a pourtant troublé cette sieste prolongée.

Il s'agissait mille cinq cents, soutiens d'affirmer leur solidarité avec M^{me} Christiane Guillard, la professeure d'histoire-géographie du collège Emile Zola rouée de coups et insultée - « sale juive, sale arabe » - chez elle, lundi 14 mai, par deux inconnus qui lui reprochaient, semble-t-il, d'avoir consacré, samedi 12 mai, un cours d'éducation civique au racisme et à l'antisémitisme après l'affaire de Carpentras (le Monde du 17 mai). M^{me} Guillard, quarante ans, assure avoir reçu deux appels téléphoniques anonymes les jours précédant l'agression, de la part d'un homme se présentant comme un parent d'élève indigné de cette intrusion de « la politique à l'école ».

Un collège si tranquille

Plusieurs centaines de professeurs et d'instituteurs de la région, de toutes obédiences syndicales, avaient donc rallié la place Charles-de-Gaulle vers 18 h 30 pour partir ensuite vers la stèle des déportés, square du 9 mai 1945. « Ce sont les enseignants de la République qui ont été agressés », a lancé M. Yannick Simbron, le secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) juché sur un podium de circonstance. « On a besoin de gens de la trempe de Christiane Guillard », a confié Harlem Désir au sortir de sa rencontre avec la victime.

Aux côtés de ces habitués des défils, quelques dizaines d'élèves, parmi lesquels ceux de M^{me} Guillard (une classe de troisième), dissimulés en différents endroits du cortège. Dans la matinée, ils avaient eu droit à un cours d'éducation civique de la part de M. Henri Legohérès, recteur de Poitiers venu symboliquement remplacer M^{me} Guillard et leur certifier : « Nous sommes tous des mérités ». Ils en étaient sortis plus impressionnés par les caméras de télévision que par l'exposé du recteur, bien trop « compliqué » à leur goût.

A la manifestation, ils sont venus. En ordre dispersé. Pour voir autant que pour témoigner. « Elle n'avait rien fait de choquant : juste un cours sur les droits de l'homme et la loi anti-raciste de 1972 », assure une adolescente

conscientieuse. « On sait qu'elle militait activement au Parti communiste, mais cela ne se sent pas trop dans ses cours » certifie un autre gamin.

Quelques discours devant une foule respectueuse, un trajet bouclé au pas de charge, des consignes de silence à peine respectées, des autographes pour Harlem Désir, et la manifestation pour Royan, à la fin, tour à tour guillerette et recueillie, s'est dissolue aussi vite qu'elle s'est formée, sous un soleil déjà estival. Les cars sont repartis. Le « pote » a filé vers l'aéroport de Bordeaux. Les équipes de télévision ont plié bagage. Et les gamins, loin du tintamarre médiatique, ont envoyé un bouquet de fleurs et une lettre d'encouragement à leur professeur.

Alors, une fois de plus, comme au matin d'un 1^{er} septembre après le départ des touristes, Royan s'est retrouvé seule. Seule avec son « Carpentras » à elle. Seule, aussi, avec ses questions et ses rumeurs. Car la ville le sait mieux que quiconque, en tout cas beaucoup mieux que la plupart des gens étrangers de passage accourus pour la bonne cause : cette affaire reste énigmatique. La thèse de l'agression raciste n'est ni confirmée, ni infirmée.

Après avoir passé quelques jours à l'hôpital pour diverses contusions, M^{me} Guillard est toujours sous le choc. Les policiers n'ont pas encore pu tirer tous les renseignements souhaités de son témoignage. Les contradictions et les zones d'ombre seraient multiples. Du coup, tout se passe donc comme si Royan la tranquille, une fois passée la colère réflexe des premières heures, se laissait aller aux rumeurs, hésitant maintenant entre l'indignation et la prudence.

La bonne ville se persuade que cette affaire ne cadre pas avec le tempérament local. Elle est aussi, par ses enfants, que M^{me} Guillard, toute héroïne qu'elle soit devenue, n'est guère appréciée au collège. Nombre d'élèves jugent ses cours ennuyeux. Ils rappellent volontiers que la jeune femme, bien qu'autoritaire, est « très fragile » et, de ce fait, souvent absente pour raisons de santé, notamment dû à une crise de la thyroïde. Elle est, même pour un collège réputé sans histoire.

Et d'ailleurs, est-il vraiment si paisible que cela, l'établissement de la rue Emile Zola ? Comme partout, les cours, gommés ont fini par être plus nombreux que les messages d'amour sur le bois usé des tables. « Provocation, rien de bien sérieux », assurent les élèves. Et ces graffiti contre M^{me} Guillard, apparus sur les murs de l'établissement quelques jours avant l'agression ? « Les gens qui ont fait ça n'avaient pas jusqu'à tabasser un prof ! » certifient ces mêmes adolescents.

Judi 17 mai, tous les élèves du cours de samedi matin ont été interrogés par la police en compagnie de leurs parents. Cette piste n'a, semble-t-il, rien donné jusqu'à présent. Celles des marginaux (peu nombreux), des skinheads (rares) ou des militants d'extrême droite (assez discrets) ne semblent pas se révéler plus fructueuses pour le moment. Le mystère reste entier.

Ph. Br.

Manifestations à Paris et en province. - Tandis qu'à Paris, plusieurs centaines de personnes se rassemblaient vendredi soir 18 mai, sur le parvis des droits de l'homme au Trocadéro pour exprimer leur solidarité avec M^{me} Guillard, l'enseignante de Royan victime d'une agression, d'autres manifestations de protestation contre les profanations commises dans le cimetière juif de Carpentras ont réuni, vendredi, toujours à Besançon (Doubs) près de deux mille personnes à Besançon (Oise) un millier de lycéens et d'étudiants.

18 mai, sur son terrain, son homologue de Valenciennes (5-2). Le club alsacien se trouve ainsi qualifié pour affronter, en rencontre aller et retour, l'équipe classée dix-huitième en division 1, au terme du championnat de France, qui devait s'achever samedi 19 mai. Cette double rencontre sera décisive pour le retour éventuel du RC Strasbourg parmi l'élite.

RECTIFICATIF. - Contrairement à ce qui nous avons écrit dans notre article sur la mission parlementaire d'information sur l'intégration (le Monde du 17 mai), le rapport Marchand n'est pas favorable à un ministère de l'intégration. Concernant les conditions nécessaires à une intégration réussie des immigrés, il fallait lire : « Cela ne passe pas par un ministère spécifique » et non pas « cela passe par... ».

EN BREF

Quatre membres de l'Eglise de scientologie inculpés et écroués à Marseille. - Quatre membres de l'Eglise de scientologie, Xavier Dalamaré, trente-trois ans, Sylvie Lucet, vingt-sept ans, Isabelle Acher, vingt-six ans, et Marie-Ange Molina, trente-trois ans, ont été inculpés d'escroquerie, d'exercice illégal de la médecine et de violences avec préméditation et ont été écroués, vendredi 18 mai, à Marseille. Ces inculpations font suite à une enquête menée depuis plusieurs mois par la police judiciaire, à Nice et à Marseille, après l'ouverture d'une information sur plainte d'un particulier.

Football : Strasbourg, vainqueur en match de barrage. - En match retour de barrage pour l'accès en première division l'équipe de Strasbourg a battu, vendredi soir

L'internationale des « crânes rasés »

Suite de la première page

A partir de 1984, il se radicalise. De nombreux skinheads, qui entretenaient jusqu'à une certaine ambiguïté quant à leurs convictions politiques, affichent désormais leurs opinions néo-nazies. S'il perd des adeptes, le mouvement se politise considérablement, récupère un peu partout en Europe par des groupuscules extrémistes. En France, où ils sont donc apparus au début des années 80, les skinheads peuvent en fait être répartis en trois grandes familles qui se détestent et s'affrontent parfois physiquement.

La première est composée de jeunes gens - quelques dizaines en région parisienne - qui se veulent apolitiques. Ils revendiquent simplement le droit d'écouter un type de musique (reggae, ska, certains groupes skinheads anglais...), de porter le cheveu très court et d'adopter une tenue vestimentaire qu'ils trouvent à leur goût. Ils ne militent dans aucun mouvement, et s'ils sont parfois patriotes, rappellent que la France est le « pays des droits de l'homme », donc de la tolérance.

Parmi eux, une majorité de Français mais aussi quelques fils d'immigrés ou de métis. Ils détestent les tondus néo-nazis auxquels ils nient d'ailleurs le droit d'utiliser le terme « skinhead », expliquant qu'à l'origine ce mouvement, même s'il avait une connotation violente, n'avait rien à voir avec le nazisme.

La deuxième catégorie est en voie de disparition : les « real skins » ou « skins rouges », militants d'extrême gauche. Partie d'Angleterre en réaction à l'extension des théories fascistes, cette tendance a fait quelques adeptes en France. De nombreuses bagarres les ont opposés aux skinheads se réclamant de l'extrême droite.

Ces derniers constituent la troisième famille, assurément la plus spectaculaire et la plus dangereuse. Les jeunes entendus dans le cadre de l'affaire de Carpentras en font partie : ceux qui se servaient lors des différents manifestations ou des meetings nationalistes également. En ce qui les concerne, le terme de « skinhead » est presque dépassé, puisque, pour les différencier des autres crânes rasés dans le Paris des bandes et de la castagne, il est désormais d'usage de les appeler les « boneheads », autrement dit les « têtes d'os ».

Il sont quelques centaines en France, disséminés à Lyon, Lille, Le Havre, Mulhouse, Nice, Perpignan... Ceux du sud de la France ont la réputation d'être très politisés. Mais c'est à Paris qu'ils se sont fait surtout connaître. Jusqu'en 1986, ils opéraient aux stations de métro Tolbiac et Jacques-Bonsergent, place Gambetta, au Forum des Halles.

Désormais, avec l'émergence d'une nouvelle génération, le phénomène s'est déplacé vers les banlieues : des bandes se sont formées à Juvisy et à Morsang-sur-Orge (Essonne), à Saint-Maur et à Gentilly (Hauts-de-Seine) et jusque dans certains petits villages de l'Oise. Tout, du presque, ont été impliqués dans des actions racistes ou antisémites.

Mauvaise haine de base-ball

La plupart d'entre eux ont considéré le Front national comme un parti de « petits-bourgeois beaucoup trop à gauche » (en théorie, le FN n'accepte d'ailleurs plus de skinheads parmi ses militants) et se revendiquent de différents groupuscules. Le Parti nationaliste

français et européen (PNFE) en accueille un grand nombre en région parisienne, par exemple ceux de Juvisy. Mais il recrute également en province, où il a tissé un réseau de militants très actifs. Le PNFE étend aussi son champ d'action à d'autres mouvements marginaux : il recrute chez les rockers (les « rebels »), chez les amateurs de hard rock ou les motards (les « bikers »).

Un autre mouvement connaît un certain succès : les Jeunes nationalistes révolutionnaires (JNR). Lancés à l'initiative de Serge Ayoub, un Parisien âgé de vingt-six ans, connus dans toute la France sous le surnom de « Batskia » parce que réputé pour son habileté à manier une batte de base-ball, les JNR disposent d'un local dans la capitale, rue Saint-Flacide, au siège d'une mystérieuse association bretonne, Ker Vreizh.

Ces « jeunes révolutionnaires » ont en moyenne vingt-cinq ans (le plus âgé, d'origine britannique, a une quarantaine d'années), mais des mineurs, âgés parfois de treize ou quatorze ans, et quelques filles les accompagnent souvent. De nombreux membres des JNR ont appartenu à Troisième Voie, le groupuscule de Jean-Gilles Mallat-Babinski, mais ils en ont été plus ou moins écartés, sans doute parce qu'ils étaient trop indisciplinés et trop peu intéressés par la démarche intellectuelle des jeunes B C B G de Troisième Voie.

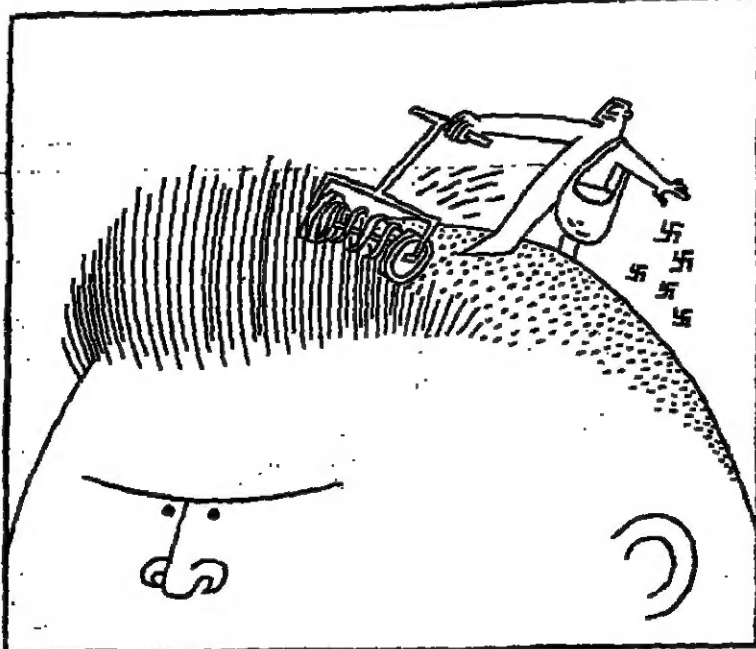
Le fameux « Batskia », souvent interrogé et filmé lors de divers reportages sur les skinheads en France, est incontestablement le leader des JNR. En 1989, lors d'une face-à-face avec Harlem Désir dans l'émission de TF 1 « Ciel mon mardi », il était apparu plutôt calme et modéré. Il s'est beaucoup moins montré pendant les matches de football au Parc des Princes. Entouré de ses militants - au total un noyau d'une cinquantaine de « durs » - il tend le bras plus souvent qu'il son tour dans la tribune de Boulogne, traditionnelle lieu de regroupement des jeunes supporters du Paris Saint-Germain.

Puis ou moins assagis depuis 1985 (il), les skinheads reviennent en masse sur les gradins du stade parisien. A l'initiative des JNR, ils étaient venus d'une centaine (certains venus de province) contre Marseille, samedi 21 avril, au lendemain du cent-vingt-cinquième anniversaire de la naissance d'Adolf Hitler, chantant « Bleu Blanc Rouge, la France aux Français... » de « l'un joueur africain ou asiatique touchait la balle ».

« Gloire à toi, fasciste »

Même si quelques skinheads militent encore dans des organisations plus classiques comme le GUD (Groupe Union défense) ou, plus rarement, l'Euvre française de Pierre Sidos, tous deux très actifs dans les milieux universitaires, l'immense majorité rallient en priorité les JNR et surtout le PNFE, moins sociaux de respectabilité. Ces différents factions et leurs chefs respectifs se livrent une lutte sans merci pour « occuper le terrain », en particulier à Paris, où les bagarres sont fréquentes entre adeptes des uns et des autres.

Ces « gros bras » de l'extrême droite française, qui sont en majorité chômeurs ou cantonnés dans des « petits boulots » (coiffeurs, manutentionnaires...), ne sont pas tous issus de milieux populaires. Quelques-uns, dont Serge Ayoub, ont fréquenté les écoles des beaux quartiers de Paris ou les universités avant de se raser le crâne. Certains, une minorité, sont même



d'origine... juive, arabe ou portugaise ! Mais les uns comme les autres évoluent dans un monde de violence et de fanatisme qui autorise toutes les contradictions.

Ils ont l'impression de mener une guerre tribale sur le macadam français et jouent à grimer leurs « modèles » anglais autant que les Waffen SS, arrosant parfois leurs défilés d'alcool et de substances prohibées (amphétamines, cocaïne...). Ils vivent au rythme des séjours au poste de police, des camionnettes - surtout patrouilles en province et en grande banlieue - ou des « descentes » dans les concerts. Hormis quelques meneurs, généralement étudiants, leur « conscience politique » se limite au sens du coup de poing et à la haine de l'autre, qu'il soit juif, noir ou arabe.

Une sous-culture néo-nazie

La musique joue également un très grand rôle dans la diffusion de leurs idées. Des groupes, à l'existence parfois éphémère, se forment partout en France. Les paroles, vociférées sur des rythmes très lourds, sont généralement sans équivoque. Banker, un groupe de Mers (Oise), « chante » ainsi : « Gloire à toi, fasciste, gloire à toi, PNFE : gloire à toi, Waffen SS... ». L'épique 68, un autre groupe aujourd'hui disparu, assurait, quant à lui : « Nous imposons notre drapeau, nous imposons l'ordre nouveau », ou encore : « Terroristes à mort, immigrés dehors ».

D'autres formations aux noms évocateurs - Racial Kampf, Nouvelle Croisade, Ultime Assaut, Chances pourris... - naissent et meurent chaque semaine dans la semi-clandestinité de caves de banlieue, à Paris ou en province. Il y a de même pour les fanzines, petits journaux de fabrication artisanale vendus sous le blouson ou par correspondance.

Une sorte de sous-culture néo-nazie à la mode française s'est en fait mise en place depuis cinq ans, avec ses filières, ses combines et ses mystères. Les concerts, organisés dans des salles privées ou, encore mieux, en Belgique flamande, accueillent des centaines de spectateurs « dignes de confiance », ayant acheté leurs billets à l'avance. Quant aux insignes en tout genre et aux diques officiellement interdits, il est facile de se les procurer dans l'arrière-salle d'un magasin de disques situé près de l'Hôtel de Ville de Paris ou dans une librairie de bandes dessinées tenue dans la capitale par un Belge.

Mais le fleurissement des skinheads néo-nazis français reste sans nul doute un label de diques installé à Brest, Rebels Européens. Dirigé par l'ancien manager du groupe Brel Combat, Gaël Bodilis (2), il s'est imposé en quelques années comme le leader mondial en la matière.

Un autre bulletin, 732 Poitiers, lié à la section illoise du PNFE, assure que « l'holocauste, c'est du bidon » et certifie que les chambres à gaz n'ont jamais exterminé les juifs. Un article consacré à la télévision résume l'état d'esprit de ces jeunes gens : « Plus de rédemption à

matière et reçoit des commandes en provenance des Etats-Unis, de Belgique, d'Angleterre...

Car une sorte d'internationale skinhead s'est bel et bien formée ces dernières années : le mouvement compte des adeptes dans toute l'Europe de l'Ouest - y compris dans les pays méditerranéens comme l'Espagne (Barcelone), l'Italie (Verone, Milan), la Grèce (Salonique, Athènes), - mais aussi à l'Est (Pologne et surtout RDA), où ils se distinguent comme hooligans sur les stades. Tous sont des lecteurs assidus d'une publication anglaise Blood and Honour (« Sang et honneur ») rédigée par Ian Stewart, chanteur du groupe londonien Skrewdriver et porte-drapeau de la confrérie des « rasés » européens.

Malgré cette intense activité « culturelle » internationale, les skinheads nazis, au moins sous leur forme classique (crâne rasé, tenue de combat), sont en très nette perte de vitesse à Paris. En revanche, les jeunes ne portant pas forcément le cheveu court mais se ralliant aux mêmes idées profitent à une vitesse vertigineuse. « Ils sont de moins en moins skins et de plus en plus nombreux », résume un observateur « neutre ». Des « jeunes de milieu » assurent également que les relations entre les bandes des différentes villes de l'Hexagone sont fréquentes : il ne se passe de même avec l'étranger : les Lillois, vont en Belgique, tandis que les Alsaciens se tournent vers l'Allemagne.

Les Français ne déplacent aussi fréquemment. A cela une autre raison : le Paris des bandes les a rejetés de la capitale, où ils ne disposent plus de points de ralliement sûrs, en dehors du Parc des Princes et de rares cafés. Il faut donc que certains « gangs » de jeunes se soient fait une spécialité de la « chasse aux skins », un « sport » très prisé par les Red Warriors (les « Guerriers rouges ») implantés à Fontenay-aux-Bois, les Félins de Juvisy ou Leader Force du quartier de Montparnasse, sans parler de toutes les bandes des banlieues, notamment les Zoukous, qui règnent sur le secteur de la gare du Nord chaque fin de semaine. Mais, depuis l'affaire de Carpentras, les plus acharnés des « chasseurs » sont sans nul doute les jeunes extrémistes juifs.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) En 1985, dans la foule du drame de Royan, divers sorts de raséistes avaient été connus dans plusieurs stades de France (Mers, Nice, Laval, Amiens...) au nom des « Hooligans de Paris 90 ».

(2) Ce label de diques est à l'origine de l'organisation d'un festival « contre le communisme », le 28 mai 1988. Plusieurs centaines de skinheads venus de toute la France avaient alors rallié la région de Brest, se livrant à quelques razzias. Le festival avait finalement été interdit.

Les lectures de la « rébellion blanche »

De multiples « bulletins de liaison » circulent dans les rangs néonazis français. Ce sont souvent des publications de fabrication artisanale, en noir et blanc, de format minuscule et de qualité d'impression médiocre, diffusées par correspondance ou dans des librairies spécialisées. Elles traduisent parfaitement l'état d'esprit des militants des divers groupuscules d'extrême droite.

Les rédacteurs s'efforcent de donner des « nouvelles du front », tant en France qu'à l'étranger, et d'aborder certains aspects historiques ou des questions d'actualité. L'ennemi est désigné : la « démocratie antijuive et corrompue » selon les

termes employés dans le Glaive, un mensuel parisien affilié au Parti nationaliste français et européen (PNFE).

732 Poitiers

Dans ce même bulletin, les citations d'Adolf Hitler sont tirées en préceptes et les « mémoires » dénoncés de façon obsessionnelle. On y lit aussi : « Il n'y a rien qui prouve que les juifs que l'unité parfaite, l'unité morale d'un mouvement ou d'un peuple. S'ils ont toujours été partisans de la démocratie, c'est qu'elle ne présente d'avantages que pour les ennemis d'une nation ».

Quant au Rebelle blanc, une feuille tourangelaise qui se pro-

clame « organe de la rébellion blanche », il rend volontiers hommage à Rudolf Hess, « homme de paix et martyr », avant d'imprimer les paroles sans équivoque d'un groupe skinhead belge : « Je me souviens du bon vieux temps, Hitler avait raison, tous les juifs et tous les immigrés dans les foyers et les camps de concentration ».

Un autre bulletin, 732 Poitiers, lié à la section illoise du PNFE, assure que « l'holocauste, c'est du bidon » et certifie que les chambres à gaz n'ont jamais exterminé les juifs. Un article consacré à la télévision résume l'état d'esprit de ces jeunes gens : « Plus de rédemption à

payer, plus d'émancipation de l'esprit. Passez votre soirée dans votre lit... ». Il vous ne verra ni cocottes, ni socialistes, ni judéo-macrotiques, ni médiocres - à lire des ouvrages sur la vraie vie telle que la vivent nos ancêtres. Ou sortez dans la rue, passez des tracts dénonçant cette société décadente ».

Toujours dans 732 Poitiers, cet avertissement solennel : « Notre force commence à inquiéter la justice internationale. (...) Jamais nous ne céderons devant les forces macrotiques. Blémé, leur défaite sera totale et ce jour-là l'addition à payer sera pour eux la kurdie ».

Ph. Br.

L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. JEAN-DENIS BREDIN

Coupables d'être innocents

« Je n'étais plus coupable que d'être innocent... » C'est avec Joseph Caillaux devant la Haute-Cour, M. Pierre Moineau l'inscrit au compte de M. Jean-Denis Bredin, ou plus exactement au profit de tous les autres, réels ou imaginaires, dont le nouvel académicien a pris le parti.

Avec l'équation antinomique innocent égale coupable, M. Moineau a su dégager la formule essentielle commune à l'action et à l'œuvre de l'avocat, du juriste, de l'historien, du romancier qu'il accueille sous la coupole et qui en scelle l'unité profonde en dépit d'évidentes disparités. A première vue on trouve en effet peu de ressemblances entre les destinées et leurs motifs.

de Sisyphus, du Dreyfus de l'Affaire et de Joseph Caillaux - Caillaux dont l'adversaire féroce, Georges Clemenceau, occupa fictivement à l'Académie ce troisième fauteuil dévolu à M. Bredin. Ironie du sort, trois coupables à défendre voire, pour au moins deux d'entre eux et dans une certaine mesure, à réhabiliter.

Même souci justifié dans les romans. Il s'attache même à cet *Enfant sage* qui vient de paraître, et à cet enfant trop sage entre deux parents désemparés et qui bascule dans le drame. A plus forte raison au malheureux Ali, dans *Le Coupable* précisément, qui retrouve ces jours-ci une terrible actualité, dont le seul crime est son nom, sa couleur de peau. Peu de pardon pour

ceux qui ont le tort d'être victimes et à qui l'auteur prodigue une pitoyable vengeance.

Par une coïncidence qui n'est sans doute pas fortuite, Jean-Denis Bredin était jeudi 17 mai, jour de sa réception à l'Académie française son sixième anniversaire (il est né le 17 mai 1929). M. Moineau l'a célébré et chanté et ses confrères ont été pleinement satisfaits aussi. N'ont-ils pas tout d'abord élu en sa personne l'écrivain, un écrivain qui vient de donner un éblouissant spécimen de son talent avec l'éloge de Marguerite Yourcenar, un des plus beaux textes qu'elle aura inspirés ?

J.-M. D.

Le discours du récipiendaire

MESSIEURS, MADAME,

Le roulement de tambour rythmant une marche héroïque ou une procession capitale, ces uniformes de généraux très civils, ces épées lourdes de précieux symboles, pareilles à des musées, cette illustre coupole qui mène le talent au point de la confusion, tout de mer et de rites assemblés... comment le nouveau venu ne se demanderait-il pas quel rêve étrange il traverse, et quel est celui d'entre vous qui voudra bien le bousculer ?

Celui-ci redoutait les uniformes et le voici emporté dans le costume qu'arbitra Bonaparte. Il s'est obstiné à fuir les cérémonies, et le voici acteur de la plus cérimonieuse d'entre elles. Il s'est dit que le plus beau de la vie d'un homme était ce qu'il avait manqué, et le voici reçu dans une compagnie dont l'éclat ne trahit pas l'itinéraire.

Mais j'imagine que chacun, à votre heur, vous levant ici pour discerner sur un mort, vous vous êtes demandé si vous endormiez votre jeunesse, ou si vous assomiez votre sagesse, et si tant d'hommes ne pesaient pas trop lourd. Votre exemple me rassure. Il me dit que vous vous tenez à bonne distance de votre image, et que tant chez vous que pour être une douce mémoire le côté à la française, sans céder à la vanité.

Deux artistes

Je prendrai donc, messieurs, sans réticence, le plaisir de vous remercier. Pour tenter de le bien faire, j'ai consulté les précédents et observé que l'usage proposait au nouvel élu deux voies pour envelopper son remerciement. La première lui suggère d'exposer sa parfaite indignité. Ainsi fit en 1640 l'avocat Olivier Patru, qui substitua, aux quelques paroles de reconnaissance jusqu'à prononcées un long discours, opposant le génie de ceux qui l'accueillaient à sa délicate médiocrité. « OÙ chercher, se demandait Patru, cette noblesse de génie qui ne se tire que du ciel et qui fait à l'homme un présent et dans tous ses ouvrages ?... Sans ce feu divin, on ne peut voir suivre, on ne peut monter avec vous au faite de la montagne. » Le compliment parut si beau, en tout cas si agréable à entendre, que l'Académie l'érigea en tradition. Mais qui serait capable d'égalier Patru ?

Un second artiste, plus moderne, incite à laisser croire que l'on a été choisi non pour soi-même mais pour ce que l'on représente, et que l'on vient avec la mine modeste d'un intermédiaire. Cette manière risquait de m'attirer. Comment un avocat oublierait-il la bienveillance que votre tradition n'a cessé d'accorder aux représentants du barreau ? Il est vrai que certains de mes confrères ont emprunté, pour vous séduire, des chemins détournés. Ce n'est pas, semble-t-il, en sa qualité d'avocat que Pierre Corneille choisit, non sans mal, à cueillir vos suffrages, ni Jean de La Fontaine, qui le fut si peu, ni Boileau, qui ne plaça qu'une fois. A notre siècle, Raymond Poincaré, Louis Barthou, Edgar Faure, crurent sage de monter l'escalier des fonctions publiques pour arriver jusqu'à vous. Mais vous choisîtes un avocat, parmi vous, un moment, le temps de penser à Georges Lizard, votre confrère, le mien tout autrement.

Hommage à Georges Lizard

Je le vois, ouvrant la porte de son bureau de boulevard Saint-Germain, long, sec, il a l'allure d'un grand d'Espagne, il tient sa pipe à la main, il regarde son hôte fixement. Je le vois à la barre : si tôt qu'il y paraît, il en devient le maître, il amène l'audience, autour de lui tous les gens de justice ont l'air agités et bouillonnants. Il plaide, l'entends sa voix qui roule comme un torrent, et comme un torrent elle emporte. Tel est son art, Georges Lizard démontre et fascine à la

fois. Je l'écoute me parler, philosophe sceptique, cardinal en robe noire, ces derniers jours de sa vie, les mots caillent à peine le désenchantement incide des souffrances trop dures, trop tôt comblées, son sourire un peu mélancolique dit ce respect des autres, forme exquise de sa bonté, et aussi son courage, qui masquait tant d'inquiétude. Il a été de ceux dont j'ai tenu l'honneur d'être avocat. Je n'aurais pu, messieurs, madame, prendre place parmi vous sans regarder vers lui, parce qu'il a éclairé ma jeunesse, aussi parce que la mort brutale de l'un des vôtres a empêché, il y a seize ans déjà, que l'on parût ici de lui.

Mais je reviens à mon propos. Autant des artifices évoqués ne peut vraiment vous satisfaire. Décrire son insuffisance, se dire indigne de siéger parmi vous, c'est postuler que vous avez eu très mauvais goût. Se transformer en symbole, c'est dénaturer votre compagnie, la prendre pour une assemblée d'arts et de métiers. Peut-on vous bien remercier en protestant que l'on ne devrait pas être ici, élu par erreur, ou choisi par procuration ?

Fier et heureux

MESSIEURS, je vous ai présenté humblement, vous avez bien voulu m'accueillir. L'honneur n'est pas reçu par résignation ni par politesse, il fut accepté. Ce pourquoi j'aurais joie à vous dire ma gratitude. Je vous remercie pour l'enfant que je fus, pour l'homme que je suis, pour l'homme que je serai. Je vous remercie pour ce moment où j'ai été élu à l'Académie française. Je vous remercie, pour le retour que je suis, de cette parole qui vient d'élever le nom de vos élus. Me voici donc « de l'Académie française ». Fier et heureux d'être votre parent. Je vous remercie enfin pour le vieux homme que je vois se profiler, auquel vous promettez une immortalité qui l'aidera à mieux prendre le temps qui vient. Le meilleur, qui est d'être parmi vous, debout ce jour, assis peut-être, coup d'oeil à l'arrière, le meilleur qui fut de rencontrer, qui sera de vous retrouver, il ne peut guère se dire à voix forte, ni sur le ton d'un discours. Le chuchoter ce n'est pas l'oublier. Et Marguerite pourrait bien me rappeler à l'ordre, me signifier, d'un geste souverain de la main, que je m'attarde trop longtemps à des fatuités.

Rien qu'une ombre

La rencontre de votre compagnie et de Marguerite Yourcenar ne fut pas, dit-on, une aventure ordinaire : rien que deux rendez-vous, le temps de deux après-midi. Vous l'avez invitée à deux reprises, vous lui avez tendu la main, elle a cédé, elle est venue, elle a mis sa longue robe, et ce grand chapeau imaginé pour vous plaire, elle vous a parlé, elle vous a documenté, qu'elle n'avait rien de commun, qu'elle succombait à vos séductions, elle vous a finalement suggéré d'écouter les pierres aussi bien que vous l'écouteriez, et elle a disparu.

« Je ne vous cacherais pas, madame, que ce n'est pas parce que vous êtes une femme que vous êtes ici aujourd'hui : c'est parce que vous êtes un grand écrivain. » Ainsi disait votre confrère Jean d'Ormesson. L'accueillant en votre nom, et l'éloge ne lui pas lui déplaire. Évoquant son « moi incertain et flottant », Marguerite Yourcenar se décrivait accompagnée sous votre coupole de la troupe invisible des femmes qui eussent dû recevoir avant cet honneur, au point, disait-elle, qu'elle était tentée de s'effacer « pour laisser passer leurs ombres ». Pourquoi fut-elle la première à laquelle, selon ses propres mots, vous avançâtes un fauteuil ? Serait-ce parce que lui fut souvent prêtée un talent masculin, dans un classement arbitraire des sensibilités ? Serait-ce que la force et le poids de sa culture gréco-latine lui conféraient chez vous une sorte de légitimité ?

Ces raisons pourraient se mêler, et chacun de vos choix est, heureusement, un mystère. Sans doute aucune des ombres évoquées par M^{me} Yourcenar ne pouvait-elle convenir à vos prédécesseurs. L'une était suisse, mariée à un Suédois. Une autre avait fait scandale par les turbulences de sa vie. Une autre avait dansé

de Sisyphus, du Dreyfus de l'Affaire et de Joseph Caillaux - Caillaux dont l'adversaire féroce, Georges Clemenceau, occupa fictivement à l'Académie ce troisième fauteuil dévolu à M. Bredin. Ironie du sort, trois coupables à défendre voire, pour au moins deux d'entre eux et dans une certaine mesure, à réhabiliter.

Même souci justifié dans les romans. Il s'attache même à cet *Enfant sage* qui vient de paraître, et à cet enfant trop sage entre deux parents désemparés et qui bascule dans le drame. A plus forte raison au malheureux Ali, dans *Le Coupable* précisément, qui retrouve ces jours-ci une terrible actualité, dont le seul crime est son nom, sa couleur de peau. Peu de pardon pour

Une enfance privilégiée

Je suis parti à sa recherche. Je suis allé sur son île d'Amérique, à Mont-Desert. Là-bas tout parle d'elle, la mer immobile, les lacs gelés, le soleil illuminant la glace... Un lieu qui semble au bout du monde.

Je l'ai suivie dans ses livres. « La réalité d'un écrivain, a-t-elle écrit, est à chercher dans ses livres. » L'œuvre devient vie. Et la vie devient œuvre. Non, mieux que M^{me} Yourcenar, n'a témoigné de cette force terrible de l'écrivain. Chez elle, la culture, la poésie, la mémoire, sont les serviteurs de l'écriture. Il n'est jusqu'à la parole qui ne se soumette. Écoutez-la parler, écoutez ces phrases, savamment construites, qui ne supportent ni le désordre, ni l'hésitation. Les mots dits sont encore des mots écrits.

Cette petite fille qui vient de naître, par hasard, à Bruxelles le 8 juin 1903, la vieille dame de Mont-Desert, assise à son bureau, la contemplait. Elle pensait le mot. Des mots de la vie, des mots de l'écriture, ses yeux qui réfléchissaient les choses sans les reconnaître. Cette enfant, constata-t-elle, est une privilégiée, et elle le restera. Elle ne fera pas l'expérience du froid et de la faim. Elle ne subira pas la torture. Elle n'aura pas, si ce n'est quelques années, à gagner sa vie. Dans les temps les plus serviles de l'histoire, elle ne sera jamais servile. Mais cette enfant, pour le moment, dort sur les genoux de sa gouvernante, sous un tilleul... Feuilletons ensemble les pages de l'album, comme elle le fit elle-même quand elle voulut rendre la vie à son père ; suivons-la, du berceau à la tombe, tâchons de l'accompagner.

12 000 petits déjeuners

PRENONS cette première photo. Marguerite - Clémenceau de Crayencour - à six ans. Ses longs cheveux noirs tombent sur ses reins. Appuyée à une table de dentelle, elle regarde le photographe, d'un regard résolu, un peu triste. Elle est potelée, elle semble caressée, on dirait que Renouir l'a peinte. Marguerite n'a pas de mère. Cette mère est morte des suites de l'accouchement. Fernande de Cartier - ainsi tombée - au champ d'honneur des femmes », constatera l'écrivain - n'a jamais compté pour sa fille. La mourante a eu le temps d'une dernière recommandation : « Si la petite a envie de se faire religieuse, qu'on ne l'en empêche pas. » Mais le père tira ce vœu, et l'enfant ne viendra jamais à la petite.

Marguerite vit avec son père, tantôt à Lille, tantôt au Mont Noir dans la propriété près de Baillieux, où les Crayencour régnent sur le château, sur les terres, sur les gens. La vraie souveraine, c'est Noémie,

la grand-mère, bourgeoise très satisfaite. Noémie qui mourra d'un arrêt du cœur, quoique ce cœur, observera Marguerite, eût fort peu servi. Le grand-père et la grand-mère sont riches. Ils forment un couple respecté. Ils gèrent bien le patrimoine et leurs deux beaux enfants. Ils n'ont rien à se dire. Et ils prirent ainsi, écrit-elle, « dans un silence poli, ou avec des répliques qui le sont à peine, près de douze mille petits déjeuners ».

Un père bohème

TOUT différent est Michel, leur fils cadet, ce père auquel Marguerite devra tant. Dès ses quinze ans il a fait fugue. Toujours vagabond il placera au-dessus de ses lits ces mots qui conduiront sa vie : « On n'est bien qu'ailleurs. » Michel aime les uniformes, les poètes, les femmes, le jeu surtout, qui sera sa passion. Militaire, il a déserté. A Londres, il s'est fait colleur d'étiquettes, professeur d'équitation, amant surtout de la belle Maud, il s'est cru bafoué, il est rentré en France, il a vécu la cérémonie de l'attachement des galons. Ses galons, il les a reconquis ; à nouveau il a déserté pour rejoindre Maud, elle l'a accusé de ne pas être capable de se couper le bout du doigt pour elle, il s'est aussitôt amputé de deux phalanges. Il l'aime, mais tout n'a qu'un temps ; et le temps est venu de penser au mariage. Michel, Michel, comme il s'appelait à Londres, redevient en Belgique Michel de Crayencour, il épouse Berthe, dont lui naît un fils, il a plutôt deux femmes, Berthe et sa sœur Gabrielle, il mène la vie qui lui plaît, il se fait tatouer sur le bras ces six lettres qui ressemblent au nom d'ordre d'un forçat et contredisent sa vie. La fatalité, la fatalité est qu'elle meurent, toutes deux, Berthe et Gabrielle, en octobre 1899, à quatre jours de distance. Michel enterre sa femme au cimetière familial, et c'est la fin de sa seconde vie. Il commence aussitôt la troisième. Fernande de Cartier est belge, de bonne famille, ce jeune vœu est riche et séduisant ; il se marie, cela ne fait pas même un an que Berthe a disparu Michel et Fernande auront trois années pour se serrer l'un contre l'autre, trois années, dira Marguerite, d'une valse lente à travers l'Europe, dans les musées, les parcs royaux, les sentiers de montagne. Fernande fut encainte, elle accoucha, elle mourut. Marguerite de Crayencour était née.

Un étonnant précepteur

MONT Noir, Mont-Desert, cette vie a commencé, elle se finira sur des « monts » qui n'en sont pas. Dans cette Flandre française, le Mont-Noir n'est qu'une colline, qui doit son nom aux sapins qui la couvrent. Veuf à nouveau, Michel est seul. Avec ses deux enfants. Seul, à vrai dire, il l'a toujours été. Le temps est partagé entre les marches dans le parc, les promenades à cheval, les joies et les soucis de la première autonomie, et surtout la lecture, car tous les livres sont ici rassemblés. Un père ? Pas un père, dira Marguerite Yourcenar à Mathieu Galey. « Un monsieur plus âgé que moi », un ami, un étonnant précepteur aussi, qui lui apprendra tout, n'imposera rien. Au Mont Noir elle apprend à caresser les thèses et les monnaies, à ne pas déranger le sommeil des lapins, elle apprend à traiter les gens tous de même manière, maîtres ou domestiques, châtellains ou paysans. Elle apprend à être seule aussi.

Le Mont-Noir vendu à la mort de la grand-mère, Michel emménage la petite à Paris, avenue d'Antin. Elle a neuf ans. Le père continue d'enseigner joyeusement sa fille, il lui enseigne l'anglais, le grec, le latin. Le soir, quand Michel ne sort pas, ils lisent ensemble Racine, Saint-Simon, Chateaubriand, Flaubert. Ensemble ils vont au théâtre, où ils sont le théâtre, ils jouent livres en main Shakespeare et Hugo. Mais elle apprend bien mieux encore. Elle apprend à voir vivre son père, un homme libre que rien ne retient, si ce n'est l'amour. Elle apprend à partir « On s'en fout », disait-il dès que quelque chose allait mal, on n'est pas d'ici, on s'en va demain. » Elle apprendra à aimer l'une

Initiations

TOURNONS les pages. La voici à seize ans, les cheveux toujours très longs, ramassés sur l'épaule droite, grave, si séduisante par l'élégance des attitudes et la profondeur du regard. Les années de la grande guerre, Michel et Marguerite les ont vécues dans la banlieue de Londres, puis à Paris, puis au nord de la Méditerranée. Elle n'a cessé de lire, d'acquiescer, de regarder, de partir. Un nuit de l'été, à Londres, partageant le lit d'une jeune femme, elle a « trouvé », dira-t-elle, « d'émotion, les mouvements nécessaires à deux femmes qui s'aiment ». Un autre soir, un homme l'a initiée, la caressant de la bouche et des mains, l'assurant qu'elle était belle. En 1919, Mademoiselle de Crayencour, a passé son baccalauréat à Nice, sans avoir mis les pieds à l'école. Écoutons cette bachelieresse parler d'elle. Elle a, se regardant dans la glace, l'impression d'être quelqu'un d'important, impression qui ne lui passera guère. Elle a aussi, dira-t-elle, une « vague idée de la gloire ». Que faire, sinon tenter de devenir écrivain ? Son père, qui traverse des difficultés d'argent, trouve les 3 000 francs qu'il faut pour publier, à compte d'auteur, un premier recueil de poèmes, le *Jardin des chimères*, que Marguerite dira plus tard long et ennuyeux, puis un second, *Les deux ne sont pas morts*, plus mauvais encore, affirmera-t-elle. Il lui faudrait un pseudonyme. Avec son père, elle s'amuse un soir à faire des anagrammes du nom de Crayencour, déplaçant les mots et les lettres sur une feuille de papier. L'y grec s'installe naturellement en tête. Marguerite Yourcenar entrera en littérature...

La vagabonde

Le 12 janvier 1929, Michel de Crayencour meurt dans une clinique de Lausanne. Regardons cette jeune femme qui le pleure, qui l'oubliera, qui le retrouvera quand elle en fera la personnalité essentielle de *Labyrinthe du monde*. Elle est étonnamment vêtue. Déjà, elle affectionne les châles. Les cheveux sont maintenant coupés courts, le regard à l'ennemi, elle est belle. Pendant dix ans, elle a voyagé et elle a écrit, car l'écriture a maintenant conquis sa vie. Elle a parcouru l'Italie, rêvé sur les ruines, aperçu le fascisme naissant. Elle a regardé vers l'Inde, traduit des contes orientaux, publié des poèmes. Elle a entrepris un immense roman qui devait traverser les siècles, en quelques années elle a rédigé des centaines de pages qu'elle jettera pour la plupart.

Tandis qu'elle soignait son père en Suisse, elle a écrit *Alexis ou le traité du vain combat*, étrange récit où se reconnaît l'influence de Gide, longue lettre écrite à sa femme par un homme qui aime les mots. Il décrit ces familles où l'on ne se parle qu'à voix basse, où l'on peut être heureux pourvu que l'on ne cesse pas d'être triste. Il dit l'importance des silences dans la vie. Il dit surtout qu'il faut savoir vivre ce que l'on est, faire ce que l'on veut, savoir partir, et laisser partir. « Mon ami, écrit Alexis, achevant sa lettre d'adieu à sa femme, je vous ai toujours crue capable de tout comprendre, ce qui est bien plus rare que de tout pardonner. »

Lire la suite page 10

LA RÉCEPTION DE M. JEAN-DENIS BREDIN

Le discours du récipiendaire

Suite de la page 9

Fouilletons l'albume et les dix années qui vont à la seconde guerre mondiale. Voici Marguerite Yourcenar, désormais seule, sans cesse vagabonde, écrivain, écrivain tourjourné. En 1931, elle publie la *Nouvelle Eurydice*, un roman lourdement « littéraire », dira-t-elle, et elle le qualifie de « véritable succès ». En 1940, dans le sillage de la *Revue de la poésie*, elle écrit une longue critique où elle explore son talent à mêler l'histoire et les mythes, tel l'annexisme italien et la légende arabe. De cet ouvrage exprime quelques-uns des thèmes qui deviendront ses obsessions : son refus de toute servitude, son dédain de couple conjugal pris dans « le tissu des misères », et sa curiosité de la mort.

Crise passionnelle

COMMENCÉ à Constantinople, achevé Athènes en 1936, son livre *Peux-marie, si donc une rupture dans sa vie. Elle, d'ordinaire si discrète sur sa vie privée, l'écrira trente ans plus tard. ce fut « le produit d'un amour passionnel », d'un grand amour pour un homme qui s'est aimé peu.*

L'ouvrage rassemble, à travers les mythes de la Grèce antique — auxquels sont mêlés des éléments de la tradition chrétienne — des symboles de l'amour total, de l'amour fou. Entre les poèmes en prose, vrais extraits de style, la jeune femme blessée laisse éclater sa révolte, avec une brutalité qui la révèle. « Quand je te quitte, j'ai du fond de moi ma douleur, comme une espèce d'horrible enfant » Et encore : « Si tu touchais mon cœur, tu me ferais mourir tout court ». S'est-elle alors retenue de la mort ? « Je ne me tuerai pas. On oublie si vite les morts. » A-t-elle perdu jusqu'à la goût du bonheur, après, pour toujours, la solitude comme sa Marie-Madeleine l'avait apprise du Christ, au Christ qui l'avait « sauvée du bonheur » ? L'auteur ignore, l'amour à la française comme elle dit, n'est-ce pas ? Mais elle ne cessera jamais de désirer de s'en méfier.

age, mœurs, les us et les coutumes, les traditions, les principes, les paroles en 1938, disent-elles en certain apaisement. Les récits prirent à la Grèce, aux Balkans, à l'Asie, continuant du mélanger les mythes à la vie. Des ses vingt ans, Marguerite Yourcenar a découvert la littérature orientale. Elle y cherchera, dira-t-elle, une certaine « harmonie » entre la connaissance subtile des rapports entre les hommes et les femmes, un sens aigu du flottement des choses, du passage du temps. Le vieux peintre Wang-Fo « a enfin atteint l'âge où la nuit sert à dormir » et « il aimait l'image des choses parées de la nuit, et les choses se défilant dans la nuit ».

« C'est ainsi que, quand elle a rencontré Chenghi, le plus grand séducteur qui eût étonné l'Asie, s'aperçut qu'il fallait commencer à mourir ; pourquoi ce serait-il plaint d'un sort qu'il partageait avec les fleurs, avec les arbres ? Le désir avait appris à Kaili, la jeune fille, à ne pas se laisser emporter par l'homme qui l'enseignait l'inutilité du regret. Tous ensemble, ils s'agréaient, en souffrant, et sans cloier la voix, que l'homme et son œuvre étaient irremplaçables, qu'ils s'en allaient bien sûr, comme le vieux peintre Wang-Fo sur le monde des fleurs, et qu'il n'y avait rien de plus à faire qu'ainsi sont les choses et qu'il ne convient pas d'en faire un drame.

« Le Coup de grâce »

ECRIT en quelques semaines, entre
Castel et Sorrente, le *Coup de
grâce* éclaire l'autre face de Mar-
guerite Youcenar : sa part de violence.
De nouveau, comme dans *Daniel du père*,
l'histoire lui fournit prétexte : ce sont
cette fois-ci les guerres baltes et la lutte
antibolchévique. Eric von Lohmond sem-
ble un lointain parent d'Alexis. Comme
Alexis, il aime les hommes. Comme
Alexis, il aime la guerre. Comme Alex-
is, capoté, il a eu bien moins l'amour
des garçons que la solitude. Les femmes
n'y peuvent venir et toutes la sacralisent. «
Mê de pure prussian, Eric voit s'écrouler le
monde de ses ancêtres, il se bat pour le
défendre. Il aime l'ennemi, qui est respect.
accréditation des autres, le contraire des
guerriers, celle qu'il partagea avec Conrad
son camarade. Il ne peut pas, il ne veut
pas aimer Sophie la jeune de Conrad, il la
hait parce qu'il est aimé d'elle, et quand il
la retrouve, quand condamnée à mourir
elle demandera qu'il lui porte, de sa main,
le coup de grâce, il le fera sans fléchir.
J'ai compris qu'elle n'avait voulu que se
venger, et le léguer des remords, à l'épave
romain. La femme amoureuse s'est venue
sublimée au maudite. C'est l'ennemi
qui est le salut. Il y a des héros ou des
monstres ? Ce jeune prussien qui déteste
les femmes, accuse les juifs, exalte la
guerre, la mort et les vertus viriles, qu'en
pense vraiment Marguerite Youcenar ?
Ce coup de grâce est un étrange regard sur
ce qui vient.

Long et dernier refuge

CE qui vient, c'est le bruit des bottes du nazisme, c'est la guerre, qui surprendra Marguerite Yourcenar en Suisse, au hasard de ses voyages. Ce qui vient, pour elle, c'est une longue aventure, la seule continuité de sa vie, une aventure qui commence par le mot « pol-

lue » d'amour, comme elle dira, qui se continuera dans le partage quotidien des misères et des joies, qui s'achèvera au même cimetière. Grace Fricx, une Américaine de son âge, elle l'a connue en février 1937. Ensemble elles ont parcouru l'Europe, passé un hiver aux États-Unis, où Marguerite Yourcenar a découvert les negro-spirituels, « un grand moment de l'émotion humaine », dira-t-elle. Marguerite a promis à Grace de la rejoindre en Amérique, et ce n'est pas la guerre qui la ferait renoncer. Elle s'embarque à Bordeaux en octobre 1939. Pour un hiver ? Pour une vie.

Pendant dix ans, dira Marguerite Yourcenar, j'ai abandonné l'idée d'écrire. Elle devra, pour la première fois, travailler pour vivre, et elle sera professeur de français dans la banque de New-York. Elle ne publiera, pendant ces années, que quelques traductions, elle écrira trois pièces de théâtre, des poèmes, mais il est vrai qu'elle semble s'être égarée dans la littérature. Se repose-t-elle, comme le lui a conseillé Edmond Jaloux, qui lui a promis que *Le coup de grêle* durait autant que la langue française ? Souffrirait-elle du malheur du monde ? Ou serait-elle presque heureuse ? Elle n'a pu partir de Grèce avant d'avoir écrit *Le silence de la mer*, la personne avec qui le partage une maison.

En 1942, elles ont passé leur premier été à l'île de Mount Desert, dans l'Etat du Maine. C'est « *univers en miniature* » leur parut et beau qu'elles décidèrent de s'y fixer. Marguerite Yourcenar a alors quarante ans. Elle sait ce qu'elle aime, elle aime le silence et le cri des oiseaux dans la nuit, elle aime la mer, elle aime la fin d'un jour, elle aime le bruisseur, elle aime ses maisons de bois, ses maisons-là qui mourant, dirait-elle, comme nous mourons, elle aime, au printemps, les proménades à cheval, elle aime les boulevards qui se balancent, devant sa fenêtre, comme les mâts des navires, elle aime les gens d'ici, qui ne sont pas d'ici, elle aime les pays de nulle part et de partout, elle pourrait le quitter bien sûr, mais elle s'y fixera, elle y mourra.

Pourquoi Hadrien ?

MARQUERITE YOURCENAR groit au hasard. C'est le hasard qui va donner vie aux *Mémoires d'Hadrien*. En janvier 1949, elle reçoit de l'auteur des deux ou trois lettres qui commencent de vieux vœux, de vieux papiers. Elle commence à tout brûler et s'arrête sur un fragment d'Hadrien, début d'une version vieille de dix ans, la troisième qu'elle eût rédigée. Mais, à ce moment de sa vie, cette nouvelle rencontre est décisive. Et pendant trois années, lisant une foule de livres, s'enfermant dans les bibliothèques, renonçant à tout autre travail, elle écrit les *Mémoires d'Hadrien*. Ce livre, qui a été un grand succès, connaît un grand succès. La voici, en quelques mois, transformée en écrivain célèbre.

Peu après Hadrien ? Elle s'en fait expliquer, cet empereur romain qui intervient à Rome comme un personnage exceptionnel de l'histoire de l'empire est intelligent en tout. Il sert les arts, il améliore la condition de l'esclave et, porté par Marguerite Yourcenar, l'antique de plusieurs siècles : il rêve d'une juste répartition des biens, il protège les arts menacés. Il fait redresser le nombre des cités, les agers qui se combinent aux rurs, il amène l'empire romain sorti de ces temps pour incarner le souverain très éclairé que madame Yourcenar voudrait au monde. Mais en même temps il est proche d'elle, et des personnes auxquelles elle a donné vie. Pour Hadrien, comme pour Marguerite, tout ce qui est humain est précieux. C'est un homme qui aime le sens, le sens de la vie, dit-il. Par sens, dit-il, par sa lucidité. Hadrien rappelle Eric, c'est un Eric qui a fait carrière. *« Vous bonheur est une innocence »* avait dit Alexis. Hadrien répète, en écho : *« Tout bonheur est un chef-d'œuvre »*. Aucun des deux ne croit, par plaisir que Marguerite l'empereur romain ait pu être si sage, si femme ni à ses multiples, il redoute, dit-il, *« le cercle étroit des femmes, leur dur sens pratique, et leur ciel gris des que l'amour a »* joue plus ». Mais, s'il rencontre le regard d'un jeune Coré assis au bord du lit, il se rappelle ce qu'il aime, et le monde soudain lui apparaît *« beau très aride de cordons et d'ombres, se couche sur ma vie »*. Et quand Antiochus prend sa barque pour s'en aller de la vie d'Hadrien, l'empereur retrouve les mots vengueurs d'Eric. *« Il me jetait à la face, écrit-il, une pierre et me disait : « Tu es défiant, tu es dur, tu perdes aux loutres, tu m'as fait m'attacher à jamais à toi »*.

Et Marguerite Youngrenar à d'autres ri-
sions encore d'aimer cet Hadrien. Le par-
tage cette sagesse qu'elle voudrait se don-
ner. A soixante ans, il commence
« à percevoir le profil de sa mort ». Regar-
dant derrière lui, il juge qu'il a utilisé de
son mieux ses vertus, qu'il a tiré parti de
ses vices. Il est heureux d'avoir aimé la
beauté, la volupté, et même les vérités
toutes simples de la débauche. Il n'a pas
d'enfant mais qu'importe ! Ce n'est pas
par le sang que s'établit la vraie continuité
humaine. Il sait qu'il va bientôt mourir.
C'est l'unique chose qu'il ne peut pas
devoir renoncer. Les jeux d'antrofolis, il
tichera d'*« enrer dans la mort les yeux
ouverts »*. Ce message, il est désormais
celui qu'Hadrien et Marguerite transmet-
tent ensemble.

Entrée de Zénon

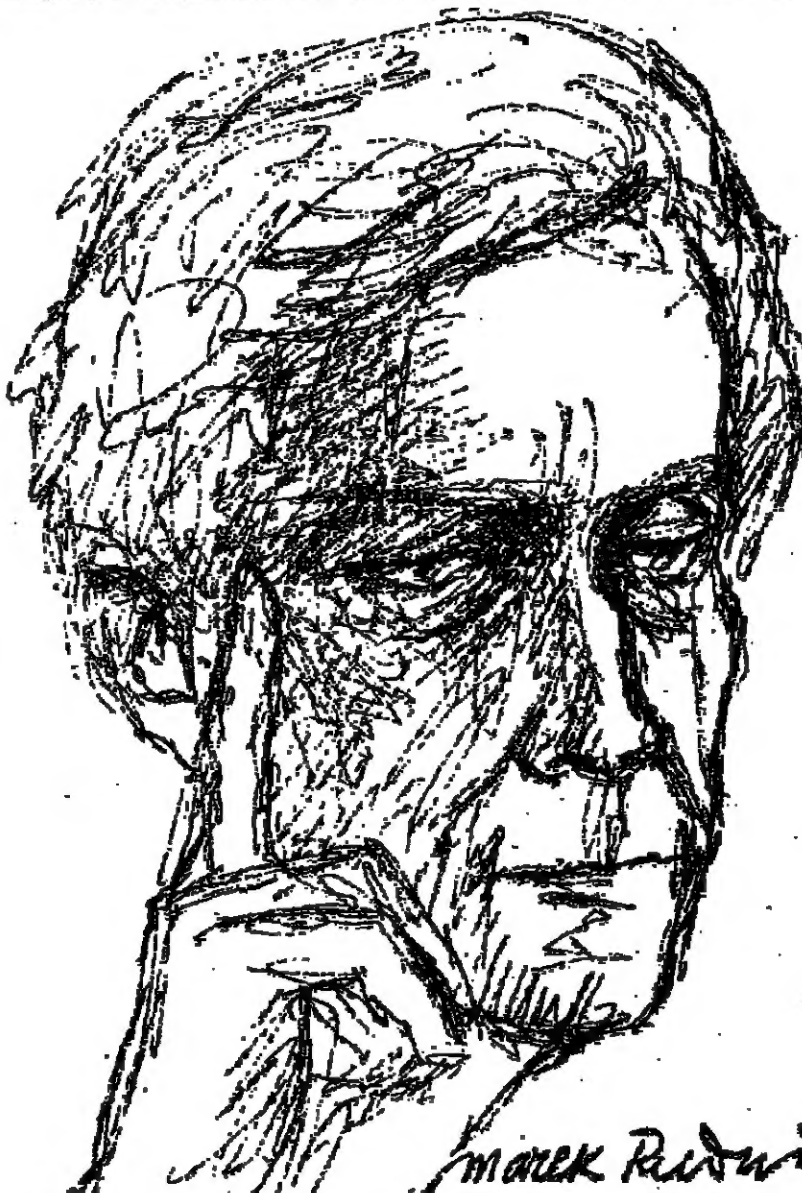
REVENONS à notre album. A Mouni Desert, Madame Yourcenar est assise à son petit bureau, devant sa machine à écrire. Elle a passé ses cinquante ans. Son visage ridé, son corps

épais, enveloppé dans une grande robe de chambre, expriment une souveraineté qui tient à distance. C'est d'ordinaire à vendre son livre à des centaines de milliers de lecteurs, ce livre qu'elle avait cru écrit, dira-t-elle, pour dix personnes. Elle a reçu des prix, et l'un de ses cousins, comme Madame Yourcenr, est très connu. Elle est connue à toutes les lettres qu'elle reçoit. Et elle ne cesse de travailler. Elle corrige plusieurs de ses romans, elle compose des pièces de théâtre, elle publie des essais, elle donne des conférences, elle est partout, inlassablement présente.

Ce qui la ramène à Mount Desert, et parfois l'y retient, c'est la maladie de la personne qui partage sa maison, sa « Petite Plaisance », car la maladie s'est installée là-bas... Dans le petit bureau où elles travaillent toutes les deux, face à face, l'un des fauteuils sera de plus en plus souvent vide. Mais voici que Zénon est rentré dans la vie de madame Yourcenar. Il ne la quittera plus.

L'Œuvre au noir fut un long enfan-
tement. La lointaine origine en fut une lecture
dans la bibliothèque paternelle.
Zénon, dans le grand projet de sa jeu-
nesse, s'était fixé qu'un épisode d'immenses
archives du Nord. Mais, en 1962, la vie de
Zénon commença à devenir une œuvre
autonome dont Marguerite Yourcenar
poursuivit la rédaction à travers tous ses
voyages. Bientôt, elle s'y consacra totale-
ment. **L'Œuvre au noir** fut publié à Paris,
en mai 1968, et le moment ne lui déplut
pas.

« Je tiens Zénon par la main, dira-t-elle, et quoi qu'il arrive, je suis sûre qu'à ma mort il sera près de moi. » De sa naissance illégitime à Bruges jusqu'à la mort qu'il



Marek Rednicki

choisir de se donner dans une prise de sa vieilles natale. Zénon, médecin, alchimiste, philosophe, est la sayante invention d'un homme nouveau, criant de la Réforme et de la Renaissance, seulement conduit par l'incertitude et la raison, un homme libre de son temps, libre de son siècle, libre de son lieu, le modèle. Devenir homme, voilà tout l'effort de Zénon. Zénon a aimé les jeunes hommes et les jeunes hommes, et s'est fait mentir sans eux qu'il se sentait mourir. Zénon a aimé les jeunes hommes, mais l'acte de penser l'inséparable malade, mais plus que les deux produits de la pensée elle-même. Zénon a plus besoin de sa mémoire pour connaître le monde, pour s'élever, écrit-elle, n'est pas pour lui que les choses sont ce qu'elles sont, sur des rives d'après inférieures, et qui ne dépendent plus de la mémoire pour continuer d'exister ». Et quand vient son procès, Zénon le joue les yeux grands ouverts, sans mentir car il a perdu toute aptitude au mensonge, sans illusion car il entend déjà « l'immense rumeur de la vie en fuite ». Reste à vivre la mort qu'il a choisie, mais un étrange quart d'heure, « il était libre ».

Pour ce livre, le plus important de son œuvre, il a écrit, Marguerite Yourcenar, lui complice d'éloges, couverte d'honneurs. Elle est partout, en Europe, aux États-Unis, partout célébrée. Mais voici qu'à partir de 1971, elle semble abandonner la plus grande part de son temps dans son pays, à la recherche d'un lieu propice à l'adolescence, ce *La Vieillesse* du monde, mémoires d'un genre nouveau où l'auteur explore le sommaire des vies dont il est le résultat car « ce bout de chair rose éternel dans un bécoté bleu », venu un peu trop tard, est « le commencement et le achèvement d'une longue brève ». Celle de ses aïeux, celle est terre où ils ont vécu, des civilisations qui les ont formés. L'histoire, à-t-elle écrit, devient comparable à une immense circulation sanguine. Elle va, elle se perdite de Crayencourt, à l'écriture des siècles.

Mais elle remonte aussi de cet écrivain qui lui restitue la vie, et lui donne un sens.

Marguerite Yourgenar n'achève pas le troisième livre *Qui ? L'Hermite*, celui qui commençait à faire parler d'elle. Mais ce n'était pas l'essentiel. « Les incidents de cette vie, a-t-elle dit, m'intéressent en tant que vole d'accès... » Tous ces gens avaient été son chemin. Elle était devenue le leur.

Marguerite vieillit bien

Si Madame Yourcenar ne quitte plus son île, ces années là, sauf pour des rares voyages, c'est aussi qu'elle y soutient, dans un long combat contre la mort, celle qui fut sa compagne de quarante années. Grace Frick meurt à Petite Plaisance le 14 novembre 1979. Que restait-il à Marguerite Yourcenar sinon à vieillir les yeux ouverts et, bien sûr, écrire ?

[illegible]

‘que chacun peut, après soi, laisse la place au chaos, elle voudrait que l'intelligence et la compassion parcourant le monde, et la sagesse aussi. Elle voudrait mourir lentement, que la mort s'inspire peu à peu en elle, elle voudrait avoir le temps d'adieu les jacinthes du Mont Noir, les ducs de Flandres, les longues coulées de gliciers sur les rochers de Mont Desert, et Omphe à midi, et le cap Soumion au couchant. Et encore avoir le temps d'entendre la messe de résurrection dans un village, au village de la mer Égée.

« Ne me demandez plus rien »

ET le temps lui manqua. Elle est morte le 17 décembre 1987 à 21 ans, à l'hôpital de Bar-Harbour. Elle n'avait encore, de la fenêtre de sa chambre, la neige qui tombait et recouvrait Mont Desert. Hadrien et Zénon lui dirent-ils la main ? A l'église proche, un mois plus tard, un office fut célébré, dont elle avait réglé chaque moment. Le pasteur lut des textes catholiques et des textes bouddhiques dont un poème religieux. *Je me demandais plus rien. Mais prenez l'oreille aux voix des pins et des cèdres quand le vent se lève.* La lecture d'une phrase de Michel de Certeau achève le service. C'était le 16 janvier. Le soleil faisait briller la neige.

Elle fut mise en terre, au petit cimetière de Somersville, tout près de là, entre les pins, près de la mer. Ses cendres avaient été placées dans un châle blanc, puis dans un panier indien recouvert d'un autre châle et enveloppé de l'étrille blanche qu'elle portait ici, ce jour où

vous l'avez regnè. L'hiver il faut déporter la neige pour découvrir, presque sous un chapeau, deux petites dentelles noires. L'une est celle de Grace Frick. Sur l'autre on lit « Marguerite Yourcenar 1903-1987 », et cette inscription, prise dans *(L'œuvre au noir, « Plaise à celui qui est peut-être de dilater le goût de Phénoïne à la mesure de toute la vie »)*, ne peut aller plus loin.

Fusion du réel et du réel

A la suivre ainsi, de sa naissance à sa mort, comme une continuité, je crains de l'avoir simplifiée. Il faudrait, pour parler d'elle, avouer ses vifs desirs, ses colères, ne pas chercher à tout prix, dans ses attitudes, dans ses livres, les leçons d'une sagesse sans remous. Il faudrait dire ses appétits, ses désespoirs, ses folies mêmes, enveloppés dans le drapé des mots.

Qui fut-elle ? Le rêve a envahi son œuvre, elle a été hantée par les mythes, mais elle a cultivé la seule réalité des choses et des gens, elle ordonnait et réglait son monde comme elle voudrait, elle était parmi les étoiles. Elle ne cessait de prononcer dans l'Histoire et dans l'Éternité, mais le miracle d'une fleur dans son jardin. — d'un oiseau qui se posait près d'elle l'émerveillait, elle était éprise de plus infime destin. Elle n'avait qu'une vie, elle lui venge un infini repent, elle vivait partout des gens inconnus, ou méconnus, répétant à la dimension de ce « nous » produit « de la vie qu'est pour elle le bonheur. Au fond, elle aime les hommes, comme elle aime les plantes et les animaux, parce qu'elle se fascine par la vie, par l'unique, et parce qu'elle déserte tout ce qui déçoit.

Les aime-t-elle vraiment ? Elle affectionne l'humanité tout entière, mais elle se sent attirée à avoir pour communauté. Et comme elle n'a ni famille, ni patrie, ni frontière, comme elle est de partout, elle dédaigne vite ceux qui sont de quelque part, les ennemis du 99, ou des moines, les ligés de la tête et du cœur. Elle ne voit guère de différence entre les races, entre les classes, elle voudrait tous les hommes libres, redressés, mais elle se détourne de ceux qui tentent d'y conduire, le combat politique lui paraît subalterne, elle aime les marins, les irrépressibles, non les révolutionnaires, elle entretient au fond le sentiment d'une société rurale, sans bourgeois arrogants, sans signes de distanciation, où les aristocrates et le bon peuple vivraient ensemble familiers et heureux. Elle voudrait que les femmes aient la liberté des hommes, qu'aucun préjugé jamais ne les retint, mais le féminisme lui semble un combat réducteur, presque raciste, et les mots les plus sévères fusillent tout au long de son œuvre la femme qui consent à la condition féminine, au mariage, à l'enfant, à la maison, au ciel épais de l'amour de l'homme. Elle s'est construite, avec le temps, une sorte de sagesse bouddhique qu'elle voudrait enseigner, et ce qui se lit aussi dans ses livres, brayée jusqu'à la mort, c'est une avidité que ni l'âge ni les épreuves n'ont pu tarir, la fascination de la volupté, parfois même de la débauche.

ACADÉMIE

[illegible]

[illegible]

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

En identifiant le rôle pathogène de certaines bactéries

Des travaux français et américains ouvrent de nouvelles perspectives dans le traitement du sida

Plusieurs récents travaux scientifiques soulignent le rôle que pourrait jouer une catégorie particulière de micro-organismes (des mycoplasmes) dans le développement du sida ouvrant aujourd'hui de nouvelles perspectives dans le traitement de cette affection. Différentes études fondamentales et cliniques sont en cours, dont les conclusions devraient être connues dans les prochains mois. La dernière et la plus importante publication dans ce domaine est signée par un groupe réunissant des chercheurs du département de biologie de Rhône-Poulenc Santé et de l'unité d'oncologie virale que dirige, à l'Institut Pasteur de Paris, le professeur Luc Montagnier (1). Nous avons demandé au professeur Montagnier de faire le point sur ces travaux.

« Le travail que nous avons publié dans les Annales de l'Institut Pasteur s'inscrit dans une collaboration établie entre mon unité et Rhône-Poulenc Santé. Il s'agit d'un travail de recherche en screening — un criblage — de molécules aux propriétés antivirales. Nous avons pour cela mis au point une technique qui permet d'analyser de manière presque automatique les produits antiviraux, et plusieurs milliers de composés ont ainsi été étudiés, nous a expliqué le professeur Montagnier. Parmi ces composés, un peu par hasard, nous avons travaillé sur des substances provenant d'un laboratoire espagnol et proches des cyclines, une catégorie particulière d'antibiotiques. Comme ces composés semblaient avoir un petit effet, Marc Lénelle, un chercheur de Rhône-Poulenc, a aussi étudié l'effet d'antibiotiques de la famille des tétracyclines. Les chercheurs français ont ainsi observé que ces tétracyclines n'empêchaient pas la multiplication du virus du sida tout en bloquant la destruction (ou effet cytopathogène) des cellules cultivées *in vitro* et infectées par les virus VIH1 et VIH2.

« Cette observation suggère que l'effet cytopathogène des VIH est dû, dans certains cas, à la présence concomitante de micro-organismes sensibles aux tétracyclines », écrivent les chercheurs. Sachant que les tétracyclines sont actives sur certains types de bactéries et que certaines catégories de cellules sanguines des malades atteints du sida sont contaminées par des mycoplasmes (2), il était logique de soulever l'hypothèse d'un rôle important joué par ces micro-organismes dans le développement de la maladie. L'équipe française étudie ainsi *in vitro* la nature des mécanismes physiopathologiques et les véritables raisons de la présence — souvent retrouvée — de mycoplasmes dans les cellules des malades contaminés par le virus du sida.

« Pour l'instant, nous en sommes à la phase de nos recherches, explique le professeur Montagnier. Je crois, à ce stade, qu'il est essentiel aujourd'hui de souligner que ni les cliniciens ni les malades ne doivent déduire de ces résultats que l'on peut traiter et guérir du sida à partir d'un simple traitement antibiotique. Il ne faudrait surtout pas que se mettent en place des traitements antibiotiques sauvages chez les malades ou les personnes contaminées par le virus du sida. » Pour le spécialiste de l'Institut Pasteur, qui précise que son laboratoire réalise « un très gros effort dans ce domaine » — une quinzaine de personnes travaillant sur ce sujet, l'évaluation fondamentale et clinique associée à une expérimentation animale — sur le sujet — demandera plusieurs mois. La principale question soulevée porte sur le fait de savoir si les mycoplasmes jouent effectivement, comme on peut le penser, un rôle actif dans la maladie ou si, au contraire, ils ne s'agit là que d'une présence sans signification, l'équi-

valent microscopique des infections opportunistes » presque toujours retrouvées, à un moment ou à un autre de l'évolution de la maladie chez les personnes atteintes du sida.

Un mycoplasme inconnu

Les résultats français coïncident avec une série d'observations faites aux États-Unis par M. Shyn Chin lo, un spécialiste de virologie de l'Institut de pathologie des Forces

armées, qui, après avoir pensé dès 1986 avoir découvert un nouveau virus, concluait l'an dernier à l'existence d'un mycoplasme dans des cellules provenant de sarcomes de Kaposi des malades du sida. « Il y a toutefois des différences entre les conclusions de Lo et nos résultats », explique le professeur Montagnier. Nous pensons notamment qu'il ne s'agit pas d'un mycoplasme inconnu jusqu'à présent.

Ces résultats et l'hypothèse qu'ils permettent de développer (la synergie pathogène des virus et des mycoplasmes à l'origine de la destruction des cellules sanguines) sont souvent critiqués par les spécialistes de virologie (comme en témoigne le dernier numéro de l'hépatomètre Science daté du 12 mai), certains, comme le professeur Jay Levi (Université de Californie à San Francisco), estimant que les mycoplasmes identifiés peuvent en fait être des contaminants des lignes cellulaires cultivées par l'équipe de l'Institut Pasteur de Paris. « Beaucoup de grands laboratoires pharmaceutiques sont en revanche très intéressés par ce type de travail », précise le professeur Montagnier.

JEAN-YVES NAU

(1) La publication française est signée : M. Lénelle, A. Zerial (Rhône-Poulenc Santé, centre de recherche de Viry-Chatigny), D. Guédy, Y. Hénin et Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris, CNRS).

(2) Les mycoplasmes sont une catégorie particulière de bactéries sans le plus souvent à la surface des cellules qu'ils infectent. Dépourvus de membrane, mais dotés du matériel génétique nécessaire à leur production d'énergie, elles peuvent être définies comme la plus petite unité vivante autonome.

En Afrique noire

Le sida contre le rituel

Afin de lutter contre l'extension du sida, des chefs tribaux du sud de la Zambie ont décidé de renoncer à un rituel de purification ancestral. Jusqu'à présent, dans les districts de Chilankata et de Mpongo, une veuve devait se purifier en se baignant dans une rivière avec un litre de son mari. Les veuves, de leur côté, devaient se marier avec un parent de l'épouse défunte.

Cette décision, dans l'un des pays du monde où le sida fait le plus de victimes (20 % des sept millions de habitants), ouvre une brèche dans les pratiques ancestrales, importantes sur le continent africain, du levrier (qui oblige la veuve à épouser le frère du défunt) et du sorcier (qui oblige un veuf à épouser la sœur cadette de sa femme).

PARIS

Avec la réquisition de logements vacants

Plusieurs familles expulsées pourraient être relogées dans la capitale

La mairie de Paris fera, lundi 21 mai, des propositions de logement à un grand nombre de quarante-huit familles expulsées depuis le 2 mai de deux ensembles parisiens et réfugiées dans la Réunion dans le 20^e arrondissement. M. Jean Tibéri, premier adjoint au maire de Paris, souligne que les logements proposés aux squatters sont situés en banlieue proche de la capitale. M. Michel Charzat, député de Paris (19^e arrondissement), dénonce-t-il « une véritable tendance à l'expulsion sauvage et plus ou moins douce ».

Les propos des élus du PS ne font d'ailleurs pas l'unanimité au sein de leur propre parti. Ainsi, M. Jean-Cristophe Cambadélis, député de Paris (19^e arrondissement), dénonce-t-il « une véritable tendance à l'expulsion sauvage et plus ou moins douce ».

L'embarras des élus du PS tient au fait que, si la mairie de Paris est impliquée dans ces expulsions en raison de la cherté de l'immobilier et de la rareté des logements sociaux dans la capitale, elle n'est pas le seul partenaire mis en cause : la responsabilité du préfet de police et du préfet chargé de la police de la voirie est aussi engagée. Et à travers eux celle de l'Etat et du gouvernement.

Aussi les socialistes, qui se peuvent laisser aux élus du PC, à M. Alain Krivine, si même à M. Marc Haumont, Roland Carro, à l'abbé Pierre ou à ATT-Quart-monde le soin de défendre les expulsés, multiplient-ils les démarches pour trouver une solution au conflit. Dans le communiqué qu'ils ont publié après leur rencontre avec M. Tibéri, ils déclarent avoir fait part de leur « souhait » de voir directement associée à la recherche d'une solution les organisations caritatives. Ce qui est une manière de dire que ces dernières ne sont pas des interlocuteurs crédibles. Et l'idée lancée par les Verts-Paris-Ecologie de réactiver la procédure des réquisitions en vertu des textes de l'immédiate après-guerre signés du général de Gaulle gagne du terrain. Il faut, déclare M. Jean-Félix Bernard, porte-parole des écologistes, « faire comprendre aux investisseurs que l'on ne spéculé pas sans risque sur le logement des gens de la même et même façon que l'on achète de l'or ». Le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, lui-même conseiller de Paris, s'apprête à autoriser le préfet à réquisitionner des logements vacants pour les mettre à la disposition des demandeurs prioritaires.

CHARLES VIAL

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5263

HORIZONTALEMENT

I. Attacher ses bottes. Peut s'ajouter à la porte. — II. Une femme bien assombrée. Il faut monter pour l'atteindre. — III. Donne de belles grappes. On en trouve un au palais. — IV. S'exprime comme une bête. Un homme un peu rose. — V. Au saut du lit. S'en va parfois de la poitrine. Particule. — VI. Pas atteint. Recherchée par les stoïciens. — VII. Fait des déductions. Peut être marqué au fer. Mot invitant à faire le grand saut. A l'étranger. — VIII. On en fait quand on ne fait rien. Un certain passé. Certains sont longs. — IX. Digne d'un roi. Dans un alphabet étranger. Murmure en courant. — X. Comme les bons jours d'autrefois. Endroits où l'on envoie peindre. — XI. Radevent neuf quand on arrive au bout. Dans une main où il n'y a pas de poil. La sonnerie du réveil. — XII. Des gens qui aiment au charbon. Il y en a plein les miches. — XIII. Devenus de mauvais goût. Une façon de tuer le ver. — XIV. Une maladie qui peut atteindre des ouvriers. Titre pour un grand. — XV. Ce n'est même pas la moindre des choses. Peut être appelé éminence. Est maintenant accessible aux piétons.

VERTICALEMENT

1. On y trouve des individus de « bas » étage. Frapper par derrière. — 2. Fait preuve d'attachement. Le récit d'une passion romantique. Dans l'alternative. — 3. Sacs où l'on peut mettre des bouquins. Réclame pour les cendres. — 4. Une grosse tranche. Éléments d'un lustre. Enrichit un parti. — 5. Comme certaines terres. Airs d'enterrement. — 6. Prise. Vile qui évoque de bons bourgeois. Conjonction. — 7. Une œuvre de maître. Peut être renversée au dessert. — 8. Certain fournit une texture jaune. Un animal très construit. — 9. Parfois produite par le désespoir. Service

Solution du problème n° 5262

Horizontalment : I. Pharmacie. — II. Raps. — III. Osm. — IV. T4. — V. Mica. — VI. Hivers. — VII. En. — VIII. Lâ. — IX. Sés. — X. Née. — XI. Credo. — XII. Soie. — XIII. Isée. — XIV. Trenet. — XV. Ess. — Verticalment : 1. Prothèse. — 2. Haine. — 3. Apl. — 4. Sacs. — 5. Râ. — 6. Lâ. — 7. Eros. — 8. Insulte. — 9. Eau. — 10. Isberg.

GUY BROUTY

COMMUNICATION

Le débat sur le financement d'A2 et de FR3

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale et partisan de la suppression de la publicité sur les chaînes publiques, a convié lundi 21 mai une cinquantaine de personnalités du monde de la communication à une journée de réflexion sur ce sujet.

POINT DE VUE

Contre une télévision publique sans public

par Nathalie Coste-Cerdan, Pascal Joseph, Albert Mathieu et Michel Souçon.

PARIS, le 15 mai 1990. Hier soir, la dernière chaîne publique a diffusé ses dernières émissions : le journal de son directeur général et la larme furtive de la speakerine se sont figés en une image arrêtée, ôdant la place à la mire. Mais personne ne nous a dit « A demain ». Nous étions sans doute peu nombreux à assister à cette mort en direct... Comment en est-on arrivé là ? Que s'est-il passé ?

Rappelez-vous, nos arguments en mai 1990, étaient imparables. Depuis vingt ans, disions-nous, la télévision publique est entrée dans une spirale suicidaire qui n'a cessé de s'accroître. Cette balise continue de la qualité à une cause : la course à l'audience. Le financement publicitaire des deux chaînes publiques entraîne indubitablement la dictature de l'Audimat. Le ver est dans le fruit. « Supprimons la publicité et les chaînes publiques cessent de racoler le public et la qualité, longtemps bridée, s'épanouira. Et s'il faut compenser ces ressources méritées, augmentons la redevance, sans du profit du service public l'ensemble des supports publicitaires et mettons l'Etat face à ses responsabilités et qu'il paie ».

Nous étions siôtés et généreux : nous voulions vraiment sauver le service public. Mais tout ne s'est pas passé exactement

comme nous l'avons prévu. Certes, au début, il y eut un réel afflux de projets : de nouveaux créateurs et producteurs vinrent rejoindre notre camp pour une télévision libre de l'argent, libre de sanctions, libre de toute obligation de concurrencer les chaînes commerciales. Nous avions mis un terme à la notion de grille de programmes, car nous pensions qu'elle enfermerait les idées dans le carcan des rendez-vous obligatoires. Nous croyions au contraire qu'il fallait surprendre, susciter l'enthousiasme et permettre au maximum de créateurs de talent d'accéder au petit écran. Les canaux s'épanouissaient sur trois SEPT : les téléspéciaux, les plus subtils, les plus informatifs, les plus culturels ne savaient plus où donner de la tête.

Mais ils n'étaient pas très nombreux : quelques mois plus tard, en mars 1991, les trois chaînes de service public ne concernaient déjà plus qu'un quart des téléspéciaux. Le climat se dégradait : certains commencent à nous trahir, tel ce présentateur du journal télévisé qui ne supportait plus, disait-il, de « prêcher dans le désert ». Il se plaignait souvent de voir les hommes politiques prêter les chaînes publiques et leur qualité d'audience. Il fut bientôt suivi par

nombre de professionnels et créateurs qui, bien qu'attachés au service public, préféraient se consacrer au service du public.

Bien sûr, cette atmosphère ne facilitait pas la collecte des ressources : lors du vote de la loi de finances de 1993, les propositions du gouvernement pour l'accroissement de la redevance furent rejetées par les parlementaires toutes tendances confondues : leurs électeurs se plaignaient qu'on leur demande tant d'argent pour une télévision qui les concernait si peu. Le ministère des finances, toujours soucieux de limiter les prélèvements obligatoires, se réfugia dans une position catégorique : pourquoi gaspiller tant de ressources publiques pour un média qui de nombreux pays occidentaux plaçant en économie de marché ? Tous nos espoirs étaient alors fondés sur une taxe sur les médias privés qui devait rapporter 2,5 milliards pour compenser la disparition de la publicité. Notre déconvenue fut grande : sa mise en œuvre fut très complexe et, avant même d'être parvenue au bout des difficultés techniques, les recours auprès de la Cour européenne de justice et du Conseil d'Etat se multiplièrent : petits médias s'estimant floués par un impôt taillé pour les puissants, éditeurs de presse en difficulté économique, et furieux de payer pour leurs concurrents : le rendement

de la taxe ne fut pas à la hauteur de nos espérances.

Laissant à nous-mêmes, nous décidâmes de rechercher à travers le monde des partenaires partageant notre ambition, pour développer avec eux des coproductions. Là, un grand sentiment de solitude nous envahit peu à peu. Ni le public, ni les pouvoirs publics, ni aucun autre diffuseur au monde ne partageait plus notre projet. Sans doute, la télévision avait-elle profondément changé. Sans doute le public attendait-il autre chose. Nous subissons aujourd'hui les effets de la spirale infernale que nous avons nous-mêmes enclenchée : moins de public, moins d'argent. Moins d'argent, moins de talent. Moins de talent, moins de public.

Nous nous étions trompés de combat : en demandant et en obtenant la suppression de la publicité sur les chaînes de service public, nous avions confondu la fin et les moyens et fourni des armes à nos pires ennemis. Aujourd'hui, s'il en est encore temps, réagissons. Rattrapons la télévision publique à son public.

Nathalie Coste-Cerdan est économiste au BIPE. Pascal Joseph est directeur de Canal-TV. Albert Mathieu est directeur de l'ensemble de Canal Plus et Michel Souçon, réalisateur en chef adjoint de la revue *Études*, ancien directeur des études d'Antenne 2.

هكذا من الأصل

Samedi 19 mai

Naissances

Dimanche 20 mai

20.55 Carnes instantané.
21.00 Cinéma : La galette ■■
22.45 Court métrage : La gros et le moig ■
23.00 Documentaire : France et France.

Naissances

Mariage

— d'Henri Bergson s. .

CARNET DU MONDE

**Renseignements :
40-65-29-94**

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Le record du monde du TGV à 515,3 km/h

Un avantage décisif pour le matériel français face au train à sustentation magnétique japonais

Non content d'avoir repris aux Allemands le 5 décembre 1989 le record du monde de vitesse sur rail avec 482,4 km/h, le train à grande vitesse français a porté cette performance à 515,3 km/h lors de son ultime essai, vendredi 18 mai. Un record aux implications stratégiques aussi bien pour l'exploitant, la SNCF, que pour les constructeurs conduits par GEC Alsthom.

10 h 08 : c'est fini, la rame de série 325 du TGV-Atlantique conduite par M. Michel Massieu a atteint, peu après le pont kilométrique 166, au sud de Vendôme, la vitesse de 515,3 km/h. Dans un tourbillon de poussière, les trois voitures encadrées par deux motrices disparaissent vers Tours. Ce nouveau record a été enregistré par la SNCF et GEC Alsthom depuis 1983.

faciliter l'écoulement de l'air. Malgré ces astuces et ces précautions, le record tenait à un fil. Que les températures soient trop basses et la rosée abondante et l'alimentation électrique pouvait devenir instable ou l'adhérence des roues médiocre. Qu'au contraire, la chaleur soit présente et c'était le moteur qui risquait de s'essouffler ou un thyristor de puissance d'être défaillant. Servi par un vent arrière de 18 à 22 km/h, la rame n'a connu aucun des incidents qui avaient émaillé les précédents essais.

Au terme de plusieurs mois de tentatives, réalisées sur une voie exceptionnelle qui sera mise en service en septembre 1990, le TGV-Atlantique a rapporté une moisson d'enseignements. La rame 325 a parcouru 2 000 kilomètres à plus de 400 km/h et près de 1 000 kilomètres à 440 km/h. Par huit fois, elle a dépassé les 500 km/h. Il faudra plusieurs semaines pour dépouiller les centaines de paramètres enregistrés mais les ingénieurs n'hésitent pas, le 18 mai, à exprimer leur totale satisfaction. En décembre 1989, c'est la caténaire qui avait donné des soucis. Le pont kilométrique 166, la soulevée sous l'effet du vent de la course au risque de l'arracher. Finalement, le soulèvement n'a jamais excédé les vingt-cinq centimètres alors qu'une tolérance de quarante centimètres avait été calculée. De même, on redoutait que le train ne rattrape l'oscillation qu'il provoque sur la caténaire et que le choc ne libère des flammes pouvant faire fondre le fil de cuivre. Rien de tel ne s'est produit. La limite théorique de 530 km/h est considérée comme franchissable.

Les roues et les bogies ont continué à faire preuve d'une parfaite adhérence sur les rails. Surveillés en permanence ils n'ont jamais décollé de plus d'un millimètre sur quelques centimètres de longueur comme cela se produisait avec des trains ordinaires. Soulés, poncés avec soin, supportés par un ballast renforcé, les rails ont fait preuve d'une remarquable

tenue. D'ailleurs, le principal acquis des trois dernières semaines d'essais est à porter à la rame de franchir à plus de 500 km/h les aiguillages de la gare de Vendôme sans faire apparaître la moindre secousse anormale.

Si la SNCF et GEC Alsthom voulaient un jour reprendre leur exploration du domaine des très hautes vitesses, ce sont en définitive les moteurs qui devraient être revus car ils sont parvenus au bout de leur capacité et ne permettent pas de performances supplémentaires.

1 000 kilomètres en trois heures

En décembre 1989, la SNCF et GEC Alsthom tentaient à reprendre aux Allemands le record que ceux-ci avaient établi en 1988 avec leur Inter City Experimental (ICE) à 406,9 km/h. Histoire de démontrer aux Coréens du Sud, aux Taïwanais et aux Canadiens tentés par la grande vitesse que le train le plus rapide en exploitation commerciale (300 km/h) le TGV français n'avait pas égal pour le sprint pur.

En ce mois de mai, « l'ennemi » était autre. Il s'agissait de contester le record japonais du Shinkansen à 313 km/h. M. Roger Géro, directeur général adjoint de la SNCF, M. Michel Pericard, directeur général de la division transports de GEC Alsthom, et M. Pierre Sudreau, président de la fédération des industries ferroviaires, soulignent que « le TGV possède des potentialités supérieures à tous les autres modes de transport à l'heure » pour comprendre que la mesure vaudra du train à sustentation magnétique.

En effet, ses promoteurs allemands et japonais ont commencé à offrir aux clients potentiels que ce train sans roues, qui flotte à quelques centimètres au-dessus de sa voie spéciale, renvoie le TGV « route-rail » au rayon des vieilles lunes. Ils citent à l'appui de leur discours les 435 kilomètres du Maglev-tokaido allemand et les 517 km/h du

train japonais sans pilote à sustentation magnétique.

En faisant quasiment jeu égal avec quarante personnes à son bord avec le prototype japonais, le TGV entend rappeler que trois fois moins cher et capable de rouler sur les voies existantes il peut espérer encore améliorer ses performances. M. Jacques Fournier, président de la SNCF, a, après le record, fixé un objectif ambitieux au TGV de l'an 2 000 qui devra parcourir mille kilomètres en trois heures afin de conserver l'avance technologique acquise par la France. Cela permettrait à la SNCF de continuer à reprendre des points à l'avion si coûteux et à la voiture individuelle trop lente. GEC Alsthom, ANF Industrie et De Dietrich qui ont livré ou qui ont en commande quatre cent rames pour massivement exporter encore plus le temps et l'espace au point de mettre bientôt Londres et Marseille à trois heures de Paris.

ALAIN FAUJAS

Brittany Ferries commande un nouveau navire à un chantier finlandais. La compagnie maritime Brittany Ferries, spécialisée dans le trafic trans-Manche, va confier la construction d'un nouveau navire au chantier naval finlandais Masa-Yards, à-4-on appris le 18 mai auprès de la société finnoise. Le car-ferry (2 120 passagers, 710 couchettes) dont la livraison est prévue à la fin avril 1992, assurera la ligne Caen-Ouistreham-Portsmouth. Le chantier Masa-Yards et Brittany Ferries ont entamé des négociations pour la commande d'un deuxième navire. Les deux contrats signés, le montant total du marché sera de l'ordre de 1,2 milliard de francs.

ÉTRANGER

Face aux Pays-Bas qui proposent Amsterdam

La France soutient la candidature de Londres pour le siège de la BERD

Le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, a nuancé la position de son pays dans le litige qui oppose son pays à la France et à la Grande-Bretagne à propos de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) au cours d'une conférence de presse vendredi 18 mai. Les Pays-Bas ne seraient pas opposés à ce que M. Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République, obtienne la présidence de la banque. Mais le siège devrait être situé aux Pays-Bas, à Amsterdam, plutôt qu'à Londres.

Cette proposition, faite vendredi 18 mai, à la veille de la réunion plénière des quarante-deux membres fondateurs de la BERD samedi à Paris, visait à enfoncer un coin dans l'alliance officielle franco-anglaise. Ce « marché global » dénoncé par

M. Lubbers mais démenti par les intéressés, aurait accordé le siège à Londres et la présidence à M. Attali, en même temps qu'il assurait l'égalité de la France et de la Grande-Bretagne dans les quotes-parts du FMI. Les Pays-Bas, qui menaient depuis le mois de décembre une campagne active pour leur candidat, M. Onno Ruding, semblaient avoir admis qu'une « majorité » s'était dégagée en faveur de M. Attali.

A Paris, samedi matin, on affirmait soutenir la candidature de Londres. Dans la vision de la France, l'installation de la banque outre-Manche permettrait de mieux arrimer la Grande-Bretagne à l'Europe. Londres ne disposait actuellement d'aucun siège d'institution européenne. Une majorité des pays membres de la CEE seraient du même avis.

Alors que huit sociétés nationales seront fermées

Le gouvernement grec va privatiser vingt entreprises en difficulté

Le ministre grec de l'économie, M. Georges Souflas, a présenté vendredi 18 mai le plan de « dénationalisation » de vingt-huit entreprises en difficulté dépendant de l'Office public de redressement des entreprises (OAE) et des sociétés surendettées auprès des banques contrôlées par l'Etat.

Parmi les vingt-huit entreprises de l'OAE qui emploient vingt-sept mille personnes, vingt d'entre elles seront vendues en Bourse ou directement au privé, et les huit autres fermées. La procédure devrait

s'achever d'ici à la fin juin. Les employés licenciés seront indemnisés pendant un an. M. Souflas a indiqué que l'Etat avait dépensé depuis 1983 pour ces entreprises 510 milliards de drachmes (18 milliards de francs).

Seules les entreprises fabriquant du matériel militaire et les entreprises de service public (électricité, téléphone et la compagnie aérienne Olympic Airways notamment) resteront dans le domaine public. (AFP.)

FINANCES

En vendant les Entrepôts et Magasins généraux de Paris

La Compagnie du Midi poursuit ses cessions d'actifs

La Compagnie du Midi a accepté l'offre d'achat lancée vendredi 18 mai par la société Magnat SA sur la totalité du capital de la Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris, dont elle détient 92,18 %, au prix de 3,2 milliards de francs.

Créée en 1860, cette société a pour activité le stockage en entrepôts ordinaires, frigorifiques et sous douane, la location d'entrepôts, la distribution, la manutention et les raccordements ferroviaires ou fluviaux. Ses principales filiales sont la Compagnie du Parc de Bercy et l'Industrie maritime. D'une rentabilité assez médiocre, elle a pour principal atout la détention de 77 hectares de terrains et d'entrepôts à Paris, Saint-Denis, Aubervilliers, Saint-Ouen et Marseille. Ces terrains intéressaient tout particulièrement Magnat SA, une société autrefois spécialisée

dans le tannage du cuir et devenue une holding immobilière acquise fin 1989 par un groupe d'investisseurs animé par le financier et promoteur immobilier Jean-Claude Aarao.

Dans cette opération, ce groupe est assisté par la Caisse des dépôts, le Crédit foncier de France et d'autres organismes financiers.

Après cette vente, qui lui rapporte 3 milliards de francs dont 2,2 milliards de francs de plus-values, la Compagnie du Midi porte à près de 5 milliards de francs ses cessions d'actifs, qui ont débuté avec la cession à Lafarge et Rhône-Poulenc de la filiale Clause (semences et horticulture) pour 1 milliard de francs, et celle de Garonor pour 900 millions de francs.

F. R.

INDUSTRIE

Devant le tribunal de commerce de Paris

Le comité d'entreprise de Framatome débouté

Le président du tribunal de commerce de Paris, M. Philippe Grandjean, a débouté vendredi 18 mai le comité d'entreprise de Framatome qui demandait la mise sous séquestre des actions détenues par la Compagnie générale d'électricité (CGE) dans le capital du constructeur français de centrales nucléaires.

S'il a déclaré « recevable » mais « infondée » la demande du comité central d'entreprise de Framatome, il ne s'est toutefois pas prononcé sur le fond, à savoir la régularité du transfert du public au privé des 40 % détenus par la CGE dans le capital de Framatome, lors de la privatisation de la CGE. Le jugement au fond doit se plaider le 25 juin, selon le comité d'entreprise.

Framatome craint en effet un « coup de force » de la CGE lors de la prochaine assemblée générale du 14 juin. Dans ses attentes, le président Grandjean a estimé qu'il n'y avait pas urgence puisque depuis la privatisation, il y a trois ans, « il n'apparaît pas qu'elle ait donné lieu à protestations ou à

réserves, notamment de la part du comité central d'entreprise ». Quant au risque de voir se créer une situation irréversible lors de l'assemblée générale ordinaire, M. Grandjean a relevé que cette assemblée se tenait « suivant l'ordre du jour » - sous-entendu pour approuver les comptes annuels - et que Framatome n'expliquait pas en quoi elle « serait de nature à créer un dommage imminent ». « En attendant la décision du tribunal statuant au fond sur la régularité du transfert de Framatome au secteur privé en 1987, la demande de mesure provisoire n'est pas justifiée », conclut l'ordonnance de référé. « S'il se passe quelque chose le 14 juin (le jour de l'assemblée générale de Framatome), le tribunal sera surpris », a estimé Me Jean-Michel Darrois, avocat de la société Framatome, ajoutant : « S'il y a un coup de force, nous serons fondés à revenir en référé ». Le comité central d'entreprise (CCE) de Framatome s'est « félicité » pour sa part de cette décision qui permettra « à la justice de se prononcer sur le fond ».

A la réunion de Dusseldorf

L'avenir de la TVHD européenne en jeu

Le Comité consultatif international pour les radio-communications (CCIR) se réunira du 22 mai au 1^{er} juin à Dusseldorf (RFA). Cet organisme, dépendant de l'ONU, devra se prononcer sur une norme internationale unique pour la télévision haute définition (la TVHD) qui offrira au vingt et unième siècle une image de qualité et de dimension comparable à celle du cinéma.

L'enjeu est de taille, puisque les responsables du CCIR auront à choisir entre le standard japonais MUSE (procédé Hivision) et la norme européenne Mac mise au point par les groupes Thomson (France), Philips (Pays-Bas) et Bosch (RFA), les deux premiers ayant

récentement décidé d'investir 20 milliards de francs en recherche et développement (le Monde du 17 mai).

La Federal communications commission des Etats-Unis s'étant donné jusqu'en 1992 pour se prononcer sur un système de TVHD applicable au Nouveau monde, les délégués du CCIR, dit-on, pourraient reporter leur décision. « A défaut de l'adoption d'une norme mondiale unique, le débat portera sur des normes ayant le plus grand nombre d'éléments communs afin de faciliter les échanges de programmes », souligne une récente étude du ministère des affaires européennes. Une chance peut-être pour le système européen.

Des économies dans l'informatique

Philips fera connaître son plan d'assainissement avant l'été

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le comité de management de Philips - la plus haute instance exécutive de la multinationale - aurait décidé d'économiser 1,8 milliard de francs par an dans le secteur des systèmes informatiques, où des licenciements et restructurations de la production sont à l'ordre du jour. C'est ce qu'a avancé, vendredi 18 mai, le quotidien NRC Handelsblad.

La direction de Philips a seulement indiqué que « toutes sortes de plans de réorganisation sont en préparation » et que le détail en sera connu « peu avant ou peu après les vacances d'été ». On s'attend généralement que le couperet tombe dans la division « systèmes d'information » qui emploie dix-sept mille personnes aux Pays-Bas et qui aurait réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 9,3 milliards de francs (sur un effectif total de 305 000 salariés et

un chiffre d'affaires global de 171,6 milliards de francs).

Selon le quotidien, la production d'ordinateurs et de systèmes informatiques serait à l'origine d'une perte de 420 millions de francs au cours des trois premiers mois de cette année. Depuis qu'elle s'est lancée dans la production d'ordinateurs en 1963, la multinationale néerlandaise aurait perdu sur cette activité de 10,5 à 12 milliards de francs.

CH. C.

Pour fabriquer des moteurs d'avions

Pratt et Whitney va coopérer avec les Soviétiques

Le motoriste américain Pratt et Whitney, filiale du groupe United Technologies, a signé avec le ministère soviétique de l'aéronautique un accord de coopération pour la mise au point et la fabrication d'un moteur destiné à équiper deux appareils civils soviétiques : l'Il-96, quadrimoteur long-courrier de 270 places et le Tupolev TU-204, bimoteur moyen courrier de 170 places.

Cet accord a été cosigné par Motoren und Turbinen Union (MTU), la filiale « moteurs » de l'allemand Daimler-Benz qui est devenu, le mois dernier, le partenaire privilégié de Pratt et Whitney.

EN BREF

Calcaires d'épargne Ecureuil : accord salarial. - Quatre syndicats, représentant plus de 80 % des salariés, ont signé un accord salarial dans les caisses d'épargne et de prévoyance du réseau Ecureuil (trente-trois mille salariés, quatre mille trois cents agences). Le texte prévoit une augmentation mensuelle de 300 francs du salaire brut mensuel grâce à une revalorisation de 3 % du point d'indice, actuellement de 53,7 francs, à compter du 1^{er} mai. Pour les niveaux les plus bas, la hausse sera de 3,5 à 7,5 %.

C'est la première fois depuis cinq ans qu'un accord est approuvé par les représentants de plus de 60 % des salariés. La dernière augmentation du point d'indice remonte au 1^{er} janvier 1989.

Protestations à la suite du licenciement d'un enseignant à Angers. - Une dizaine d'élèves du Centre de formation des apprentis d'Angers (Maine-et-Loire), ont été temporairement exclus, jeudi 17 mai, pour avoir refusé de reprendre les cours à la suite de la grève, organisée la veille, pour protester contre le licenciement d'un de leurs enseignants. Professeur de sciences appliquées et d'hygiène, M. Bernard Garret, trente-huit ans, avait reçu, le 26 avril, une lettre de licenciement « pour inaptitude », après avoir réalisé une enquête dénonçant les conditions de travail des quelque six cent cinquante

apprentis-charcutiers, boulangers et pâtisseries du centre. Tandis qu'une partie des enseignants observent des débrayages quotidiens pour obtenir la réintégration de M. Garret, M. Jean Paquet, président de l'Assemblée permanente des chambres de métiers a dénoncé cette « mise en cause de l'artisanat » et « la campagne de dénigrement en cours contre l'apprentissage ».

La CEE reproche à l'Autriche une subvention à Chrysler. - La Commission européenne a reproché vendredi 18 mai à l'Autriche d'avoir subventionné l'implantation sur son sol d'une usine automobile de l'américain Chrysler qui va concurrencer les fabricants de la CEE. La Communauté a annoncé qu'elle « avait la possibilité » d'imposer des taxes sur les voitures produites par cette usine. Cette possibilité figure implicitement dans un accord CEE-Autriche passé en 1972. L'Autriche a décidé à la fin de l'an dernier d'apporter une aide de 433 millions de schillings (225 millions de francs), soit 33 % de l'investissement total, à l'installation dans la région de Graz d'une usine Chrysler qui devrait produire d'ici trois ans vingt-cinq mille modèles « Voyager », un véhicule concurrent de l'« Espace » du constructeur français Renault.

Travail précaire : les députés socialistes et M. Solisson cherchent à concilier leurs points de vue. - Le projet de loi sur le travail précaire, issu de l'accord entre les partenaires sociaux du 24 mars, doit être examiné par l'Assemblée nationale, le 31 mai et le 1^{er} juin. Le texte a été critiqué par les élus socialistes et communistes membres de la commission sociale, le 17 mai. Mais il semblerait que M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, et le groupe socialiste s'efforcent de rapprocher leurs points de vue. Certains socialistes parlent de trouver « une issue compatible avec notre objectif politique », réduire les formes d'emploi précaire. M. Solisson se montre confiant, alors que la rencontre avec le groupe socialiste est prévue pour le 23 mai.

Semaine de 35 heures pour les imprimeurs allemands. - Après les métallurgistes allemands, les imprimeurs viennent d'obtenir la semaine de 35 heures, applicable à partir du 1^{er} avril 1993. Les recommandations de la commission de conciliation, permettant le passage de 37 à 35 heures, ont en effet été acceptées par les représentants patronaux et le syndicat, le 18 mai. L'accord prévoit également une augmentation de salaire de 6,8 % pour 1990.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 14 AU 18 MAI

PARIS

Une petite bouffée de hausse

INDICE CAC 40
+1,0%

Après une deuxième semaine d'attente, le CAC 40 a levé ces derniers jours rue Vivienne sur l'acte III de la reprise de printemps. Péniblement, force est quand même de le constater.

Cette nouvelle semaine avait commencé sous le signe de l'effacement (-0,08%), avant de se poursuivre mardi sur un repli un peu plus franc (-0,54%). La tendance ne commença à s'inverser qu'à partir de mercredi (+0,04%). Jeudi, ce fut l'explosion de hausse (+1,61%). Trop beau pour durer sans doute. A la veille du week-end, pour avoir un peu trop forcé son talent au cours de la séance précédente, le marché fut contraint de mettre la pédale douce, voire de s'effacer très légèrement (-0,18%). Malgré tout, d'un vendredi à l'autre, les divers indices sont remontés de 1%, permettant à la Bourse d'effacer, et même au-delà, le léger retard pris entre les 7 et 11 mai derniers.

Une bouffée d'optimisme serait-elle brièvement passée sous les lambris? Quelques bonnes nouvelles, n'ont, il est vrai, pas manqué de revigorer un marché devenu somnolent après deux ponts consécutifs. Elles sont d'abord venues des Etats-Unis où toute une batterie de statistiques économiques sont tombées. Pour la plupart, elles ont contribué à ragaillardir un peu les

opérateurs redevenus ces derniers temps perplexes et circonspects avec les informations contradictoires reçues du front monétaire. Là-bas, les prix à la consommation se sont calmés en avril avec une hausse limitée à 0,2% (après 0,5% pour les deux mois précédents), éloignant ainsi le risque d'inflation. Le taux de fonctionnement des usines américaines pour le même mois (83%) a témoigné de son côté que la croissance se poursuivait à un rythme modéré. Même si le déficit commercial pour mars s'est davantage creusé que prévu (8,5 milliards de dollars contre 6,1 milliards pour février), il est néanmoins resté inférieur aux 9 milliards redoutés. Côté taux d'intérêt, les espoirs de détente ont grandi après les déclarations du président George Bush. Toutes ces informations ont contribué à réaligner le dynamisme manifesté par Wall Street ces derniers temps, puis par contagion les marchés du Vieux continent.

Mais Paris n'a pas eu seulement à connaître des événements de l'autre côté de l'eau. Les propos de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, sur l'évolution satisfaisante de l'inflation à prévoir pour le deuxième semestre, ont produit un effet libérant au moment même où, déjà une détente était enregistrée sur le front des taux d'intérêt en France.

Dans l'hypothèse plausible où lequel de Bercy donnerait en juillet un coup de pouce au SMIC, les milieux boursiers ont interprété ce geste à venir comme la volonté d'éviter des tensions sociales mais aussi de maintenir le rythme de la consommation.

Le retour des étrangers

Il n'est guère étonnant dans ces conditions que les investisseurs étrangers, qui s'étaient tenus éloignés de Paris ces derniers temps, aient lentement repris leurs achats ces derniers jours. Et sans précipitation, car, comme l'assure la «Pythie du pilier sud», son navire encore à voiles.

Nul, à son avis, ne sait trop comment va dénouer le plan de réconciliation monétaire des deux Allemagnes. Il ne faut pas se leurrer sur le financement assuré la pythie: ce sera dur et l'ouverture des pays de l'Est à l'économie de marché aura pour ceux-ci des conséquences douloureuses (chômage, inflation). L'Allemagne de l'Ouest aura ainsi du mal à contenir les inévitables pressions inflationnistes, qui apparaîtront. Le plan de financement du développement de la RDA sera-t-il un effet d'entraînement? Beaucoup d'espèrent, mais il ne faut pas exclure les mauvaises surprises.

Pour toutes ces raisons, la pythie se montre donc d'un optimisme prudent. La consolidation déjà observée rue Vivienne pourrait servir de base à une nouvelle étape de hausses en juin.

Au-delà, c'est toute la question de la disponibilité des liqui-

tés, qui, sans doute, se posera. Le succès foudroyant du plan d'épargne populaire avec 80 milliards de F. collectés en quatre mois, quand les pronostics portaient sur 35 milliards pour l'année 90, devrait assurer une certaine fluidité.

Mais un avis de sécheresse sur les marchés de capitaux n'est pas à exclure. Les Bourses sursatées en pétir. Avec une consommation, qui augmente, et un solde de la balance des paiements courants en sensible diminution, le Japon aura progressivement moins d'argent à placer.

De son côté, la RFA consacrera ses excédents au redressement économique de sa petite sœur de l'Est. Et les besoins en capitaux des Etats-Unis ne vont pas décroître comme par enchantement avec la trop lente décade du déficit commercial. La pénurie d'argent sera-t-elle sévère? Nul ne le sait.

Dans l'immédiat, même si la Bourse de Paris avec un DR (délai de recouvrement ou PER amélioré) de 11,8 compte parmi les places les moins chères du monde derrière Zurich (11) et Düsseldorf (11,4). La société de Bourse Didier Philippe le conseille: «La remontée du yen et le redressement de Tokyo assure le commencement raisonnable, ne militent pas pour un retour dans l'immédiat des investisseurs étrangers rue Vivienne».

NEW-YORK

Plus mesuré

INDICE DOW JONES

+0,7%

Doublément déçu par l'attitude de la Réserve fédérale, qui a envoyé une série de signaux au marché obligataire indiquant qu'elle n'entendait pas modifier sa politique en matière de taux d'intérêt, et par les négociations qui avancent à pas comptés sur le front d'un éventuel relèvement des impôts, le marché new-yorkais est apparu plus mesuré dans ses réactions, cette semaine.

Vendredi soir, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles tirait le rideau sur un repli de 11,80 points, à 2 919,91 points, annulant la modeste avance de la veille. A l'issue de ces cinq séances, le Dow Jones aux Etats-Unis a gagné 18,33 points sur la précédente semaine, soit un modeste gain de 0,7% après plus de 3% de hausse pour la période précédente.

Pour la plupart des observateurs, la cote ne devrait pas reculer. Mais ce n'est pas pour autant que le Dow Jones va grimper allègrement vers les 3 000 points du jour au lendemain.

Côté inflation, un baromètre surveillé de très près par le Fed, l'annonce, en milieu de semaine, d'une hausse des prix à la consommation limitée à 0,2% en avril, son plus bas niveau depuis sept mois, a incontestablement réchauffé l'atmosphère. Reste le problème des taux d'intérêt, un dossier que l'équipe d'Alan Greenspan surveille de près. Sans laisser filer les intercalaires. Contrairement à ce que d'aucuns escomptaient, le comité de l'Open Market de la Réserve fédérale n'a nullement décidé de relâcher son étreinte sur le crédit. Et les taux des fonds fédéraux sont restés strictement collés au niveau de 8-1/2 %, sans grand changement.

Visiblement, le Fed attend d'en savoir un peu plus sur les discussions budgétaires - et sur les besoins de refinancement de l'Etat - avant de taper discrètement l'arme des taux.

Depuis trois jours qu'ils sont réunis en conclave, les «Bush boys» et les négociateurs du Congrès se sont mis d'accord sur un point: à moins de voir l'économie américaine verser dans la récession, il est impossible de compenser le déficit budgétaire fédéral pour l'exercice commençant le 1^{er} octobre prochain au-delà de 60 milliards de dollars. Comme on ne peut pas toucher aux dépenses, archi-comprimées, il faut regarder, bien sûr, du côté des recettes dont l'augmentation est hautement improbable. Alors, qui a parié de relancer les impôts?

de notre correspondant
SERGE MARTI

	Cours 11 mai	Cours 18 mai
Alcoa	64 1/4	64 1/4
ATT	42 1/8	42 1/8
Boeing	78 1/8	77 1/8
Chem. Man. Bank	25 1/8	25 1/8
De Post de Mess.	38 5/8	40 1/2
Eastman Kodak	48 5/8	48 1/8
Exxon	47 7/8	48 1/8
Ford	46 1/2	47 1/8
General Electric	68 1/4	68 1/4
General Motors	47 3/8	47 7/8
Goodyear	35 1/2	35 3/4
IBM	114 1/8	116 1/4
ITT	57	56 1/4
Mobil Oil	61 3/4	62 1/4
Pfizer	68 5/8	68 1/8
Schlumberger	56 3/4	56 3/4
Tesoro	59 7/8	59 7/8
UAI Corp. (ex-Alleg)	156 1/2	153 1/2
Union Carbide	20 1/8	19 5/8
USX	33 5/8	33 5/8
Westinghouse	73 1/8	72 7/8
Xerox Corp.	49	49 1/8

Bâtiment, travaux publics

	18-5-90	Diff.
Auxil. d'entr.	831	-10
Bouygues	674	+4
Ciments français	1 727	+65
Dumez	671	+25
GTM	1 551	+51
Immob. Phénix	108	+4,30
J. Lefebvre	1 069	+49
Lafarge	468	+32,20
Poliet et Chausson	401	-11
SGE-SB	252	-1,20

Pétroles

	18-5-90	Diff.
BP-France	156,20	+6,90
ELF-Aquitaine	704	+13
Esso	647	+9
Exxon	1 268	+2,30
Petrolina	1 899	+44
Primagaz	825	-25
Raffinage (Fr.de)	225	-6
Refining Dutch (I)	424,50	+1,90
Sevtop	532	+21
Total	722	+39

(1) Coupon de 9,90 F.

Filatures, textiles, magasins

	18-5-90	Diff.
Agache (Fin.)	1 686	+30
BVL	751	+6
CFAO	655	-12
Damart	3 170	-80
DMC	597	-8
Galeries Lafayette	1 790	+3
La Redoute	3 200	-30
Nouvelles Galeries	749	-3
Priempré	678	+42
SCOA	27,20	-3,30

Métallurgie construction mécanique

	18-5-90	Diff.
Abipi	575	-1
Avions Dassault-B	511	-15
De Dietrich	1 906	-14
Facot	1 920	-30
Fives-Lille	430	-30
Marine Wendel	425	-18,10
Peugeot SA	592	-18
Sagor	845	-33
Safran	1 369	+71
Strat	1 285	-61
Valeo	648	-2
Vallourec	391	-17

Matériel électrique

	18-5-90	Diff.
CGE	631	+5
CSEE (ex-Signaux)	406,10	+13,10
Générale des caux	2 683	+53
IBM	652	-20
Interchimie	1 350	+32
ITT	317,10	+12,10
Legrand	4 450	+50
Lyonnais des caux	719	+16
Natix	408	+76
Mélin-Gérin	5 980	+40
Moulinex	1 265,50	+2,70
PM Labinal	1 154	-100
Radotechnique	721	+7
Schlenker	314,80	+10,90
SEB	1 321	+51
Scalant-Automatique	678	+5
Siemens	2 520	-62
Thomson-CSF	127	-2,80

Produits chimiques

	18-5-90	Diff.
Inst. Mérieux	4 750	-350
Labo. Bell	2 730	+10
Roussel-Uclaf	2 270	+10
BA SF	990	-13
Boyer	1 008	-24
Hoechst	960	-22
Imp. Chemie	108,40	+6,30
Norsk Hydro	177	+3,20

Mines, caoutchouc

	18-5-90	Diff.
Géophysique	3 335	-40
Imetal	350	-5
Michelin	130,10	-7,40
Métaleurop	216,60	+5,20
RTZ	51,20	+1,70
ZCL	2,25	-0,84

Alimentation

	18-5-90	Diff.
Beghin-Say	975	-19
Bouygues	3 360	+40
BSN	876	+14
Carrefour	3 671	+122
Casino (I)	1 152	+0,50
Eurosuper	4 100	+251
Guyenne et Gas	1 110	-32
Molt-Hennessy	4 479	-43
Neuf	35 000	+900
Océide (Gie)	775	-2
Olipar	393	-5
Pern-Richard	1 329	-1
Promodis	4 200	-30
St-Helena-Bouillon	1 576	+22
Souris Perrier	1 745	-49

(1) Coupon de 6 F.

Banques, assurances sociétés d'investissement

	18-5-90	Diff.
Bul Eq.	311,10	-18,90
Banque (Cv)	652	-12
Cetelem	639	+25
CCF	246,90	-3,10
CFP	1 397	+6
CFI	492	+6
Changéurs	1 087	-78
CPR (I)	474	+2
Europar	2 178	+8
Hénin (Ld)	620	+3
Locafin	520	-2
Locindus	848	+2
Midi	1 347	+28
Midland Bank	1 170	+18
OPF	1 995	+177
Paribas	699	+6
Prétabail	1 192	-8
Schneider	1 130	+33
Société générale	522	+7
Suez (Cv fin.)	474,60	-3,90
UAP	632	+5
UAB (*)	225	+3,80

(1) Coupon de 22 F.

Mines d'or, diamants

	18-5-90	Diff.
Anglo-American	187	+8,20
Amgold (I)	452	-17
Bul. Gol. M.	85,50	+7,30
De Beers	146,20	+11,20
Drief. Cons.	61,10	+6,65
Gecoro	15,50	-0,60
Harmony	40,40	+2,90
Randfontein	29,10	+3,50
Saint-Helena	59,90	+3,60
Western Deep	195,20	-11,80

(1) Coupon de 4 F.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	18-5-90	Diff.
PME 10,6 % 1976	100,05	-0,15
3,80 % 1977	117,70	-1,40
10 % 1978	100,15	-0,25
9,80 % 1978	99,90	+0,08
9 % 1979	96,65	-1,05
10,30 % 1979	101,10	+0,05
16 % 1982	100,37	-0,09
CNE 3 %	3710	+38
CNB 4,5 000 F	99,58	-0,12
CNB Paris 5 000 F	100	-0,10
CNB Suez 5 000 F	100,20	-0,05
CNI 5 000 F	99,58	-0,07

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Vol. en titres	Vol. en F
Lafarge Cop.	1 900 084	873 435 475	
Elf Aquitaine	043 049	719 524 399	
C.G.E.	1 065 532	666 739 862	
Eaux (Gén. des)	236 001	616 876 909	
Peugeot S.A.	556 425	475 742 667	
LMVH	99 982	442 077 661	
Total	458 801	331 158 616	
Saint-Gobain	512 460	314 831 888	
BSN	362 460	309 875 024	
Suez Financ.	649 077	306 995 420	
Crédit Lyon	301 729	292 750 360	
Havas	443 150	289 358 162	
CCF TP84	199 241	279 270 590	
BNP CI	536 332	256 227 582	

(*) Du vendredi 11 mai 1990 au jeudi 17 mai 1990 inclus.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES RM

Valeurs	Haut %	Valeurs	Bas %
OPF	+10	SCOA	-14
Midland Bk.SA	+7,6	Gecoro	-1,7
Eurosuper	+7	Getalud	-7,9
Lafarge Cop.	+6,8	Changéurs SA	-7,7
Sauvageot	+5,8	Labinal	-7,7
J. Lefebvre Fin.	+5,5	Rubis-P. CIP	-7,4
Prochimie (Aut)	+5,1	From-Life	-7,1
Total (FSE P.)	+5,1	M. Mérieux Int.	-4,9
CSEE	+4,9	Bul Equip.	-4,3
HAVAS	+4,8	Chd Pack SA	-4,2
GAN	+4,7	BAEP	-3,8
CETELEM	+4,6	SEPMEO	-3,7
Nordson et Cie	+4,5	Michelin S.	-3,5
Immob. Périer	+4,2	Salomon S.	-3,4

MARCHE LIBRE DE L'OR

	Cours 11-5-90	Cours 18-5-90
Or fin (à la livre)	85 700	86 400
Or fin (à la once)	85 800	86 400
Pièces françaises (20 g.)	420	420
Pièces françaises (10 g.)	414	414
Pièces belges (20 g.)	426	426
Pièces belges (10 g.)	380	380
Pièces suisses (20 g.)	388	388
Pièces suisses (10 g.)	388	388
Or souverain (20 g.)	406	406
Or souverain (10 g.)	379	377
Or souverain (5 g.)	238	238
Pièces de 20 dollars	1 280	1 270
Pièces de 10 dollars	640	640
Pièces de 5 dollars	320	320
Pièces de 2,5 dollars	160	160
Pièces de 1 dollar	80	80
Pièces de 0,5 dollar	40	40
Pièces de 0,25 dollar	20	20

(*) Ces pièces d'or ou d'argent sont cotées qu'il y ait ou non des primes supplémentaires.

TOKYO

Consolidation

INDICE NIKKEI

+1,5%

«La Bourse de Tokyo continue de regagner le terrain perdu de février à fin avril», estime Lawrence S. Prager, chef analyste de Nikko Securities. Cette semaine effectivement, le Kaba-to-cho a poursuivi sa reprise de mai: démarquant à 31 512 yens, l'indice Nikkei a terminé vendredi soir à 32 130, une progression de près de 1,5 % en cinq jours. «Nous sommes dans une phase de stabilisation», juge cet Américain employé par la deuxième maison de titres japonaise. Il prévoit, que, sans accident sur le front des taux de change, la Bourse devrait maintenir sa bonne orientation.

Sur le fond, cette hausse des cours est due d'abord à la fermeté de la monnaie japonaise face au dollar, le

La livre vient en aide à l'écu

La livre, la lire et la peseta en vedette

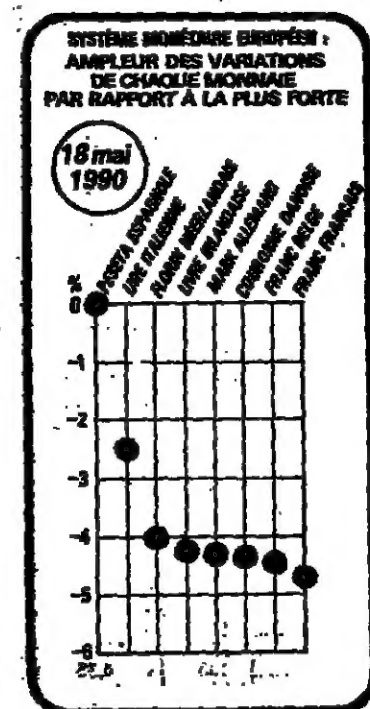
F.R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 14 MAI AU 18 MAI 1990
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	U.S.	\$ E.L.	France trangle	France traine	Danish	France bidge	Flote	Line Indians
New-York	1.6900	-	17,9835	71.1490	68,6869	2,9325	55,9883	8,0255
	1.6790	-	18,1890	71,0791	61,3121	2,9550	54,5703	8,0245
	3.964	5.5600	-	795.28	236.97	16.3600	299.73	4.5945
	2.953	5.5130	-	796.05	236.01	16.3610	300.82	4.5945
Sanich	3.2953	1.8655	25.7793	-	85.1618	4.1717	75.9628	1.1382
	2.3372	1.9792	25.7642	-	85.3464	4.1807	75.9618	1.1382
London	2.7085	1.5090	20.9767	177.30	-	4.8087	85.4088	1.3660
	2.7034	1.5510	20.9767	177.37	-	4.8228	85.4043	1.3660
Antwerp	27.938	31.83	4.1334	24.2610	28.6444	-	18.3027	2.8113
Antwerp	27.938	31.83	4.1334	24.2610	28.7357	-	18.4557	2.8113
Antwerp	3.1149	1.6559	38.3633	131.06	112.42	5.4089	-	1.5200
	3.0768	1.5352	33.2394	131.25	112.35	5.4884	-	1.5245
Antwerp	206.919	121.125	216.13	863.57	735.30	35.7792	454.04	-
Antwerp	2018.16	128.27	216.83	863.51	736.97	35.7901	455.93	-
Antwerp	158.86	152.76	27.4642	106.54	92.5454	4.5780	82.3168	1.1259
Antwerp	257.05	151.71	27.7707	109.59	92.8683	4.5660	82.5471	1.1274

A Paris: 100 francs évalent cent, le vendredi 18 mai, 3,6411 F contre

6009 F le vendredi 11 mai



MATIERES PREMIERES

Vanille et café, parfums malgaches

Mais la politique malgache des matières premières ne s'arrête pas là. La grande leçon a développé ses exportations de riz, de maïs et de manioc. Elle produit du riz de haute qualité, du manioc de haute qualité, du sucre, des produits tropicaux. En 1982, le pays importe la quantité record de 360 000 tonnes de riz, un chiffre qui symbolisa à l'époque le naufrage de la politique économique *étatisée* menée depuis 1975. En 1990, Madagascar est redevenue à quelques milliers de tonnes près auto-suffisante.

Les ressources minières, sans être considérables, sont diverses. On trouve, dans le sous-sol, des gisements de bauxite, d'oxyde de chrome, de manganèse, de cobalt, de cuivre et de minerais de fer. On ne peut oublier l'exploitation d'un gisement et du maître ni les indices pétroliers. Reste le problème épineux de l'or et des pierres précieuses (émaillées). « *Chaque année*, affirme le président Ratsiraka, une tonne d'or est produite à Madagascar. La banque centrale n'y voit que du feu ». Un traitement qui porte sur près de 10 % l'exportation d'exportation du pays des métaux précieux. Quant aux pierres précieuses, sans l'appellation moins noble de béril par des intermédiaires peu scrupuleux, qui peuvent ainsi sous-évaluer les pierres aux yeux de l'étranger et rapatrier seulement une partie des devises liées à ce commerce.

MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Sous l'influence de l'Allemagne

concurrence, souvent mal intentionnée, accusent de casser les prix pour rester le numéro un sur le marché.

En revanche, l'emprunt d'un milliard et demi de francs de la Caisse nationale des télécommunications (CNT) dirigé par le même Créé Lyonnais, mais mieux coté, s'est passé sans trop de mal, tandis qu'un bon accueil a été réservé à la Banque hypothécaire européenne, qui offre pour 250 millions de francs 10,08% réels et 10,35 % avec ristourne sur...

Ces indices, qui s'ajoutent à d'autres publiés par le Comité de

des legs émanant par le Crédit lyonnais, la Caisse des dépôts et la Société des Bourses françaises, sont les premiers à avoir recueilli un « consensus de place ». Calculés sur 195 valeurs représentant 60 % de la capitalisation boursière des obligations et 75 % de transactions, ces indices CNO, qui donnent l'évolution des cours composés inclus, sont calculés quotidiennement sur une base 100 à 31 décembre 1989.

Vendredi 18 mai, l'indice de valeurs à taux fixe, obligations d'Etat uniquement, s'inscrivait à 102,57, qui marque une dépréciation nette par rapport au début de l'année, puisque le coupon couru *pro rata* ne portait pas de 4 %, ce qui correspondrait à un indice supérieur à 103. Encore revient-on de loin jusqu'à l'indice de référence CNO étant tombé à 96 fin février 1990, ce qui, compte tenu des coupons courus, correspondait à une perte de plus de 5 % depuis le début de l'année. A cette époque en effet, les emprunts d'Etat à long terme avaient vu leur rendement

passer à 10,70 % sous l'influence de
taux allemands avant de revenir à
9,57 % actuels.

PRODUITS	COURS DU 15-5
Café A. g. (London) Trois mois	1.995 (- 43) Livres/livre
Aluminium (London) Trois mois	1.540 (+ 25) Livres/livre
Nickel (London) Trois mois	9.825 (- 375) Dollars/livre
Sucre (Paris) Août	2.418 (- 17) Francs/livre
Café (London) Mai	614 (- 26) Livres/livre
Cacao (New York) Juillet	1.477 (+ 28) Dollars/livre
Riz (Chicago) Mai	385,75 (+ 8,75) Cent/livre
Mais (Chicago) Mai	283,75 (- 3,25) Cent/livre
Sorgh (Chicago) Mai	189 (- 1,18) Dollars, cents

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

La concurrence des produits de synthèse

Les recettes tirées de la vanille martiniquaise sont le grand fleuve du commerce 90 % de l'offre, ont quasiment doublé, dans une période de dix ans. Ce produit lui-même a exporté 44 millions de dollars en 1983 contre 55 millions de dollars en 1984. La production sévit. Madagascar détient actuellement un stock de 3 000 tonnes, quand le marché mondial, américain et européen pour l'essentiel, n'absorbe pas plus de 1 000 tonnes par an. Le reste que 95 % de la consommation de vanille repose en réalité sur un produit chimique, que la vanilline de synthèse, qui supplante largement l'arôme naturel. Outre-Atlantique, les publicités de la diffusion de la vanille de Martinique sont les fleurs du commerce. Elles sont les fleurs du commerce n'est pas distinguée de son ennemi.

Le commerce de la vanille s'est développé à Madagascar au programme de finalisations qui touche le riz et le café, deux des produits agricoles. L'Etat a conservé son monopole d'exportation, mais sur les gousses séchées qu'il vend au tour de 74 dollars le kilo (407 francs), payé vert autour de 2 000 francs malgaches (10 francs) au planteur. Il faut 4 à 5 kilos de vanille non séchée pour obtenir un kilo séché. Comme le café, cette liane, qui fleurit en magnifiques orchidées blanches, appartient à la culture paysanne de l'île. Avec ses sous-bois uniformisés à Madagascar, est, avant les Comores et le Bénin, le 3^e exportateur de l'île.

ERIC FOTTORINO

9,55 %, ce qui a déclenché le MATIF,

the, le Clean Lyonnais, qui s

1. **Introduction**

L'enquête sur la profanation de Carpentras

M. Pierre Arpaillange favorable à l'institution d'une prime pour retrouver les coupables

Le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, a évoqué, jeudi 17 mai, devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, l'affaire de la profanation du cimetière juif de Carpentras. Selon un communiqué publié, vendredi, par cette commission, le

ministre, qui répondait à une question de M. Robert Pandaud, député (RPR) de Seine-Saint-Denis, a déclaré que « la pire des choses serait de ne pas découvrir les auteurs de ces exactions et c'est pourquoi, à titre exceptionnel, je ne suis pas hostile à l'insti-

tution d'une prime ». La garde des sceaux, d'autre part, renouvelé, vendredi, aux procureurs généraux et aux magistrats des parquets ses « instructions d'extrême vigilance et de particulière vigueur pour les délits à caractère xénophobe ou raciste ».

Les policiers intensifient leurs recherches dans les milieux marginaux

CARPENTRAS
de notre correspondant régional

Les consignes de discrétion strictes données par le ministre de l'Intérieur continuent à être observées, à la lettre, par les policiers du SRPJ d'Avignon qui ont été chargés de l'enquête sur la profanation du cimetière juif de Carpentras. Il semble, cependant, que les policiers, sans négliger aucune piste, aient plus particulièrement intensifié leurs recherches dans les milieux marginaux de la région, connus, ou non, pour leurs idées extrémistes. Leur tâche consiste, d'une part, à vérifier minutieusement toutes les informations parvenues - souvent sous une forme

anonyme - au commissariat ou à la mairie de Carpentras et d'autre part à aller à la « pêche aux renseignements » dans les bars et boîtes de nuit de la ville et des communes environnantes. Les patrons de ces établissements et leur personnel ont été invités à coopérer activement à l'enquête en signalant tous les faits leur paraissant liés, directement ou indirectement, à l'affaire de la profanation.

La pression des policiers a déjà eu pour résultat d'installer une insécurité dans ces milieux qui pourrait, à terme, se révéler payante en défilant certaines langues. Les enquêteurs parviennent, en effet, à s'attacher de plus en plus de crédit à la thèse d'une expédition

improvisée localement et qui aurait été menée en « fantasmagorie morbide » pour repousser la formule de Mgr Lustiger. Ils prennent, cependant, au sérieux, le témoignage dont a fait état, jeudi, le quotidien *Vaucluse Matin* concernant la présence d'une Mercedes, immatriculée à Paris, aux abords du cimetière dans la nuit précédant la découverte de la profanation. Selon certaines informations, ce véhicule aurait été également aperçu, les jours précédents, devant un café du boulevard périphérique de Carpentras connu pour être le lieu de rendez-vous de délinquants et de marginaux de la ville. Si la profanation a été commise par des éléments extérieurs

au département ceux-ci auraient eu, vraisemblablement, besoin, en l'occurrence, d'une aide de familles de Carpentras pour les guider et, éventuellement, leur prêter main forte.

Quant au cimetière, toujours fermé au public, son inspection ne peut plus être confiée à des indices supplémentaires. Au début de la semaine, les enquêteurs du SRPJ d'Avignon, renforcés par des policiers de Montpellier, l'ont ratiné une dernière fois avec des experts de l'identité judiciaire qui ont effectué des relevés topographiques ainsi que des prélèvements de terre et de pierre.

GUY FORTE

Le congrès des élus socialistes

M. Mauroy accuse M. Chirac de se faire « l'allié objectif de Le Pen »

STRASSBOURG

de notre correspondant

« Ça s'est arrangé », a pu annoncer M. Pierre Mauroy, vendredi 18 mai, en confirmant que son successeur à la tête de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR) est M. Jean-Pierre Joseph, rocardien, président du conseil général du Gers. L'accord intervenu sur son nom au bureau exécutif du Parti socialiste avait bien failli être remis en question au congrès de Strasbourg.

Les amis de M. Laurent Fabius souhaitaient l'élection au poste de secrétaire général de la FNESR d'un des leurs, mais M. Guy Vadeboncoeur, jospiniste, n'entendait pas céder la place. Finalement, M. Joseph a été élu président par le conseil national de la FNESR à l'unanimité moins six abstentions, et M. Christian Pignatelli, fabiusien, a été confirmé comme vice-président à l'unanimité. Cependant les amis de M. Jean-Pierre Chevènement ont diffusé un texte contestant « la façon dont s'est déroulée la désignation de Jean-Pierre Joseph », et si le bureau a été composé à la pro-

portionnelle des courants du parti la question du secrétariat ne sera tranchée que dans trois semaines.

Au cours des six « forums » organisés vendredi à Strasbourg, les élus de la FNESR ont insisté sur le refus des exclusions. M. Louis Besson, ministre du logement, a reconnu que ce secteur demeure « un domaine où les intégrités sont à la fois les plus visibles et les plus insupportables », avec quatre cent mille sans-abri et deux millions de mal-logés.

M. Mauroy a vivement réagi aux propos de M. Jacques Chirac sur « l'immoralité socialiste » et la montée de l'extrême droite en France. Est-ce que M. Chirac « se rend compte qu'il se fait, ainsi, l'allié objectif de Le Pen ? » a demandé le premier secrétaire du PS, qui, le matin, avec une délégation d'élus du congrès et le maire de Strasbourg, M^{me} Catherine Trautmann, s'était rendu au camp de concentration du Struthof, près de Schirmeck (Bas-Rhin), pour déposer une gerbe à la mémoire des déportés.

JACQUES FORTIER

M. Jean-Pierre Joseph : un président de conseil général « chef d'entreprise »

AUCH

de notre correspondant

Si M. Jean-Pierre Joseph, désigné comme président de la Fédération des élus socialistes et républicains (FNESR), est encore un homme « neuf » sur la scène politique nationale, il n'en va pas de même dans son département, le Gers, dont il préside le conseil général depuis 1982.

Ce professeur de mathématiques de cinquante-deux ans, fils d'un cheminot et d'une ouvrière agricole, socialiste depuis 1973, s'est senti proche des idées de M. Michel Rocard, dit-il, « dès 1965 ».

Elu conseiller municipal de Lectoure en 1971, conseiller général en 1976, il lance en 1979, avec M. Jean Laborde, maire d'Auch, député, un appel en faveur de M. Rocard dans la bataille qui oppose celui-ci à M. François Mitterrand. C'est le point de départ de la conquête de la fédération socialiste par les rocardiens.

Succédant trois ans plus tard à M. Laborde à la présidence de l'assemblée départementale, M. Joseph devint, selon l'expression d'un de ses collègues

taure, un « chef d'entreprise au service du Gers ». Dans ce département, qui a perdu cent mille habitants en un siècle, il entend utiliser à plein la décentralisation afin d'être présent sur tous les fronts : celui de l'économie, bien sûr, et de l'agriculture au premier chef, mais aussi celui de la culture, où il encourage, de l'opposition, le rapproche de faire de purs dépenses de prestige. M. Joseph recherche, pourtant, le consensus, au grand dam de ses amis socialistes, qui n'apprécient pas toujours cette démarche.

Devenu député en battant, en juin 1988, M. Aimé de Montazou (UDF), M. Joseph est de plus en plus retenu à Paris, aussi, par ses responsabilités dans le courant rocardien, au titre duquel il siège - discrètement - au bureau exécutif du PS et dont il coordonne les élus. Ses vœux le lui rapprochent, tandis que ses amis répliquent que sa présence à Paris entraîne « des avancées sensibles sur les dossiers gersois ». Certains se sont même mis à rêver depuis quelques jours : « Avec Jean-Pierre à la FNESR, disent-ils, on va avoir des routes ! »

D. H.

Avaries sur le vaisseau Soyuz TM-9

Deux cosmonautes en panne de retour

Les cosmonautes Anatoli Soloviov et Alexandre Balakine demandent une échelle spatiale pour regagner la Terre. Le vaisseau Soyuz TM-9, dans lequel les deux Soviétiques doivent quitter la station orbitale Mir d'ici à quelques semaines, serait en effet en difficulté, empêchant les deux hommes de revenir sur Terre sans une réparation préalable.

Ainsi que le révèle le dernier numéro de la revue américaine *Aviation Week and Space Technology*, la couche de protection qui entoure le vaisseau aurait été déchirée lors de son lancement, effectué en février dernier. « Cette déchirure bloque des capteurs sensoriels indispensables au positionnement du véhicule spatial avant le retour sur Terre », précisent au magazine spécialistes les responsables soviétiques. Car la manœuvre isolation thermique a refroidi l'intérieur du Soyuz, et les techniciens craignent que la condensation d'eau dans le circuit du

vaisseau ne provoque des pannes électriques.

Selon toute vraisemblance, les deux cosmonautes en difficulté vont devoir effectuer une marche d'urgence dans l'espace pour tenter de réparer le système d'isolation du Soyuz, actuellement amarré à la station Mir, en orbite à 320 kilomètres de la Terre. Le matériel nécessaire aux manœuvres - notamment une échelle spatiale - pourrait être acheminé jusqu'à eux, en juin, par un vaisseau sans équipage humain. Contrairement aux occupants précédents de la station soviétique dont la mission prévoyait, de septembre 1989 à février dernier, plusieurs sorties extra-vehiculaires, Soloviov et Balakine devaient, pour l'essentiel, effectuer à bord de Mir des traitements de matériaux technologiques et biologiques. Leur séjour risque en fait d'être plus mouvementé que prévu... (Reuters).

EN BREF

■ CISJORDANIE : un adolescent palestinien de treize ans a été tué vendredi 18 mai par des tirs de gardes-frontières israéliens dans le camp de réfugiés de Balata, en Cisjordanie. Selon l'armée, les gardes-frontières étaient intervenus après qu'un camion-citerne eût été attaqué à coups de pierres... (AFP).

■ CHINE : le bateau « Déesse de la démocratie » va se rendre au Japon. - Le bateau *Déesse de la démocratie*, qui doit diffuser des émissions à destination de la Chine, va se rendre au Japon, ont annoncé vendredi 18 mai les organisateurs de l'opération. Les autorités de Taïwan bloquent en effet l'embarquement du bateau et lui ont fait savoir qu'il ne serait pas autorisé à faire escale dans l'île d'été prochain vers le continent. Taïwan a été soumise à des pressions chinoises et américaines, pour refuser sa coopération au projet.

■ Le conflit entre la CGT et la direction de l'Union (Reims) empêche le journal de paraître. - Le quotidien régional rémois *l'Union* (110 300 exemplaires diffusés) n'a pas paru le 19 mai. Le *Livre CGT* entend ainsi protester contre la procédure de sanctions engagée par la direction envers sept rotativistes qui n'ont pas assuré l'impression en quadrichro-

me de la dernière édition dominicale. Ce conflit fait suite aux perturbations qui touchent le journal depuis cinq semaines du fait de l'opposition du Livre CGT à la modernisation, qui se traduirait par la suppression de trente postes à l'atelier.

■ Le président du conseil régional de Picardie refuse de rompre avec le Front national. - M. Walter Anselme, maire de Beauvais, porte-parole du groupe socialiste au conseil régional de Picardie, a proposé au président de cette assemblée, M. Charles Baur (UDF-PSD), de rompre avec le Front national en échange d'une promesse de neutralité du PS. M. Baur, qui dispose d'une majorité relative de vingt-sept voix, sans le FN, contre vingt-six à la gauche (dix-huit socialistes et huit communistes), a refusé.

■ Le fils de Marlon Brando tue le petit ami de sa sœur dans un acte de colère. - Le fils de Marlon Brando a été inculpé du meurtre du petit ami de sa sœur et écroué, mercredi 16 mai, à Santa-Monica (Etat-Unis). Christian Brandon, qui ne supportait pas de voir le jeune homme battre sa sœur enceinte, lui a tiré une balle en pleine tête. Agé de trente-deux ans, Christian Brandon est le fils du célèbre acteur américain aujourd'hui âgé de soixante-six ans, et de sa première femme, Anna Kashfi.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

OBJET : Autoroute A 64 - section TOULOUSE-MURET.

La Préfecture communique :

Une enquête publique relative à l'autoroute A 64 - section TOULOUSE-MURET et préalable à :

- l'unité publique des travaux d'aménagement de la section TOULOUSE-ROQUES, des travaux de construction de la section ROQUES-MURET et de l'autoroute A 64 et de la ligne de Chagny ;

- l'attribution du statut autoroutier de la section ROQUES-MURET, étant précisé que la section TOULOUSE-ROQUES relève déjà de ce statut, ainsi que le changement en autoroute de la section de la N. 117 comprise entre les échangeurs de MURET Est et de MURET Ouest ;

- la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols de PORTET-SUR-GARONNE, de SEYSSES et de MURET, est ouverte dans les formes prévues par le code de l'urbanisme.

Le dossier relatif au statut des travaux de TOULOUSE, place du Capitole, PORTET-SUR-GARONNE, ROQUES, SEYSSES, MURET et VALLENEUVES TOULOISAINES pendant 31 jours ouvrés et consécutifs du mardi 5 juin 1990 au jeudi 5 juillet 1990-inclus, les citoyens pourront prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituelle des services concernés.

Les observations éventuelles pourront être :

- soit consignées sur les registres à feuilles non numérotées ouverts à cet effet ;
- soit adressées par écrit, pendant la même période aux numéros des commissions d'enquête situés aux adresses de TOULOUSE, PORTET-SUR-GARONNE, ROQUES, SEYSSES, MURET et VALLENEUVES TOULOISAINES ;
- soit présentées directement à la commission d'enquête composée comme suit :

- Président : M. Jean BARADAT, ingénieur régional honoraire de l'équipement, habilité à signer ;

- Membres : M. Hervé TEYCHENE, architecte ;
- M. Robert TURPIN, expert conseil en bâtiments travaux publics ;

qui se réunissent ensemble ou à tour de rôle, les permanences suivantes de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h :

- les 26 juin et 2 juillet 1990 à la mairie de TOULOUSE ;
- les 27 juin et 3 juillet 1990 à la mairie de PORTET-SUR-GARONNE ;
- les 28 juin et 4 juillet 1990 à la mairie de SEYSSES ;
- les 29 juin et 5 juillet 1990 à la mairie de MURET ;
- les 30 juin et 6 juillet 1990 à la mairie de ROQUES.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête qui devront être rendus avant le 6 août 1990, seront mis à la disposition du public pendant un an au Tribunal administratif de TOULOUSE, PORTET-SUR-GARONNE, ROQUES, SEYSSES, MURET et VALLENEUVES TOULOISAINES et à la Préfecture de la Haute-Garonne.

Il pourront également être consultés à toute personne physique ou morale qui en fera la demande au Préfet, directeur de l'administration générale, 1^{re} direction - 1^{er} bureau.

POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet

L'ESSENTIEL

DATE

Il y a trente-cinq ans, la création du Pacte de Varsovie..... 2

ÉTRANGER

Grogne à l'UNESCO..... 5

M. Mayor, le directeur général, est pris de ne plus consacrer son énergie au retour des anglo-saxons..... 5

Tension au Nicaragua..... 6

La Contre ne veut plus rendre les armes..... 6

Affrontement en Afrique du Sud..... 6

La petite ville de Welkom, où deux blancs ont été tués récemment, est au bord de l'explosion..... 6

POLITIQUE

Livres politiques..... 7

« La révolte des maillonnettes » par André Laurens..... 7

ACADÉMIE FRANÇAISE..... 7

La réception de M. Jean-Denis Bredin..... 8 à 12

Les textes du récipiendaire, M. Jean-Denis Bredin, et la réponse de M. Pierre Moineau..... 8 à 12

SOCIÉTÉ

Paris..... 8 à 12

La réception de M. Jean-Denis Bredin..... 8 à 12

Les textes du récipiendaire, M. Jean-Denis Bredin, et la réponse de M. Pierre Moineau..... 8 à 12

La réception de M. Jean-Denis Bredin..... 8 à 12

Les textes du récipiendaire, M. Jean-Denis Bredin, et la réponse de M. Pierre Moineau..... 8 à 12

La réception de M. Jean-Denis Bredin..... 8 à 12

Les textes du récipiendaire, M. Jean-Denis Bredin, et la réponse de M. Pierre Moineau..... 8 à 12

La réception de M. Jean-Denis Bredin..... 8 à 12

Les textes du récipiendaire, M. Jean-Denis Bredin, et la réponse de M. Pierre Moineau..... 8 à 12

La réception de M. Jean-Denis Bredin..... 8 à 12

Les textes du récipiendaire, M. Jean-Denis Bredin, et la réponse de M. Pierre Moineau..... 8 à 12

La réception de M. Jean-Denis Bredin..... 8 à 12

Les textes du récipiendaire, M. Jean-Denis Bredin, et la réponse de M. Pierre Moineau..... 8 à 12

La réception de M. Jean-Denis Bredin..... 8 à 12

Les textes du récipiendaire, M. Jean-Denis Bredin, et la réponse de M. Pierre Moineau..... 8 à 12

La réception de M. Jean-Denis Bredin..... 8 à 12

CULTURE

Cannes entre deux rêves..... 14

Tandis que Fellini invente sa réalité, une Comtesse et deux frères jumeaux se perdent dans les méandres de *Nouvelle Vague*, de Jean-Luc Godard..... 14

Obsessions Est-Ouest..... 14

Le diable et le bon dieu, le bien et le mal impriment leur marque sur *To Sleep with anger* et *End of the Night*, des cinéastes américains Charles Burnett et Keith McNulty ; et *Rue de la Chapelle*, du sovétique Igor Mikheliev..... 14

ÉCONOMIE..... 14

La séque de la BERD..... 17

La séque de la BERD pour accueillir le « Banque de l'Est »..... 17

Revue des valeurs..... 18

Crédits, changes et grands marchés..... 19

Services..... 19

Abonnements..... 2

Carnet..... 16

Météorologie..... 16

Mote croisé..... 16

Radio-Télévision..... 16

Spectacles..... 15

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

سكزا من الأصل